MANIFESTE L'APPEL DU LAMBI de la RECONSTRUCTION



LIBERTE EGALITE FRATERNITE
L'UNION FAIT LA FORCE

Servir sa patrie et non pas se servir de sa patrie

NOM DES AUTEURS :

Co-Auteurs : Patrick Prézeau Stephenson, Gregory Sicard, Drelin Laguerre.

Ont contribué : Eveline Pressoir & Raymond Kernizan.

COLLABORATEURS :

Harry Loiseau, Serge H. Moise, Ruolz Ariste, Jacques François Pauyo, Maria Dehoux, Raymond Lerebours, Ginette Cherubin, Fitzgérald Jean, Ashley Laraque, Johanne Dufort, Henry Christian Louis, Mirlande Buttler, Jean-Pierre Bailly, Georges Celcis.

Copyright © 2023 Le Collectif Appel du Lambi
Tous droits réservés ISBN : 9798175002332

Version Française Page 3

Version Anglaise Page 71

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers les collaborateurs exceptionnels du Collectif qui ont contribué de manière inestimable à la réalisation de ce manifeste de la Reconstruction. Nous remercions aussi les membres du Collectif pour leur support et implication dans l'analyse, la révision et l'adoption de ce manifeste.

Introduction-Préambule

Le lambi — la conque marine dont le souffle rassembla les insurgés de Bois-Caïman en 1791 — n'est pas un simple symbole. Il est l'appel du peuple à lui-même. En 1804, Haïti devint la première République antiesclavagiste du monde. Ce Manifeste appelle Haïti à un second acte fondateur : non plus la conquête de la liberté par les armes, mais la reconstruction de la nation par l'organisation, le travail et l'union.

Le Manifeste l'Appel du Lambi de la Reconstruction fait suite au Manifeste l'Appel du Lambi et est complémentaire. Il conserve l'âme politique du *Manifeste l'Appel du Lambi* — ses principes, sa voix, ses exigences de souveraineté — tout en y intégrant l'ossature technique, chiffrée, planifiée, explicitement : combien, quand et comment.

Ce dernier manifeste est un plan de la reconstruction et de développement pour Haïti. Aucune date ou échéance ne sera mentionnée, car il peut être réalisé dans un temps plus court ou plus long en fonction des capitaux alloués par l'État haïtien, les investisseurs internationaux et les bailleurs de fonds. Les scénarios budgétaires présentent des montants approximatifs, trouvés dans nos recherches, que nous essayons de rapprocher de la réalité des coûts en Haïti ou dans des pays similaires bénéficiant de coûts de main-d'œuvre rapprochés des nôtres. **Tous les coûts sont en US dollar**. **« M » signifie les coûts sont en millions de US$ (dollar américain).** Le programme est basé sur notre devise nationale tout comme dans le Manifeste l'Appel du Lambi : Liberté, Égalité, Fraternité, additionné des deux rubriques : Environnent et Ressources naturelles exploitables. Nous avons ajouté cette dernière rubrique pour monter où les sommes nécessaires à ces infrastructures et programmes pourraient provenir.

Le but recherché est de montrer ce que couterait une Haïti où il ferait bon vivre, sur le chemin de la reconstruction, du progrès et du développement économique. Ce programme s'adresse à tous Haïtiens et étranges désireux d'investir en Haïti, les institutions internationales, les bailleurs de fonds, les grands groupes internationaux les ONG et gouvernements étrangers prêts à investir et s'engager dans le développement d'Haïti. Nous sommes lassés de voir des partis politiques et candidats aux postes électifs sans programmes, sans plans et sans explications sur comment il compte faire avancer le pays et financer ses besoins en infrastructures et programmes sociaux. Nous sommes aussi fatigués de voir que le pays est en attente de dons sans explicitement formuler aux bailleurs de fonds et investisseurs les besoins du pays.

• **Principes Fondamentaux : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.** Le manifeste défend les principes fondamentaux de liberté, d'égalité et de fraternité, fondant ainsi ses propositions sur ces valeurs essentielles.

• **LIBERTÉ.** Le manifeste plaide en faveur de de toutes les libertés garanties par la constitution particulièrement celles protégeant un État de droit : la liberté de circulation, la liberté d'expression, la liberté collective à travers l'indépendance nationale, la liberté du droit à la sécurité des personnes et des communautés, la liberté de gouvernance des collectivités territoriales à travers leur autonomie constitutionnelle, mettant l'accent sur l'autonomie du pays face aux influences étrangères et la promotion des droits humains.

• **ÉGALITÉ.** Il propose des réformes politiques et législatives pour renforcer les institutions démocratiques, garantir la sécurité et l'état de droit, lutter contre la corruption et promouvoir l'équité facilitant ainsi l'égalité sociale. L'intégrité reste la colonne vertébrale de ce manifeste mettant l'accent sur la transparence et les reformes anticorruptions qui permettrons l'exécution effective des projet et programme détaillés.

• **FRATERNITÉ (Programmes Sociaux, Développement Économique et Social).** Il propose des politiques économiques pour stimuler la croissance, améliorer l'éducation et la santé, promouvoir l'agriculture durable, et favoriser la coopération internationale pour le développement durable.

• **ENVIRONNEMENT.** Il met en avant des initiatives de préservation de l'environnement, la promotion des énergies propres, la gestion des ressources naturelles et la décentralisation pour un développement durable.

• **LES RESSOURCES NATURELLES EXPLOITABLES.** Dans cette rubrique sont regroupées toutes les ressources exploitables pour financer le programme de reconstruction développé dans les autres rubriques Liberté, Égalité, Fraternité et Environnement.

• **Conclusion.** Le manifeste conclut en réaffirmant l'engagement du collectif envers une Haïti prospère, équitable et stable. Il appelle à l'unité nationale, à la mobilisation citoyenne, à la cohésion collective et à l'action de groupe pour réaliser cette vision commune. Le manifeste représente un appel à l'action pour tous les Haïtiens, visant à attaquer nos errances structurelles afin de construire un avenir meilleur pour les générations actuelles et futures.

TABLE DES MATIÈRE

1. LIBERTÉ……P 10

2. ÉGALITÉ……P 20

3. FRATERNITÉ (Programmes Sociaux, Développement Économique et Social)….P 27

4. ENVIRONNEMENT……P 48

5. LES RESSOURCES NATURELLES EXPLOITABLES……P 54

CONCLUSION……P 66

Présentation du collectif et de ses Membre



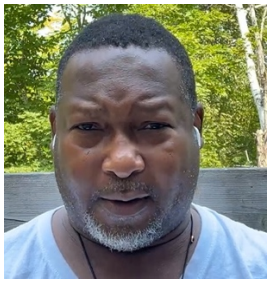
Patrick Prézeau Stephenson, M.S.

Auteur, scientifique



Gregory Sicard

Entrepreneur, MBA, auteur



Jacques François Pauyo

Spécialiste en Sécurité, ex-candidat



Ruolz Ariste, PhD

Économiste, chercheur



Serge H. Moise

Avocat



Maria Dehoux

Activiste, évangéliste



Harry Loiseau, M. Sc.

Économiste



Drelin Laguerre

Ingénieur, auteur



Raymond F. Lerebours

Entrepreneur, leader communautaire



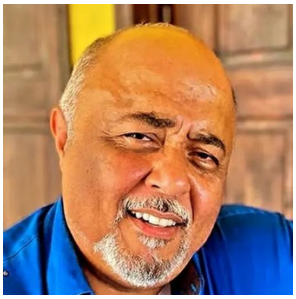
Johanne Dufort

Consultante en audit et économie



Ashley Laraque

Militaire (Ret.), expert en sécurité



Jean-Pierre Bailly

Entrepreneur, analyste politique, citoyen engagé



Ginette Chérubin

Architecte, auteure, ex-représentante au conseil électoral



Henry Christian Louis

M.S. Agroéconomiste, entrepreneur



Georges Celcis

Ingénieur, entrepreneur, auteur



Fitzgerald Jean

Expert électoral



Dr. Mirlande Butler

Chanteuse, éducatrice, défenseur des droits Humains

Savannah Savary

1



Eveline Pressoir
Psychologue clinicienne, conseillère et responsable de programmes pour l'UNICEF en Haïti et en Afrique de l'Ouest et du Centre.



Raymond Kernizan,
MS recherche opérationnelle et informatique. Consultant en gain de productivité à l'international. Ex-cadre sup des ministères du Plan et des Affaires Sociales en Haïti.

1. LIBERTÉ

1.1 Liberté de circulation, infrastructures routière, aéroportuaires, portuaires et tramway et bus

La libre circulation des personnes et des marchandises est la première des libertés économiques.
La liberté ouvre les chemins. Sans routes, sans ports, sans aéroports modernes, sans presse libre, sans souveraineté douanière, il n'y a ni marché national, ni développement régional autonome, ni dignité nationale.

Les infrastructures suivantes sont importantes pour assurer la libre circulation des personnes et marchandises, promouvoir et développer le tourisme, faire baisser les coûts de transports et donc des produits, développer les zones jusque-là inaccessibles.

1.1.1 Route côtière Ouanaminthe → Pédernales (≈ 700 km)

Une route côtière de Ouanaminthe à Pédernales. Les segments déjà existants sont à entretenir ou réparer si nécessaire entre Ouanaminthe et le Cap, Gonaïves à Miragoâne et Port-Salut à Aquin.
La section de 67 kms de la Route Nationale #6 entre Ouanaminthe et le Cap est à entretenir avec des améliorations au niveau des entrées des deux villes pour éviter les bouchons de circulation. La section de 137 kms entre le Cap et Môle-St-Nicolas est à construire. La section de 105 kms entre Môle St-Nicolas et Gonaïves est à construire. La section de 150 kms de la Route Nationale #1 entre Gonaïves et Port-au-Prince est à entretenir avec des améliorations consistant à introduire des voies à sens unique et d'évitement des centres-villes aux deux entrées des villes respectives sur le parcours. La section de 90 kms entre Port-au-Prince et Miragoâne est à entretenir avec un ajout d'une voie parallèle au niveau de Carrefour. La section de 130 kms entre Miragoâne et Jérémie passant par Anse-à-Veau et Corail est à construire en zone accidentée nécessitant plusieurs ouvrages hydrauliques. La section côtière entre de 150 kms entre Jérémie et Port-Salut passant par Abricots, Dame-Marie, Les Anglais est à construire. La section de 120 kms de la Route Nationale #2 entre Port-Salut et Miragoâne est à entretenir avec des améliorations au niveau des entrées des villes. La section de 215 kms de la route #208 entre Aquin et Pédernales passant par Côte-de-Fer, Jacmel, et Belle-Anse, est à construire. Nombre de Kms de nouvelles routes à construire avec une moyenne de **$1,2 million/km : 737 kms. Coûts : $884,4 millions.** Nombre de kilomètres de routes à entretenir et réhabiliter avec une moyenne de **$400 000/km : 337 kms. Coûts : $135 millions.** L'ingénieur expert suggère un coût plus élevé au kilomètre de construction pour une route secondaire sur des terrains accidentés comparés aux coûts d'une autoroute plutôt droite sur un terrain majoritairement plat, comme nous verrons plus au paragraphe 1.1.2.

Routes Côtières

Élément	Linéaire	Coûts
Segments existants à réhabiliter $400 000/km	≈ 337 km	$135 M*
Segments neufs côtiers $1.2 M/km	≈ 737 km	$884 M*
Total	**≈ 1074 km**	**$1019 M***

*** « M » signifie les coûts sont en millions de US$ (dollar américain)**

1.1.2 Autoroute 2×2 voies Port-au-Prince → Cap-Haïtien via Plateau Central (≈ 175 km)

Cette autoroute permet de réduire les temps de transport et assurer une connexion rapide Cap-Port-au-Prince en 2 h 30. Les ports et aéroports peuvent ainsi grâce à cette autoroute être complémentaire et se substituer en cas de tremblement de terre ou blocage de fonctionnement. Ce tracé dessert directement environ 5 millions d'habitants. Nombre de kilomètres de routes à construire avec une moyenne de **$ 850 000/km : 175 kms, coûts : $148,75 millions.** Le montant de $850 000/km est basé sur l'International Road Federation (IRF). Référence : *Road Expenditures and Revenues – IRF World Road Statistics 2025*. International Road Federation, 2025. World Bank : *Road Cost Knowledge System (ROCKS) Updated Manual*. Washington, DC: World Bank, 2018.

Coût/km	Total
$850 000	**$ 148 M**



Ces deux routes importantes constituent l'ossature routière. D'autres routes de pénétration devront être réparées ou asphaltées pour assurer un maillage plus fin du réseau routier.

1.1.3 Trois aéroports internationaux

Vu sa forme triangulaire et l'occupation présente de son territoire, Haïti a besoin de 3 aéroports

internationaux modernes. À part celui de Port-au-Prince, le pays a besoin de 2 autres aéroports pour désenclaver respectivement ses régions Nord et Sud, assurer leur développement autonome et leur prospérité. Ces derniers serviraient aussi d'alternative à celui de Port-au-Prince en cas de tremblement de terre ou mise hors service.

Aéroport de Port-au-Prince : Nouvelle aérogare moderne avec 10 avions connectés directement à l'aérogare et 10 places additionnelles en stationnements sans connexion à l'aérogare. Une bande d'accès doit être construite en parallèle à la piste de décollage et d'atterrissage pour plus de fluidité et de rapidité des mouvements au sol. **Coût de réalisation : $100 millions.**

Aéroport du Cap-Haïtien : Nouvelle aérogare moderne avec 5 avions connectés directement à l'aérogare et 5 places additionnelles en stationnements sans connexion à l'aérogare. Une bande d'accès doit être construite en parallèle à la piste de décollage et d'atterrissage pour plus de fluidité et de rapidité des mouvements au sol et prolonger la piste d'atterrissage. **Coût de réalisation : $85 millions.**

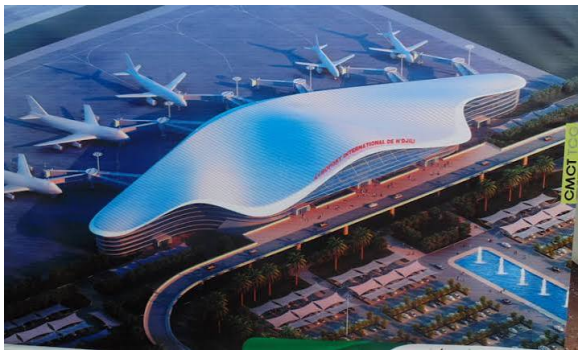
Aéroport des Cayes : Nouvelle aérogare moderne avec 5 avions connectés directement à l'aérogare et 5 places additionnelles en stationnements sans connexion à l'aérogare. Une bande d'accès doit être construite en parallèle à la piste de décollage et d'atterrissage pour plus de fluidité et de rapidité des mouvements au sol et prolonger la piste d'atterrissage. **Coût : $60 millions.**

Les montants suggérés viennent des études de SCMO, "*Infrastructure Costs" In Transportation and the Belt and Road Initiative.* SCMO consulté 2025.Nous avons consulté aussi les données du Fond Monétaire international (FMI) : *World Economic Outlook Database.* Washington, DC. IMF pour 2026.

Aéroport	**Spécifications**	**Coût Approximatifs Aérogares**
Port-au-Prince	10 portes + 10 postes distantes	$100 M
Cap-Haïtien	5 portes + 5 postes distantes + extension piste d'atterrissage	$85 M
Les Cayes	5 portes + 5 postes distants extension piste d'atterrissage	$60 M
Total		**$245 M**



Aéroport de Martinique 6 portes coût $150 M
Aérogare uniquement



AI Aérogare uniquement 5 portes environ $30 à $90M

Les petits aéroports régionaux de Port de Paix, Gonaïves, Hinche, Jacmel et Jérémie devront être réparés et les aérogares modernisées pour assurer les liaisons intérieures et diriger le trafic vers les 3 hubs internationaux.

1.1.4 Entretien (obligation budgétaire permanente)

L'entretien des infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires doit être inclus dans le budget annuel national pour éviter que ces infrastructures tombent en désuétude, disparaissent avec le temps et qu'on soit obligé de les refaire, comme ça été le cas de la route Port-au-Prince Cap asphaltée dans les années 50, refaite dans les années 80 et de nouveau en partie dans les années 2000 et dont la section de Gonaïves au Cap doit être refaite totalement. Montant du budget annuel alloué à l'entretien des, routes nationales et aéroports : Coût moyen de l'entretien routier par kilomètre à deux voies : $200 000. Montant du budget annuel alloué à l'entretien des 700 kms de routes nationales et aéroports prévues : $140 millions US. Ce montant s'ajoute aux investissements.

Annuel $140 M

1.1.5 Lois et protections environnementales obligatoires pour accompagner les infrastructures routières.

L'implémentation des infrastructures routières, notamment la route côtière, doit être accompagnée d'une politique et de lois pour protéger l'environnement et réduire l'usage du charbon de bois de façons anarchique et non régulée. La protection de l'environnement est un enjeu existentiel pour notre pays. Quand on voit des vingtaines de camions per jour chargé de charbon laissant les dernières régions encore boisées du pays pour acheminer le charbon de bois à Port-au-Prince on comprend l'ampleur du problème et les enjeux. Il faudra un encadrement de la Filière charbon : régulation, production et

reboisement. L'industrie du charbon représente 15 millions USD par an et fait vivre des milliers de familles. Une interdiction totale, sans encadrement, créerait un choc économique. La loi doit donc :

- réguler strictement la coupe d'arbres ;
- favoriser la production de bois de coupe dans des plantations dédiées ;
- intégrer la filière dans un programme national de reboisement productif ;
- accompagner les travailleurs dans une transition vers des activités durables.

Cette approche permet de formaliser la filière, de protéger les revenus des ménages et de réduire la pression sur les forêts naturelles.

Bien sûr cette même loi devra offrir un substitut à ce combustible. Le gaz propane, les réchauds et fours devront être exonérés d'impôts pour les rendre accessibles à toute la population. L'État devra subventionner l'acquisition de réchauds au gaz propane pour les plus pauvres à grande échelle.

Une Politique de Développement Responsable est primordiale.

Cette section démontre un principe fondamental : toute politique de développement doit être accompagnée d'une politique et de lois de protection pour éviter les conséquences funestes de la croissance non régulée.

Les infrastructures routières, ports, autoroutes, corridors logistiques augmentent mécaniquement la mobilité des biens, y compris des produits illégaux comme le charbon. Sans cadre légal, ces routes deviennent des vecteurs de déforestation accélérée. La loi environnementale proposée agit donc comme un pare-chocs structurel garantissant que les investissements du Manifeste de l'Appel du Lambi ne détruisent pas les ressources naturelles qui conditionnent la survie du pays.

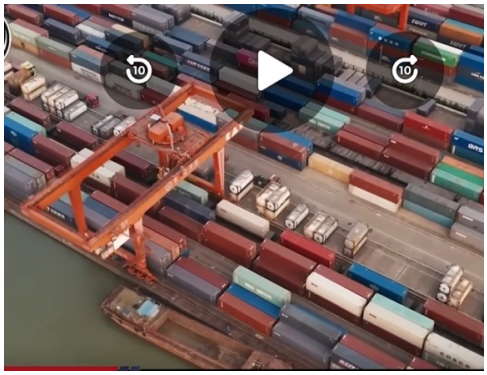
Le rapport de CARE Haïti sur le sujet « Le Charbon de Bois : mythes et réalités », de Jean André Victor consultant au PNUD, pourrait aider à l'élaboration d'une politique en ce sens. Jean-André Victor, *Le Charbon de Bois : Mythes et Réalités*, CARE Haïti / PNUD, Port-au-Prince, 2017.

Loi anti-charbon & transition vers le propane

Subvention réchauds/fours & exonération de taxes d'importation	$300 M

1.1.6 Trois Grands Ports Régionaux.





Grues STS et « super container carriers »

Les infrastructures portuaires existantes sont limitées depuis le tremblement de terre de 2010 et la destruction du port de Port-au-Prince et sa grue géante pour décharger les navires « super container carrier » sans grue à bord. La rapidité du chargement et déchargement est essentielle dans les ports pour réduire les coûts et permettre aux bateaux d'effectuer leurs arrêts dans un temps minimal et poursuivre leur route. Les pertes de temps causent des frais énormes. Il faudrait avoir 3 grands ports de centres régionaux à vocation internationale avec grues géantes pour recevoir les « Super Container Carriers ». À titre d'exemple, les ports actuels de Port-au-Prince, Terminal de Port-au-Prince, Lafiteau et Drouillard, ainsi que ceux de Saint-Marc, Port de paix, Cap-Haïtien, Miragoâne, Jérémie, Saint-Louis du Sud et Jacmel n'ont pas de grues. Seuls les navires plus petits équipés de grues peuvent les desservir. De plus, ils ne peuvent recevoir au débarcadère qu'un seul ou deux bateaux à la fois.

Il faudrait reconstruire avec des partenariats public-privés les terminaux des ports de centres régionaux de Port-au-Prince pour l'Ouest, du Cap-Haïtien pour le Grand Nord et de Saint Louis du Sud pour le Grand Sud, afin d'avoir dans chacun de ces ports une grue avec accès simultané à quai de 5 bateaux à Port-au-Prince et de 3 bateaux au Cap et à Saint-Louis du Sud respectivement.

Trois terminaux portuaires à grues géantes (STS, en PPP)

Port	**Capacité**	**Coûts Approximatifs**
Port-au-Prince	1 grue STS + 5 postes	$500 M
Cap-Haïtien	1 grue STS + 3 postes	$200 M
Saint-Louis du Sud	1 grue STS + 3 postes	$200 M
Total		**$900 M**

Ces coûts viennent de recherche des coûts d'infrastructures portuaires et sont cohérents avec les standards IRF/ROCKS pour routes et terminaux portuaires. (Sources : IRF, ROCKS, UNCTAD Port Modernization Benchmarks)

Les ports secondaires : Port-de-Paix, Gonaïves, Saint Marc, Miragoâne, Jérémie, Les Cayes et Jacmel tout en restant ouverts au commerce extérieur devront faire l'objet de réparation de leur wharf et de construction d'infrastructures douanières sécurisées.

L'État doit favoriser le développement de services privés de cabotages, avec des barges pour les marchandises et des bateaux rapides pour les passages, entre tous les ports de la République

1.1.7 Concept tramway et bus métropolitain zone de Port-au-Prince

🚦 Axe structurant : Tramway Nord–Sud Carrefour Fontamara → Portail St Joseph : 7,5km, sur l'ancien tracé du train de la HASCO.
Cet axe suit les principaux corridors :

- Carrefour / Bizoton / Fontamara (Nationale No. 2)
- Martissant / Bolosse / Boulevard Harry Truman (front de mer)
- Centre-ville / Rue du Quai / Boulevard Jean-Jacques Dessalines (Grand-rue)/ Portail St. Joseph

Fonction : colonne vertébrale métropolitaine reliant les pôles résidentiels, économiques, administratifs et industriels.
Coût moyen international : 30 M USD/km, soit **pour 7,5 km un total de : $225 M.**
Les coûts sont basés sur des références internationales typiques pour des pays à infrastructures urbaines complexes.

🚌 2. Trois lignes de bus Ouest–Est

Ligne A : Portail St. Joseph → Petion-Ville par Delmas : 5 km
Rôle : desserte Delmas, zone industrielle et du port.

Ligne B : Canapé-Vert → Petion-Ville : 4 km
Rôle : liaison transversale majeure entre quartiers denses et zones d'emploi.

Ligne C : Centre-ville → Bourdon → Pétion-Ville 8km
Rôle : relier Pétion-Ville et les zones résidentielles au centre.

Ligne D : Échangeur de Delmas → Aéroport → Tabarre → Frère → Pétion Ville : 20,5 km.

Une combinaison du bus à énergie solaire et bus thermique sera envisagée. Budget estimatif pour les bus pour un total de 20,5 km, coût moyen international : **$4 M/km soit pour 20,5 km $82 M**

Budget global estimé Tramway et Bus :

$225 M + $ 82 = $307 M

source : UITP Urban Rail Cost Index et World Bank Urban Transport Toolkit.



Tramway.





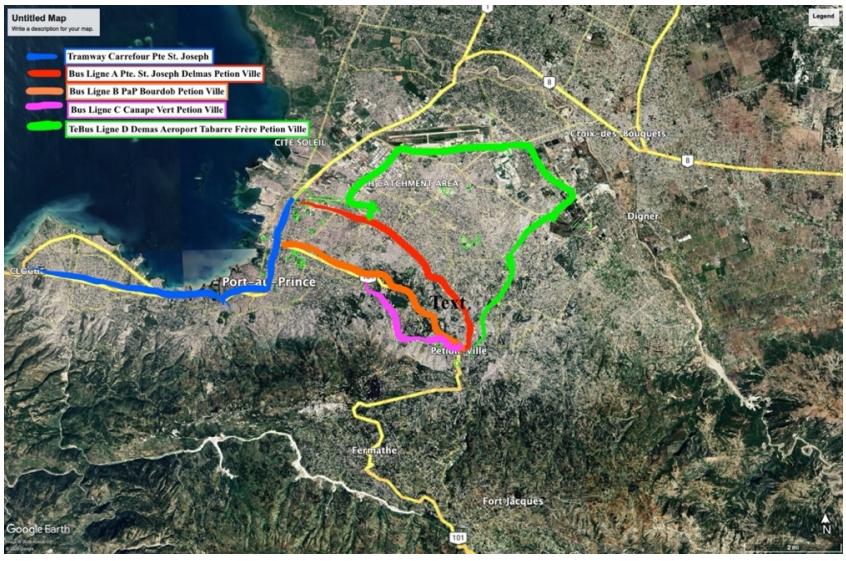
Abri bus ou tramway avec panneaux solaires pour la recharge du bus.



Bus à énergie solaire



6 bus solaires à leur station de recharge



Zone de PaP, ligne de Tramway en bleu, lignes de bus en rouge, orange, rose et vert

Synthèse des Coûts Réels Rubrique 1

Composante	Coûts Approximatifs	Coûts Approximatifs
Route côtière	**$1 019 M**	
Autoroute PaP–Cap	**$ 148 M**	
3 aéroports	**$245 M**	
3 ports	**$900 M**	
Tramway et bus	**$307 M**	
Entretient		**$140 M/an ou $4 200 M sur 30 ans**
TOTAL	**$2 619 M**	

1.2 Liberté de la Presse

Les lois limitant les libertés garanties par la Constitution de 1987 par les gouvernements de transition doivent faire l'objet de révision par un parlement légitime et élu, soutenu par des groupes d'experts dans les domaines respectifs d'application. En ce sens, les articles de lois visant à encadrer la liberté de la presse, qui violent or rendent ineffectifs le principe de liberté de presse doivent être abrogés pour rendre les lois constitutionnelles.

1.3 Reddition de Comptes

Le gouvernement doit s'engager dans la transparence des comptes rendant compte périodiquement dans les médias des taxes collectées comme la taxe pour l'éducation (US$1.50 prélevé sur tous les transferts venant de la diaspora et vers l'étranger). Cette taxe devant servir pour l'éducation doit être ratifiée par un parlement légitime. Les montants collectés devront faire l'objet d'un rapport annuel sur son allocation pour éviter les détournements et mis appropriations par les gouvernements. Il devra en être de même sur les taxes sur les télécommunications.

1.4 Rétablissement de la souveraineté nationale

Des lois interdisant l'appel à des dons ou contributions de pays étrangers pour financer les élections et assurer la sécurité de du territoire et de ses citoyens doivent être élaborées et votées. Il ne peut y avoir de souveraineté sans contrôle des élections et de la sécurité du territoire.

Une réforme des douanes pour assurer la collecte des taxes d'import-export est primordiale pour assurer les recettes de l'État et réduire la dépendance envers les financements étrangers. Il faudra éviter les parrainages de directeurs de douanes assujettis à l'exécutif et à la solde de ceux qui ont financé sa campagne et l'ont aidé à accéder au pouvoir.

1.5 Promotion des Droits de l'Homme et des Valeurs Démocratiques

Haïti doit pleinement jouer son rôle de phare de la Liberté dans le monde en tant que 1er pays qui a lutté pour son indépendance en refusant le rétablissement de l'esclavage par la France de Napoléon Bonaparte. Haïti est devenu la première République antiesclavagiste du monde en 1804 en proclamant son indépendance. La politique internationale doit tenir compte de ce rôle unique et le jouer pleinement. Par la suite Alexandre Pétion, Président d'Haïti (1807-1818) a inventé le panaméricanisme en aidant Simon Bolivar dans sa lutte pour l'indépendance de nombreux pays d'Amérique du Sud et Xavier Mina dans sa lutte pour l'indépendance du Mexique.[1] La politique internationale doit aussi assumer ce rôle avec dignité et fierté. Une réforme du ministère des Relations extérieures s'impose pour porter cette politique et développer l'efficacité nécessaire au niveau de nos ambassades. La compétence, l'intégrité et la respectabilité doivent être au cœur de la représentation et de la promotion d'une image positive du pays à l'étranger. Les chargés d'affaires doivent être rappelés automatiquement au pays à la fin de leurs services et ne peuvent garder leurs privilèges diplomatiques en squattant les pays où ils ont été en fonction.

Les rubriques 1.2 à 1.5 n'ont pas d'incidence de coûts additionnels significatifs.

[1] La Franc-maçonnerie de Saint-Domingue à Haït, Gregory Sicard, 2025 IGO France.

2. ÉGALITÉ

Institutions, Sécurité, État de droit, Intégrité

Il n'y a pas d'égalité là où les uns vivent sous la protection de la loi et les autres sous la loi des gangs.

La sécurité est la première des égalités. Elle repose sur trois piliers indissociables — Police, Armée, Justice — complétés par les réformes institutionnelles.

Le taux d'homicide en Haïti en 2010 à environ sept (6.89) meurtres par cent mille (100 000) habitants, était parmi les plus bas dans les Caraïbes et même dans le monde. En comparaison, celui de la République Dominicaine était six (6) fois plus grand, à trente-deux (32) meurtres par cent mille (100 000) habitants. En 2025, le taux d'homicide en Haïti était de 68 meurtres par cent mille (100 000) habitants, de loin l'un des plus hauts en Amérique et dans le monde. [2]

Le nombre de policiers par rapport à la population est très bas, treize mille (13 000) policiers pour onze (11) millions d'habitants en 2015 ou 2025, soit un ratio de 1,18 policier par mille habitants. La Jamaïque a un ratio de 2,57 policiers par mille habitants, la Colombie 2,12 et le Chili 1,85. La moyenne mondiale est à peu près de 3 policiers par 1 000 habitants. Pour pallier ce déficit sécuritaire structurel, nous proposons de doubler en urgence ce ratio à 2,36 policiers par mille habitants, pour un total de 28 000 policiers[3]. Selon l'expert Asley Laraque considérant la formule de 1 policier pour 250 habitants, prenant en compte une population 12 millions, il faudrait prévoir 48 000 policiers, plus le personnel administratif et les services généraux de 13 000, soit un total de 61 000 policiers. La République Dominicaine dispose actuellement de 32 mille policiers pour une population similaire à la nôtre. L'idéal serait le d'arriver éventuellement aux 61 mille policiers, mais nous retenons pour l'immédiat une force de 28 mille policiers.

[2] https://data.worldbank.org/indicator/VC.IHR.PSRC.P5?locations=HT
[3] Drelin Laguerre, Le Dilemme haïtien, Imprimerie De Feuilles en Feuilles, Montréal, 2018

*2.1 Police Nationale (28 000 policiers) Coûts sur 30 ans**

***Les coûts sur 30 ans sont calculés en dollar actuel avec une marge pour l'inflation.**

Poste	Coûts Approximatifs
Recrutement + formation	$116 M/an ou $3 500 M sur 30 ans
Équipements, véhicules, communications	$67 M/an ou $2 000 M sur 30 ans
Commissariats & infrastructures	$50 M/an ou $1 500 M sur 30 ans
OPEX récurrent (30 ans)**	$133 M/an ou $4 000 M sur 30 ans
TOTAL Police	**$366 M/an ou $11 000 M sur 30 ans**

Le budget annuel de la Police Nationale d'Haïti est de 46,3 milliards de gourdes dans le budget rectificatif 2025-2026 (BRH), soit $357 millions. Il devrait être doublé pour permettre les coûts additionnels mentionnés dans le tableau ci-dessus. Chiffres basés sur des standards internationaux
** L'OPEX (pour *opérational expenditure*) désigne l'ensemble des dépenses d'exploitation ou charges.

2.2 Armée nationale reconstituée 10 000 personnels

Dans l'immédiat une armée de 10 000 personnels pour arriver à un objectif de 28000 pour avoir toutes les unités fonctionnelles selon l'expert Ashley Laraque.

Missions : défense territoriale, souveraineté, sécurité frontalière, génie militaire, réponse aux catastrophes.

Les montants du tableau ci-dessous sont basés sur des standards latino-américains.

Scénario	OPEX** (30ans)	CAPEX*** initial	TOTAL
10 000 H	$4 200 M	$400 M	**$153 M/an ou $4 600 M sur 30 ans**

** L'OPEX (pour *opérational expenditure*) désigne l'ensemble des dépenses d'exploitation ou charges courantes nécessaires au fonctionnement quotidien d'une entreprise.
*** Le CAPEX (pour *Capital Expenditure*) désigne les dépenses d'investissement d'une entreprise destinées à acquérir, améliorer ou entretenir des actifs à long terme.

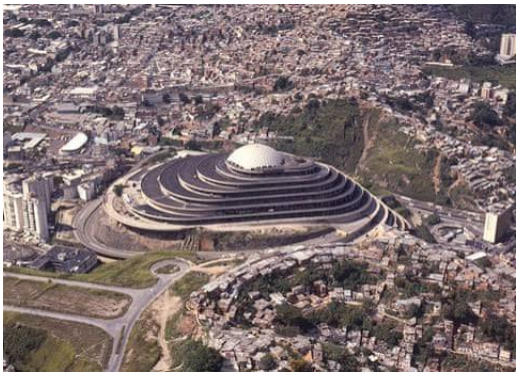
Dans le budget rectificatif 2025-2026, 10,6 milliards de gourdes sont allouées aux Forces Armées d'Haïti (FADH), soit $81 millions. Ce montant devra être doublé pour avoir une force armée avec un personnel de 10 000 en accord avec le tableau.

2.3 Réforme de la Justice

Construction et réhabilitations des tribunaux de paix et cours de justice. Construction d'une prison de 20 000 détenus.

À titre d'exemple, la construction du CECOT (Centre de confinement du terrorisme), la méga prison du Salvador, a coûté environ 135 millions de dollars[4].
Coûts et chiffres clés du CECOT

- Capacité : 40 000 détenus, temps de construction : 7 mois, superficie : 166 hectares, dont 23 hectares construits, sécurité : mur en béton de 11 mètres de haut, clôtures électrifiées à 15 000 volts, 19 tours de contrôle, personnel : 600 militaires, 200 policiers nationaux et 50 employés.[3]



Le Venezuela a fait d'une Prison un joyau architectural, Couts US$24 millions années 60



Prison CEOCT au Salvador pour 40 mille détenus, US$135 millions en 2023

Coûts d'une prison de 20 000 détenus environ US$70 millions. L'État assurera la gestion des prisons. Le personnel pénitenciers devra comme au Salvador être composé de policier et militaires pour contrôler les coûts de fonctionnement. La prison disposera aussi d'un jardin communautaire pour la production de nourriture. Il est totalement hors de question de céder la gestion des prisons à un consortium privé pour des sommes annuelles astronomiques comme dans le projet de prison de l'État Haïtien en décembre 2025. Par contre, contrairement au Salvador, des matelas seront fournis aux détenus et ils n'auront pas les pieds enchainés. Les prisonniers ont des droits qui doivent être respectés. Les humiliations et les mesures déshumanisantes, injustifiées et cruelles seront absolument interdites. Même dans un système carcéral le respect de la dignité humaine permet une cohabitation plus facile avec moins de confrontations entre gardiens et détenus.

[4] Wikipédia

Les coûts opérationnels au CECOT du Salvador sont de $4000 par détenus par an, soit $160 millions par année. En comparaison pour la prison de 20K détenu en Haïti il faudra prévoir en pleine capacité $80 millions/an.

Réhabilitation/constructions de 10 tribunaux de paix (un dans chaque chef-lieu de département) $5 millions par tribunal soit un total de $50 millions.

Poste	**Coûts Approximatifs**
Digitalisation tribunaux & dossiers	$50 M (basé sur les coûts en Belgique avec une population en nombre similaire)
Construction/réhabilitation tribunaux	$50 M
Formation des juges	$10 M 1re année, dégressif sur 30 ans avec moins de postes à remplir
Prisons de 20 000 détenus Entretien	$80 M Coût Construction $2 400 M sur 30 ans
TOTAL Justice	**$270 M la 1re année + $80 M/an ou $2 400 M sur 30 ans**

sources : CECOT (Salvador) et UNODC Prison Cost Benchmarks

2.4 Institutions & anticorruption

Les institutions efficaces de régulation et de gestion de l'état, de même que la lutte anticorruption sont essentielles pour le développement du pays. Haïti est classée au bas de l'échelle mondiale de la transparence institutionnelle. Le classement montre une relation inversement proportionnelle entre le niveau de corruption d'un pays et son développement. Pour avoir une échelle de comparaison, en Italie l'économie souterraine en général incluant la composante mafia ou mafieuse compte pour à peu près 27% de l'activité économique totale du pays. Les États-Unis avec seulement 8,3% d'économie souterraine ont les leviers économiques collectifs dans leur état optimal.

La République Dominicaine a actuellement une économie souterraine estimée à 30%. Pour d'autres pays, ce chiffre se situe à 32,3% en Jamaïque, 44,4% en Honduras, 32,8% en Colombie et 23,7% au Costa Rica. La moyenne pour les pays africains se situe ainsi autour de 42%. En Haïti, l'économie

souterraine compte pour 57%[5] de l'économie totale du pays, un niveau stable depuis quarante ans qui s'est empiré dans les dernières années avec l'arrivée des gangs.

Poste	**Fourchettes**
Autorité de Reconstruction Institutionnelle	$107M – $327M/an ou $3 200 M – $9 800 M sur 30 ans
Réforme fonction publique	$70 M – $240 M/an ou $2 100 M – $7 200 M sur 30 ans
Lutte anticorruption	$40 M – $127 M/an ou $1,200 M – $3 800 M sur 30 ans
Gouvernance territoriale (140 communes)	$1 000 – $3 168 M/an ou $30 000 M – $95 040 M
TOTAL Institutions	**$1 217 M – $3 862 M/an ou $36 500 M – $115 084 M**

Chiffres basés sur des standards internationaux, OECD Public Governance Review, World Bank Governance Indicators

Synthèse des Coûts Rubrique 2

Composante	**Coûts Approximatifs**
Police (28 000)	$366 M/an ou $11,000 M sur 30 ans
Armée (10 000 → 28 000)	$153 M/an ou $4,600 M sur 30 ans
Justice	$270 M la 1re année, $2 400 M sur 30 ans
Total Police, Armée Sécurité & Justice	**$789 M la 1re année, $18 000 M sur 30 ans**
Institutions & anticorruption	**$1 217 M – $3 862 M/an ou $36 500 M – $115 084 M**

[5] Drelin Laguerre, Le Dilemme haïtien, Amazon, Toronto, 2020
Chiffres de 2009, source Bogazici University, Turkey

Indicateurs des résultats et objectif du Pilier Égalité

Domaine	Objectif
Taux d'homicides (/100 000)	< 10
Effectif policier	30 000
Armée nationale	10 000
Résolution des crimes	> 60 %
Justice fonctionnelle	100 %
Corruption (réduction)	−70 %

2.5 Droits des Femmes et Protection de la Petite Enfance

L'égalité entre les femmes et les hommes est d'abord un droit garanti par la constitution.

3 Objectifs :

I) État des lieux par secteur au niveau national et communautaire.

II) Assurer à travers les textes de loi et les textes administratifs la prise en compte de l'égalité de genre garantie par la constitution.

III) Promouvoir et sensibiliser le personnel de l'État et du Service Public a la prise en compte des Droits des Femmes dans leurs actions et programmes

2.5.1 Droits à l'éducation (égalité des chances à tous les niveaux)
2.5.2 Droits à la santé et à la santé materno-infantile (contraception adaptée ; accouchement ; prise en charge du nouveau-né et du nourrisson
2.5.3 Droits à l'eau et à l'assainissement
2.5.4 Droits à la protection juridique et physique (lois ; tribunaux ; police), en particulier pour les filles mineures, les femmes vulnérables de par leur situation économique et sociale (famille monoparentale ; femmes âgées) ; protection contre les violences conjugales, familiales, institutionnelles.

2.5.5 Travailler **avec les femmes plutôt que pour les femmes :** Promouvoir et appuyer les associations et organisations de femmes au niveau national et communautaire : luttes et programmes/ services de base

2.6 Protection des orphelins et des handicapés

2.6.1 Promouvoir et assurer la prise en charge de leurs droits égalitaires (non discriminatoires) dans les textes de lois et textes administratifs
2.6.2 Faciliter et appuyer l'accès aux services de base (Éducation/ Santé/ Eau et Assainissement/ Protection) au niveau national et communautaire et faciliter l'accompagnement ad hoc quand nécessaire
2.6.3 Promouvoir et appuyer les soutiens nécessaires à leur prise en charge.

2.7 La Diaspora

La diaspora haïtienne peut contribuer au sauvetage d'Haïti. Il est logique que la diaspora soit totalement incluse dans la vie sociale et politique du pays. Les enfants nés à l'étranger de parents haïtiens devraient pouvoir acquérir la nationalité haïtienne, et bénéficieront des droits politiques dans la limite des restrictions constitutionnelles. Les relations de la diaspora avec la mère patrie et leurs projets dans le pays, sont basés seulement sur un rapport émotionnel. Les droits de la diaspora sont une nécessité pour impliquer psychologiquement et structurellement la diaspora dans les affaires du pays et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de financiers, d'influenceurs sociaux dans les domaines utiles à la nation, de promoteurs d'expertises et de compétences, ainsi que de vulgarisateurs de connaissances.

Pour la jouissance de tous les droits politiques, il faudrait y attacher la responsabilité administrative d'acquérir la carte nationale d'identité et d'avoir un compte de contribuable actif auprès de l'état haïtien afin de payer l'impôt minimal annuel ou de choisir Haïti comme sa résidence fiscale et payer ses impôts en Haïti si on passe plus de six mois de l'année dans le pays. Cette politique vise principalement à entretenir le sentiment d'unité et d'appartenance réelle à la nation afin de consolider la cohésion nationale. En outre, une telle mesure pourrait apporter à l'état des revenus additionnels.

3. FRATERNITÉ

Programmes Sociaux, Développement Économique et Social

La fraternité, c'est faire en sorte qu'aucun Haïtien ne soit laissé au bord de la route du développement. On ne crée pas la classe moyenne. Elle existe d'elle-même : c'est la classe entre les agriculteurs et les propriétaires des moyens de production appelés bourgeois et les professionnelles dans tous les domaines. La classe moyenne est constituée par les employés de l'État et du secteur privé, les professeurs, les comptables, les secrétaires et autres employés de commerce. Cette classe a des revenus différents d'un pays à un autre. Tous les programmes sociaux qui suivent adressent surtout la classe moyenne et celle des cultivateurs pour améliorer leur hygiène de vie, leurs revenus et leur bien-être.

3.1 Santé

Un partenariat secteur public et privé est nécessaire pour créer une assurance santé pour tous. Le but est l'accès aux soins primaires à travers un réseau d'hôpitaux et cliniques dans toutes les régions du pays. L'expérience nous a prouvé qu'en Haïti l'État est mauvais gestionnaires des hôpitaux où il manque de tout : équipement et fournitures de bases. La gestion des hôpitaux devrait être confiée au privé pour empêcher les gaspillages et détournements des équipements, du matériel et des fournitures. Des investissements dans les infrastructures médicales et la formation du personnel médical amélioreront la qualité des services de santé disponibles. Il est plus rentable pour l'État d'offrir l'assurance santé de base à ceux qui ne peuvent pas payer leur cotisation que de gérer un hôpital avec des pertes.

Les accords avec Cuba pour la mise à dispositions de médecins doivent être maintenus pour avoir suffisamment de médecins pour tout le territoire. Sur le modèle cubain, la médecine préventive et la médecine par les soins traditionnel sauront une place importante pour identifier et utiliser la phytothérapie (thérapie par les plantes). Ainsi le savoir-faire des soigneurs traditionnels ne sera pas perdu.

Selon les données de la Banque Mondiale avant la destruction de nombreux hôpitaux par les gangs en 2023 Haïti était dans la norme internationale avec 4,9 lits pour 1000 habitants. En comparaison en 2023 Cuba comptait 4,3 lits/1000 personnes, la République Dominicaine 0,8/1000, les États-Unis 2,7/1000, La France 5,7/1000, l'Allemagne 7,5/1000, la moyenne européenne était de 5,1/1000, le Canada 2,5/1000.[6] Actuellement la moyenne est passée à 0,7 lit/1000 habitants en Haïti. Nous aurions perdu 4,83 lits/1000 habitants. Pour atteindre la norme mondiale de 3,3 lits/1000 habitants en Haïti il faudra reconstruire 2,6 lits /1000 soit environ 32 000 lits au total. Il faudra reconstruire dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince les 4 hôpitaux détruits par les gangs : l'Hôpital Général, L'Hôpital de carrefour, l'Hôpital Bernard Mevs, l'Hôpital Français. Ajouté à ceux-là 2 autres hôpitaux devront

[6] https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.BEDS.ZS

être reconstruit pour remplacer aussi ceux de Mirebalais (département du Centre) et l'Hôpital Albert-Schweitzer **(**département de l'Artibonite) également détruits par les gangs. D'autres hôpitaux doivent être construits dans d'autres régions du pays pour atteindre l'objectif de 32 000 lits.

Le coût de construction d'un hôpital moderne de 1 000 lits se situe généralement entre 1 milliard et 1,5 milliard d'euros, selon le niveau de technicité et les équipements inclus. Par exemple, un Centre Hospitalier Universitaire (CHU) hautement spécialisé coûte beaucoup plus cher qu'un hôpital général en raison des plateaux techniques lourds (blocs opératoires, imagerie médicale avancée). Aux États unis la moyenne est pratiquement similaire avec des coûts entre 1 milliard et 2 milliards pour 1000 lits. La moyenne planétaire est entre 500 millions et 1 milliard pour 1000 lits.[7]

En se basant sur une population de 10 millions de personnes, avant 2023 il y avait en Haïti 49 000 lits d'hôpitaux disponibles. Nous avons actuellement 7 000. Il faudra arriver à avoir 25 000 lits supplémentaires pour atteindre la moyenne planétaire de 32 000 lits qui correspond à notre population.

La moyenne planétaire étant de $500 millions à 1 milliard pour 1000 lits, pour Haïti nous choisissons la fourchette basse de $500 millions pour 1000 lits, il faudra prévoir pour 25 000 lits $12 500 millions. Rappelons au passage que la construction de l'Hôpital Général de Port-au-Prince était évaluée à $100 millions sans l'équipement et les aménagements internes entre 2011 et 2022 (Agence Française de Développement AFD).

Les coûts pour une clinique, petite structure ou cabinet groupé (3 à 15 employés**) :** le budget global d'aménagement et de création oscille souvent entre $175 000 et $1 million. Pour les cliniques spécialisées ou grandes structures **:** l'investissement dépasse rapidement plusieurs millions de dollars en incluant l'achat de matériels médicaux de hautes technologies. Pour les équipements médicaux **:** Il faut ajouter une enveloppe variable de $100 000 à $500 000 (ou plus) selon la technicité du plateau technique (imagerie, bloc opératoire). Si nous prenons une moyenne de $500 000 par clinique il faudra pour les 140 cliniques $70 millions.

Scénario	**Coûts Approximatifs**
25000 lits répartis à travers plusieurs hôpitaux à reconstruire	$12 500 M
140 Cliniques reparties à travers le pays selon les statistiques de population à desservir.	$70 M

[7] https://www.actissheathcare.com/hospital-project-cost-per-bed

Scénario	Coûts Approximatifs
Assurance santé pour tous 12 millions d'habitants* *Voir explications ci-dessous en appliquant le système DASH à tout le pays.	$48 M/an
Total Santé	**$12 570 infrastructures + $48 M /an soit $1 440 M sur 30 ans**

Couverture Santé Pour Tous.

Le model choisi est basé sur un partenariat privé-public. Un assurance santé de base offerte par l'État. La couverture de base fera l'objet de révisions pour permettre une plus large couverture de base à l'avenir. Les tarifs des soins seront fixés et plafonnés avec des dépassements autorisés pour certains prestataires en dehors des hôpitaux. Même si les hôpitaux sont gérés par le privé, ils sont obligés par le système d'assurance à des service publique, pour éviter une tarification et des profits excessifs. Ce serait le cas de DASH par exemple et un secteur libéral avec une tarification négociée avec l'état. Même si l'État construit les structures hospitalières, la gestion est délégué au partenariat public-privé en assurant que les prestations sont garanties, les tarifs encadrés et la qualité du service assuré. Les salaires sont négociés avec les prestataires pour satisfaire leurs aspirations à des salaires décents. Des révisions annuelles sont nécessaires pour garantir la qualité du système, réviser les coûts et les prestations pour améliorer le service. Cela implique un révision des prestations coûts-qualités périodique.

À titre indicatif nous montrons les différentes couvertures du programme DASH à Port-au-Prince qui pourrait servir de modèle pour les différentes couvertures de l'assurance pour tous.
DASH est le leader des soins de santé à travers une assurance santé en Haïti :
• 20 Centres médicaux à Port-au-Prince, au Cap-Haïtien et sur la Côte des Arcadins
• 300 Employés, dont plus de 40 médecins de diverses spécialités
• 8 hôpitaux avec médecin sur place 24H/24, 7 jours/7
• 40,000 assurés à travers des diverses offres de santé du DASH, avec des coûts très bas de $4 à $436 par an selon les couvertures.

Le **Développement des Activités de Santé en Haïti (DASH)** propose plusieurs formules d'abonnement et de cartes de santé dont les tarifs dépendent du public cible (individuels, entreprises, ou diaspora). Les prix des principales couvertures du réseau DASH Haïti se déclinent ainsi :

Cartes et Plans Individuels (Secteur informel & grand public)

- **Carte Avantage Santé** : Son coût officiel est de **1 500 HTG (Gourdes) pour 3 mois**, **soit environ $1 pour 3 mois.** Elle donne un accès gratuit aux consultations générales et spécialisées, tandis que les médicaments génériques et les examens de laboratoire de base coûtent un tarif fixe de 200 HTG chacun.

- **Service Médical standard** : Accessible pour environ **US$1 par mois** pour des formules de groupe très basiques (comme les ouvriers des usines).

🏢 **Plans de Santé pour les Entreprises (Assurances de Groupe)**

- **Mutuelle Procare** : Son coût indicatif tourne autour de **10 USD par mois et par employé**. Ce plan inclut les consultations gratuites, la prise en charge de la maternité à 100 %, ainsi que des tarifs préférentiels très bas pour la chirurgie et l'hospitalisation.
- **TOP ProCare** : Une couverture complète médicale et chirurgicale sans plafonnement (destinée notamment aux employés ayant un salaire inférieur à US$154. La prime exacte nécessite une demande de cotation directe auprès du DASH.

✈️ **Plans "Backup Santé" (Pour la Diaspora finançant des proches en Haïti)**

Ces forfaits annuels sont payables en dollars américains depuis l'étranger pour couvrir les soins ambulatoires de bénéficiaires résidant en Haïti :

- **Plan Mache Prese (Fast)**: **US$113/an**.
- **Plan Tèt Frèt (Calm)**: US$**220/an**.

Plan Kè Poze (Serenity): **US$435 USD/an**. Ce plan offre des consultations gratuites illimitées, des examens et médicaments génériques à 200 HTG, ainsi que 3 jours d'hospitalisation inclus.

Source Google

La couverture minimum serait prise en charge par l'état à 100%. Il est moins cher pour l'État de subventionner la couverture minimum pour tous, comparé aux frais de gestion d'un hôpital public ou le matériel est volés ainsi que et les fournitures que les patients sont obligés d'acheter dans des pharmacies et les amener aux soignants actuellement. L'État en Haïti s'est révélé très mauvais gestionnaire des hôpitaux et centres de santé ou rien ne marche avec des pertes considérables pour l'État et un service aux patients nettement en dessous des standards internationaux.

Coût de la couverture minimale sur le modèle DASH à $1/ 3 mois soit $4/an pour 12 millions d'habitants : $48 millions/an.

L'assurance santé additionnelle, comme proposée dans le système DASH, est souscrite par les particuliers en fonction de leurs souhaits, donc sans incidence de coûts pour l'État.

3.2 Éducation

L'éducation par les sciences et l'intelligence artificielle[8]

L'éducation publique est peu développée et encadrée en Haiti. 85% du coût de l'éducation est assumé par les familles. Selon les données de 2023, le pays a dépensé 1.0% de son PIB en éducation.

[8] Raymond Kernizan, Plan de Modernisation Transversal pour l'Haïti de Demain – Fraternité : L'Éducation par les Sciences et l'Intelligence Artificielle, Version 9, Paris, 26 octobre 2026

La moyenne mondiale est de 3,6%. Dans notre région de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, la moyenne est de 3,8% du PIB, avec la République Dominicaine y consacrant 3,8% et la Jamaïque 5,7%[9].

L'éducation est la pierre angulaire de la refondation nationale. Cependant, le système éducatif haïtien souffre des problèmes suivants :

- déficience en sciences,
- disparités régionales,
- faibles taux de qualification des maîtres (21% au niveau primaire et 13,5% au niveau secondaire)[10],
- classes surchargées,
- élèves trop âgés,
- financement insuffisant.

Présentement, dans la civilisation moderne, le numérique et l'intelligence artificielle transforment l'accès au savoir. Notre proposition se concentre sur trois leviers essentiels :

1. **Sciences** – moteur de développement.
2. **Technologies** – aussi essentielles que l'alphabétisation.
3. **Intelligence artificielle** – troisième rupture anthropologique après l'écriture et l'imprimerie.

Ce plan unit la vision d'une éducation universelle de qualité, portée par les spécialistes du secteur, aux opportunités pédagogiques de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies de l'information (TIC) comme infrastructure d'appui, dans le respect de la Stratégie Nationale d'Intelligence Artificielle d'Haïti (15 mai 2026).

La méthode repose sur **cinq pilotes mesurables**, plus un pilote de compagnonnage, évalués aux années **3, 6 et 9** avant tout passage à l'échelle.

3.2.1. Vision et principes directeurs

Les principes d'usage de l'IA proposé, sont les suivantes:

- Responsabilité humaine finale
- Transparence
- Expérimentation contrôlée
- Protection des données

3.2.2. Structuration pédagogique en six niveaux

Six niveaux d'utilisation de l'IA est envisagé, avec une doctrine d'usage à chaque étape[11]

[9] https://data.worldbank.org/

[10] Sources : Unicef (2017) ; Corgelas (2018) ; MENFP/PDEF (2019).

[11] Raymond Kernizan, Plan de Modernisation Transversal pour l'Haïti de Demain – Fraternité : L'Éducation par les Sciences et l'Intelligence Artificielle, Version 9, Paris, 26 octobre 2026

Niveau	Contenu clé	Doctrine IA
1 Préscolaire (3-5 ans)	Éveil scientifique sensoriel, 100 % présentiel, bilingue créole-français.	Écrans interdits aux enfants ; IA réservée à l'enseignant pour ses supports.
2 Fondamental EF1-EF4 (5-10 ans)	Sciences expérimentales de base ; initiation à l'algorithmique en EF4.	Accès direct interdit aux élèves ; IA au service de l'enseignant.
3 Fondamental EF5-EF9 (10-15 ans)	Biologie et physique-chimie appliquées ; littératie numérique critique.	Recherche assistée autorisée ; rédaction automatisée exclue.
4 Secondaire, jusqu'au Bac	Méthode scientifique complète ; préparation au Baccalauréat.	Autorisé pour l'auto-évaluation ; exclu pour les devoirs notés.
5 Supérieur	Ingénierie, mathématiques, informatique, gestion ; cas réels haïtiens.	Brouillons/analyses autorisés sous déclaration ; thèses par IA exclues.
6 Formation continue	Didactique bilingue des sciences ; intégration pédagogique des TIC.	Fiches pédagogiques assistées par IA autorisées ; évaluation des enseignants par IA exclue.

3.2.3 Un maillage territorial frugal et résilient

Le déploiement s'appuie sur un maillage à trois niveaux — national, départemental et local — aligné sur l'organisation territoriale du MENFP. L'approche technologique globale sera frugale (utilisation de clés USB préchargés, mini-ordinateur monocarte Raspberry Pi Zero, etc.). Pour les zones enclavées ou à connectivité intermittente, une solution pédagogique déconnectée est prévue.

Comme soutien technique à l'entretien des nouveaux outils technologiques, il faut prévoir des hubs techniques départementaux qui pourraient être soutenus par le **Fonds de Service Universel (FSU)** du CONATEL.

Une phase pilote est recommandée pour peaufiner la méthodologie et mieux calibrer l'enveloppe budgétaire avant le déploiement à grande échelle.

3.2.4 Les enseignants au centre du dispositif

Les gains de productivité de l'IA (estimés entre 15% et 30%) ne sont possibles que si les enseignants sont correctement formés.

La formation suivante est prévue pour les enseignants :

- Parcours national de 200 heures
- Certification progressive
- Mentorat entre pairs
- Conseillers pédagogiques départementaux
- Réseau de soutien hors-ligne (équipments : RACHEL, Moodle, Kiwix)
- Supervision humaine renforcée

3.2.5 Budget

On envisage trois scénarios budgétaires indicatifs (horizon 10 ans) :

- **27,7 M$**
- **80,0 M$**
- **130,5 M$**

En outre, il faut prévoir les charges additionnelles pour les infrastructures requises (5 ans) :

- **286 M$** pour eau, sanitaires, classes sûres, inspection, requalification des enseignants.

Le Manifeste propose d'augmenter le budget global de l'éducation à 3,3 % du PIB, soit 1,24 milliard USD/an.

3.2.6 Secteur privé et financement mixte

Le système public-privé proposé aura les caractéristiques suivantes :

- Subvention des écoles privées accréditées au niveau primaire et secondaire
- Offre accrue du réseau public visant un rééquilibrage progressif sur 30 ans pour passer de 82–85 % d'écoles privées aujourd'hui et à un ratio de 2/3 des étudiants dans le public et 1/3 dans le privé
- Financement public partiel au niveau universitaire, avec participation des familles
- Prêts étudiants ou bourses + service communautaire post-diplôme comme contribution des étudiants à leurs études post-secondaires
- Prise en charge publique moyenne des coûts : ≈ 51 %

Ces ambitions se déclinent selon une fourchette de financement de l'État et des partenaires internationaux (en millions de dollars américains) :

Cadre harmonisé d'implémentation (Système mixte public-privé visé)	Par an	30 ans
Primaire, secondaire, formation professionnelle, universitaire	$612 M	$18 360 M
Professeurs	$20 – 76 M	$612 – $2 295 M
TOTAL	**$632 – $688 M**	**$18 972 – $20 655 M**

3.2.7 Trois chantiers pour la souveraineté éducative

Le déploiement de ces réformes s'inscrit dans un débat en cours entre les orientations du ministère de l'Éducation (MENFP) et les analyses d'universitaires, linguistes, éditeurs et syndicats sur la souveraineté culturelle et la transparence démocratique. Trois chantiers en découlent :

• **Aménagement linguistique paritaire :** le bilinguisme créole-français est une obligation constitutionnelle (art. 5 et 40, Constitution de 1987) ; or le MENFP a restreint les subventions aux manuels en créole pour le premier cycle.

• **Controverse du « Livre Unique » en créole :** des spécialistes alertent sur un risque d'appauvrissement didactique et d'exclusion éditoriale.

• **Qualification des maitres :** enjeu transversal aux deux points précédents.

Sur ces trois chantiers, les outils d'IA et de TIC peuvent contribuer à la recherche de solutions.

Le budget national global, adopté pour l'exercice 2025-2026, ainsi que sur l'apport de l'aide internationale est de 345 milliards de gourdes soit $2,65 milliards. Le ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) reçoit 15% de ces ressources, soit $400 millions. 60% sont alloué aux salaires, soit $240 M et 2% pour la reconstruction des écoles détruites et les rénovations, soit $8 M.

Le prélèvement de $1,50 sur chaque transfert de fonds international à destination d'Haïti a généré un montant total de $310 M entre l'instauration de la mesure en juillet 2011 et le 30 septembre 2024, (13 ans) d'après les chiffres officiels de la Banque de la République d'Haïti. Si nous faisons une moyenne annuelle, nous obtenons $24 millions par an. Ce montant est destiné à payer l'écolage des écoliers du primaire pour les parents à faible revenus. En Haïti, environ 82 % à 85 % des écoles fondamentales et primaires sont privées, contre seulement 15 % à 18 % d'écoles publiques. Sur la moyenne de $24 millions, $20 millions vont aux écoles privées.

3.3 Formations Professionnelles et compagnonnage

Le pays aura besoin de quatorze écoles de formation professionnelle aux différents métiers subventionnées par l'État avec cursus de 3 mois pour : couture, cordonnerie, mécanique auto et machine industrielles de base, plomberie, informatique pour l'utilisation des ordinateurs, réceptionnistes, etc. Une école sera construite par département. En outre, pour les trois départements les plus populeux, on aura trois écoles dans l'Ouest et deux écoles respectivement pour l'Artibonite et le Nord.

Il faudra aussi construire 5 grandes écoles/lycées techniques offrant deux niveaux de programmes aux jeunes, soit un de huit mois avec deux mois de stage pratique et un d'un an et demi avec six mois de stage. Pour ces lycées, il y aurait deux à Port-au-Prince et les environs pour le Grand Ouest, un au Cap-Haitien pour le Grand Nord, un aux Gonaïves pour le Grand Centre, un aux Cayes pour le Grand Sud.
Les domaines d'études seraient en sciences de génie (électronique, construction, machinerie lourde, systèmes solaires, etc.), en science de l'agriculture (protection des terres, fermes en terrasse dans les mornes, canalisation, systèmes d'irrigation, machinerie agricole, etc.) en sciences de l'environnement (dépotoirs, recyclage, gestion de déchets, reboisement, protection des sols, conservation de l'eau, etc.) en sciences de la santé (auxiliaires, techniciens de laboratoire, entretien d'équipements médicaux, etc.). Ces lycées dispenseront aussi de la formation professionnelle en donnant des cours du soir aux jeunes adultes et adultes, pour les mêmes domaines. Toutes ces formations donneraient droit à un diplôme formel de qualifications reliés à leur domaine.

Pour le reste, l'état encouragera et encadrera le système de compagnonnage déjà mis en pratique en Haiti où les gens de métier expérimentés dits « Boss » forment des apprentis qui vont au départ travailler avec eux et sélectionnés uniquement en fonction de leurs besoins propres de main-d'œuvre. L'état entrerait en partenariat avec des "Boss" en leur offrant un incitatif financier sous forme de subvention par étudiant, afin d'élargir cette formation à un nombre additionnel contrôlé d'apprentis pour maintenir la qualité de la formation. Cette politique permettra d'élargir immédiatement l'offre formelle en formation professionnelle surtout dans les communautés n'ayant pas accès à une école départementale de formation professionnelle, sans nécessiter les investissements de départ requis pour bâtir les écoles en question. On pourra offrir à ces apprentis, la chance de passer les examens de qualification de leurs métiers dans les établissements professionnels publiques, dans la filière des étudiants expérimentés.

Note : Ce tableau est une hypothèse montrant les coûts d'une éducation de qualité prise en charge complètement par l'État haïtien, Ce serait une perspective pour l'avenir. Il faudrait définir la participation du privé dans l'instruction et créer des partenariats.

3.4 Logements Sociaux







Port-au-Prince a besoin d'environ e 250 000 logements sociaux pour reloger environ 1 million de déplacer suite aux destructions des gangs. Nous prenons une moyenne de 4 personnes par logement et un coût moyen de $15 000 par logement. Cinq zones où construire ces logements : Carrefour, Carrefour-Feuilles, Bel-Air, Solino, Nazon et bas de Delmas. 250 000 x $15 000 = $3,750 M

Le Cap-Haïtien en aurait besoin de 20 000 logements sociaux pour loger 80 000 personnes et progressivement éliminer les bidons-villes et l'insalubrité autour de la Rivière du haut du cap qui a son embouchure dans la ville. 20 000 x $15 000 = $300 M

Aux Cayes il faudrait 15 000 logements sociaux pour reloger 60 000 personnes qui ont perdu leur maison après le séisme de 2021 et réduire la population dans les bidons-villes.
15 000 x $15 000 = $225 M

Aux Gonaïves moins affectées par des défis nouveaux, il faudrait 10 000 logements sociaux pour reloger 40 000 personnes et réduire la population dans les bidons-villes.
10 000 x $15 000 = $150 M

Dans chacun des départements du Nord-Est, Nord-Ouest, Centre, Sud Est, Nippes et grande Anse 5 000 logements sociaux sont à construire pour un total de 30 000 logements.
30 000 x $15 000 = $450 M

Pour un logement vendu $15 000, financé sur 20 ans, à 4%, sans apport initial, les mensualités s'élèvent, en additionnant le prêt et les intérêts, à $90/mois. Ce montant est à la portée des salaires les plus bas.

Logements Sociaux (Synthèse Nationale)
(Coût unitaire : 15 000 USD par logement)

Ville/Département	Logements à construire	Population ciblée	Coûts
Port-au-Prince	250 000	~1 000 000	$3 750 M
Cap-Haïtien	20 000	~80 000	$300 M
Les Cayes	15 000	~60 000	$225 M
Gonaïves	10 000	~40 000	$150 M
Nord-Est, Nord-Ouest, Artibonite, Centre, Sud Est, Nippes et grande Anse	30 000	~120 000	$450 M
TOTAL	**325 000**	**~1 300 000**	**$4 875 M**

Nous avons présenté un modèle simplifié pour les logements sociaux. Dans la réalité il faudra avoir des logements de différentes tailles et pouvant accueillir plus ou moins de personnes. Ce travail est à titre indicatif de ce qui peut être fait dans une politique de logement. Des études approfondies sont nécessaires pour répondre spécifiquement à différentes demandes en tailles de logement et pour avoir une offre plus variée.

3.5 Marchés et Bazars



Intérieurs de marchés/bazars





Centre pour réparation de véhicules et motos



Marché/Bazar au Ghana



Marché/Bazar au Cameroun



Marché de Kara au Togo 2023 $7M pour 4 760m²

La grande majorité des marchés existant dans les villes sont des structures remontant au 19ème siècle. Leur taille ne convient plus. L'insalubrité de ces marchés est inacceptable, il n'y a ni eau, ni électricité et les ordures s'amoncellent en montagne d'immondices qui sont irrégulièrement ramassées habituellement. Port-au-Prince et toutes les grandes villes du pays sont envahis par les marchands sur les trottoirs et dans les rues, et aussi par les garages de réparation de véhicules et moto partout sur les trottoirs obstruant la voie publique. La bonne manière de résoudre ce problème n'est pas de déguerpir ces petits commerçants et saisir leur marchandise. Ils n'ont nulle part où aller. Il faudra sur le modèle des pays d'Afriques et du proche orient construire de gigantesques bazars, véritables centres commerciaux où on pourra acheter de tout : de l'habillement à la nourriture en passant par l'artisanat, les matériaux de construction et les pièces de voitures. Ces nouveaux marchés devront avoir des

toilettes, et d'autres d'éléments sanitaires. Le nettoyage et le ramassage des ordures devront être quotidiens en fin de journée.

Des petites échoppes variant de $10m^{2,}$ $25m^2$, $50m^2$ et $100m^2$ pour les différents vendeurs, sécurisés par un rideau en accordéon métallique pour les fermer, composeront ces grands marchés et bazars. Coût de location par échoppe de $10m^2$: $3/jour soit $90/mois ou $9/mois/$m^2$. Un Marché de la taille de celui de Kara au Togo a coûté $7 millions pour 4 760 m^2. Capacité de remboursement annuelle : $9/$m^2$ x 4760m2 x 12 mois = $514 080. En utilisant un taux d'intérêt de 4% et des paiements annuels de $514 080, l'intégralité des $7 millions est remboursé en 19,7 ans environ 20 ans (calculé principal et intérêts amortis sur une calculatrice dédiée à ce genre de calcul). La construction des marchés est très rentable pour l'État.

Des centres commerciaux pour les réparations de véhicules et motos doivent aussi être construits, variant d'un espace pour un véhicule, à 5 et 10 véhicules, les uns à côté des autres avec leur spécialisation : réparation de carrosserie, pneus, changement d'huile, mécanique, etc. De vastes stationnements complèteront l'implantation de ces bazars pour les clients et pour garer les transports en commun la nuit en toute sécurité moyennant payement.

À Port-au-Prince 3 gigas bazars pourront être construits : un au bicentenaire, un second sur l'emplacement du marché de la Croix-des-Bossales et un troisième sur l'aire de l'ancien aéroport. À Petion-Ville le marché/bazar pourra être construit sur l'emplacement de l'ancien cimetière. À Tabarre ce sera sur des terrains vides que l'État devra acquérir s'ils ne font pas partie du domaine public. Dans chaque chef-lieu des neufs autres départements un grand marché/bazar de commerçants et un centre pour les véhicules devra être construit.

Ces marchés favoriseront les petits métiers et les petits commerçants, en protégeant leur marchandise, permettant à toute la population de commercer dans des endroits, beaux, propres et sécurisés avec des agents de police. Les espaces seront loués pour des montants très abordables, pour permettre l'entretien et la surveillance des lieux. Toutes classes confondues pourra s'y rendre pour le plus grand bonheur de tous dans des bazars avec stationnement, espaces verts, toilettes hygiéniques comme des centres commerciaux que nous voyons dans les pays plus développés, mais moins ostentatoires.

Nous avons utilisé comme référence les coûts de constructions de marché au Togo, un pays avec des coûts de main-d'œuvre similaire à ceux d'Haïti.
• Petits marchés locaux (villages ou quartiers) : entre $76 000 et $110 000.
• Marchés cantonaux ou communaux moyens **:** autour de $2,5 M.
• Grands marchés régionaux ou urbains **:** entre $7 M et $38 M
Coût des 3 grandes marchés à construire : Cité du Bicentenaire et Tabarre $10 M chacun, Pétion Ville $7 M. Un marché dans chaque chef-lieu de départements $1 M à $2 M chacun.

Pour les garages de réparation auto/moto, les coûts sont de : bâtiment de 300 m² (5 baies spacieuses + stockage) $250 000.

Coût des 3 grands garages de réparation de 40 baies à construire : Cité du Bicentenaire, Tabarre $2M et Pétion Ville $2 M chacun. Les coûts de construction de $2 M peuvent être remboursé en 20 ans avec un intérêt de 4%/an en louant chaque baie à $300/mois. Un grand garage de 20 à 40 baies dans chaque chef-lieu de département de $1 à $2 M chacun.

Localisation	**Coût Approximatifs**	**Coût Approximatifs**
	Marché/Bazar	**Garage**
Cité du Bicentenaire	$10 M	40 baies $2 M
Tabarre	$10 M	40 baies $2 M
Petion-Ville	$7 M	40 baies $2 M
Port-de-Paix	$1 M	20 baies $1 M
Cap-Haïtien	$2 M	40 baies $2 M
Fort-Liberté/Ouanaminthe	$1 M	20 baies $1 M
Gonaïves	$2 M	40 baies $2 M
Hinche	$1 M	20 baies $1 M
Miragoâne	$1 M	20 baies $1 M
Jérémie	$1 M	20 baies $1 M
Les Cayes	$2 M	40 baies $2 M
Jacmel	$1 M	20 baies $1 M
Total	**$39 M**	**360 baies $ 18 M**

Total des investissements de constructions des marchés et bazars $57 M. Les revenus générés par les marchés/bazars et garages assureront leurs entretiens donc ces dépenses sont sans incidence pour l'État.

3.6 Sport

3.6.1 Construction d'infrastructures sportifs

Le sport en particulier le football constitue un outil unificateur et un élément rassembleur en Haïti. Il se révèle aussi un outil marketing de promotion positive de l'identité haïtienne. De ce fait, c'est un secteur important à soutenir, promouvoir et développer.

Dans ce but, il faudrait construire trois nouveaux stades régionaux 5 000 places au Cap-Haïtien, Gonaïves et les Cayes respectivement. Les autres chefs-lieux ou centres régionaux urbains de plus de 70 000 habitants : Port-de-Paix, Ouanaminthe, Limbé, Hinche, St-Marc, Petite Rivière de l'Artibonite, St-Michel de l'Attalaye, Léogâne, Arcahaie, Petit-Goâve, Jacmel, Miragoâne et Jérémie, auront leurs terrains de football réaménagés selon leurs besoins.

Le coût moyen de construction de stade pour l'Amérique Latine se situe entre de $1500 et $4000 par siège. Nous prenons pour Haïti un coût situé dans la gamme inférieure, c'est-à-dire $1500. Donc, les trois stades de 5000 places reviennent à **$7,5 millions chacun pour un total de $22,5 millions.**

3.6.2 Le réaménagement du Stade Sylvio Cator, qui compte 10 000 places, devrait coûter environ **$5 millions** en se basant sur la modernisation pour les Jeux centraméricains et des caraïbes (2026) du Stade Félix-Sánchez de Santo Domingo, de 27 000 places, qui a coûté environ $16 millions.

3.6.3 Construction d'un stade de 40 000 places dans les environs de Port-au-Prince pour mettre Haïti sur la carte des pays susceptibles d'accueillir les manifestations sportives internationales source de revenus touristiques et de taxes pour l'État. À titre d'exemple nous donnons le Stade Alassane Ouattara, Abidjan, Côte d'Ivoire, 60 000 places, coût $290 millions en 2025 et le stade Olympic de Rabat, Maroc, 21 000 places qui a coûté $57 millions en 2025. Nous estimons les coûts de **construction du stade de 40 000 places à environ $120 millions.**



Stade Alassane Ouattara, Abidjan, Côte d'Ivoire
60 000 places, coût $290 millions en 2025


Stade Olympic de Rabat, Maroc
21 000 places $57 millions 2025

3.6.4 Aide aux écoles de sports pour les défavorisés sous le modèle des centres sportifs de football de Bobby Duval et Patrice Millet à Cité Soleil.

3.6.5 Relance des championnats de football inter club et inter villes dans le Grand Ouest, le Grand Nord et le Grand Sud.

3.6.6 Création de centres d'athlétisme dans chaque chef-lieu de département.

Cuba consacre 2% de son budget total annuel au sport soit $343 millions. La République Dominicaine a consacré en 2026, pour les Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes, organisé chez eux, $15 millions pour l'entraînement international, l'équipement et le soutien des sportifs et des fédérations et $152 millions pour les infrastructures. Pour relancer des activités dans tous les sports pour les jeunes et substituer la délinquance et l'appartenance aux gangs à des activités sportives une enveloppe de **$5**

millions par an devrait être allouée au sport soit un tiers de ce qu'a dépensé la République Dominicaine en 2026.

Poste	Coût
Réhabilitation du Stade Sylvio Cator	$5 M
Construction d'un stade de 40 000 places	$120 M
3 stades régionaux	$22,5 M
Budget minimum annuel pour le sport	$5 M /an+ $150 M sur 30 ans
TOTAL	**$152,5 M infrastruct. + $5 M/an ou $150 M sur 30 ans**

Les revenus des manifestations sportives assurent l'entretien qui devient sans incidence pour l'État.

3.7 Arts & Artisanats

3.7.1 Des salons d'exposition d'artisanats, et des marchés de Noël devront être organisés par le ministère du Commerce pour permettre à l'activité artisanale de se développer, trouver des débouchés et vendre sa production. Haïti est un grand producteur d'artisanats pour toutes les autres iles de la Caraïbe.

3.7.2 Réaménagement et acquisition par l'État des principales salles de spectacles et de cinémas de la capitale inopérantes depuis le séisme de 2010 : Rex Théathre, Ciné Capitol et Ciné Impérial. Le Ciné Théâtre Triomphe a déjà été acquis par l'État. L'objectif est de réouvrir les salles de cinéma aux films locaux et internationaux, pour les manifestations théâtrales, les formations et cours universitaires.

3.7.3 Les écoles et universités seront encouragées à produire des représentations théâtrales ou de danses, des concerts et récitals de musique, et spectacles, pour inspirer la jeunesse et les ouvrir à d'autres opportunités.

Le budget public alloué spécifiquement à l'artisanat et aux arts en Haïti reste extrêmement limité et marginal au sein du budget national, tournant historiquement autour de moins de 1 % du budget de l'État pour l'ensemble du secteur culturel. (Le Nouvelliste) Le budget annuel étant de $2,650 M, 1% représente $2,65 M. Ce budget devrait être doublé pour développer le secteur art et artisanat selon les programmes proposés ici, **soit $5 millions.**

3.8 Développement Économique

Le développement économique doit être pensé en termes de durabilité, de progrès collectif et de l'amélioration des conditions de vie de la population. L'État n'ayant pas pu protéger la population contre la destruction de ses biens immobiliers et mobiliers par les gangs se doit d'aider toutes les victimes par des lois et avantages fiscaux.

Lois et avantages fiscaux nécessaires à la reconstruction économique

La banque Centrale de la République détentrice de 50% de dépôts en gourdes et 60% des dépôts en dollar US du système bancaire doit impérativement adopter une politique de facilitations des investissements pour la reconstruction. La Banque Centrale de la République doit créer de nouveaux instruments financiers pour la reconstruction.

3.8.1 Fond de Reconstruction Immobilier : Écoles, Universités, Commerces & Industries.
Sous le modèle du fond « Cayes Pam » suite au séisme de 2010 qui a eu des résultats insignifiants, la Banque Centrale met des fonds à la disposition des banques et coopératives au taux minimum, environ 1%/an, pour que ces mêmes institutions puissent prêter, au taux d'environ 2%/an, aux écoles, universités, commerces et industries pour toutes les reconstructions des biens immobiliers détruits par les gangs armés et le tremblement de terre de 2010 à Port-au-Prince, ainsi que celui de 2021 dans le Sud. Les prêts une fois accordés pourront être revendus par les banques et les coopératives à des institutions financières sur le modèle américain pour libérer ces institutions et leur permettre de prêter encore à d'autres.

3.8.2 Réduction des taux des prêts immobiliers
Les fonds destinés aux constructions immobilières résidence principale devront être baissés à 4%/an maximum pour permettre à une plus grande tranche de la société l'accès à un logement à travers des emprunts bancaires et de coopératives. Pour cela la Banque centrale devra mettre des fonds à la disposition des banques et coopératives au taux de 2%/an pour que ces institutions puissent à leur tour faire des prêts immobiliers à 4%/an. Les prêts une fois accordés pourront être revendus par les banques et les coopératives à des institutions financières sur le modèle américain pour libérer ces institutions et leur permettre de prêter encore à d'autres. Les autres prêts immobiliers d'investissement et pour édifices commerciaux ne devraient pas dépasser les 6% comme dans les pays qui veulent se construire et encourager l'investissement immobilier. Pour ces prêts la banque centrale devait mettre des fonds à la disposition des banques et coopératives au taux de 4% ou 5%/an pour leur permettre de prêter à leur tour à 6%/an.

3.8.3 Abattements d'Impôts.
Une exonération sur 5 ans d'impôt locatif (taxe foncière) et d'impôt sur le revenu pour toutes les institutions qui reconstruisent leurs locaux et relancent leurs activités dans les zones sinistrées par les gangs et le tremblement de terre de 2010. La loi permettant aux établissements reconnus d'utilité publique d'être exonérés d'impôts sur le revenu devra être insérée dans la constitution afin que ce soit un droit constitutionnel pour ces établissements. Ce sont les écoles, université et autres institutions qui sont reconnues d'utilité publique.

Ainsi le centre-ville de Port-au-Prince, détruit par le séisme de 2010, tous les quartiers et villes détruits par les actes des gangs armés ces 6 dernières années, pourront être reconstruits en aidant tous ceux qui sont victimes des défaillances de l'État en matière de sécurité. Une politique d'aide est nécessaire ce qui n'a jamais encore été fait 16 ans après le tremblement de terre !

3.8.4 Réduction des taux des prêts agricole

Une politique de prêts au secteur agricole doit être instaurée. Ces prêts à haut risque et sur le court terme, un ou deux ans, devront faire l'objet d'une garantie de la banque centrale à hauteur de 50% des impayés pour permettre de baisser les taux des prêts agricoles accordés par les banques et coopératives. L'objectif est d'atteindre des taux autour de 20%/an similaires à ceux pratiqués sur les prêts micro-crédits et les cartes de crédit pour les prêts agricoles.

3.9 Agriculture

En termes macro-économiques, l'agriculture demeure la première branche de l'économie nationale. Contrairement aux années pré-2000 où 60% des Haïtiens vivaient à la campagne, le ratio s'est inversé. Présentement, près de 36% des Haïtiens vivent en milieu rural, où les deux tiers des actifs sont occupés dans la production agricole (45% à 50% du total des actifs du pays). L'agriculture haïtienne est pratiquée dans environ 600 000 petites exploitations d'une superficie moyenne de 1,8 ha. Toutefois, 80 % de ces exploitations ne peuvent répondre aux besoins alimentaires de leurs familles et la majorité des producteurs ne dépendrait de l'agriculture sur l'exploitation que pour moins de la moitié de leur revenu familial.[12]

L'agriculture étant aussi un secteur stratégique pour la souveraineté alimentaire du pays, elle devrait être structurée et modernisée. Vu le grand nombre de personnes travaillant dans l'agriculture, toute amélioration d'efficacité dans ce secteur aurait une grande incidence sur la baisse de pauvreté. L'état doit prioritairement favoriser le regroupement des petites propriétés en coopérative afin de faciliter la croissance de la production et d'augmenter le rendement de ces terres. L'état doit viser ainsi à favoriser le développement du secteur pour la création de richesse nationale et non à supporter la tradition de production de subsistance inefficace.

Des investissements doivent être faits sur une dizaine d'années, pour moderniser ce secteur. Il faudra créer des centres départementaux de développement de l'agriculture dont l'importance dépendra du potentiel et de l'importance régionale dans la production nationale. Tous les centres fourniront les services de location de tracteurs et de pompes, de ventes d'engrais et de semence, de mise en place de petits systèmes d'irrigation distribués, ainsi que des services de conseils sur le choix de production et la stratégie de mise en marché de produits. Les centres majeurs situés dans les grandes plaines du pays fourniront en outre des services de curage de canaux d'irrigations, d'arrosage par camions-citernes, et de conservation de produits fragiles avant leur mise en marché. Une enveloppe de départ de **60 millions** de dollars US sera nécessaire pour bâtir les centres, acquérir les équipements et le matériel

[12] Cadre de Coopération Intérimaire 2004-2006

requis. Ensuite, en plus des revenus propres provenant des activités économiques de ces centres, l'état leur allouera un budget annuel de **10 millions** de dollars US pour la subvention de fonctionnement, le développement de services et la recherche en innovation. Les centres seront des organismes autonomes sous la tutelle de leur administration départementale respective et de l'état central. Le total pour les centres départementaux de développement de $70 millions est inclus dans le tableau à la rubrique Agriculture modernisé

Agriculture durable & économie productive

Mesure	Investissement annuel	Fourchette 30 ans
Agriculture modernisée	~$425 M – $1 070 M	$12 700 M – $32 000 M
Industrie légère	~$270 M – $1 000 M	$8 000 M – $30 000 M
Logistique	~$200 M – $735 M	$6 000 M – $22 000 M
Tourisme	~$135 M – $500 M	$4 000 M – $15 000 M
TOTAL	**~$1 030 M – $3 300 M**	**$30 700 M – $99 000 M**

Ces estimations annuelles sont obtenues en répartissant les montants sur 30 ans, en tenant compte de **besoins géolocalisés** :

- **Agriculture modernisée** : investissements concentrés dans les plaines irrigables, bassins versants stratégiques et zones agro-exportatrices.
- **Industrie légère** : zones urbaines secondaires (Cap, Cayes, Gonaïves, Hinche, Jacmel) pour éviter l'hypercentralisation à Port-au-Prince.
- **Logistique** : corridors routiers, ports régionaux et hubs intérieurs alignés sur les flux agricoles et industriels.
- **Tourisme** : pôles côtiers et patrimoniaux (Nord, Sud, Grand'Anse, Sud-Est) avec forte capacité d'attraction internationale.

Synthèse des Coûts Rubrique 3

Composante	Coûts approximatifs
Santé	**$12 570 infrastructures + $48 M/an $1 440 M sur 30 ans**
Éducation	**$632 M – $688 M/an ou $18 972 – $20 655 sur 30 ans**
Logements sociaux	**$4 875 M infrastructures**
Marchés/Bazars & Garages	**$57 M infrastructures**
Infrastructures sportives	**$152 M infrastructures + $5 M/an ou $150 M sur 30 ans**
Arts & Artisanats	**$5 M/an $150 M sur 30 ans**

Composante	Coûts approximatifs
Agriculture & économie productive	**$1 030 M – $3 300 M/an $30 700 M – $99 000 M sur 30 ans**
TOTAL	**$17 654 infrastructures + $1 720 – $4 046/an $53 095 M – $121 395 M sur 30 ans**

Les coûts d'infrastructure ne se répètent pas sur 30 ans donc ne peuvent faire partie du calcul sur 30 ans.

Indicateurs de résultat du Pilier Fraternité

Indicateur	2035	2045	2055
Mortalité maternelle	−30 %	−50 %	÷4
Taux de scolarisation	85 %	90 %	95 %
Universités techniques	2	3	5
Production agricole	+30 %	+50 %	+70 %
Exportations	×2	×3	×4

3.9 Coopération Internationale

La coopération internationale se fera sur la base pragmatique d'intérêts communs. Par principe, les gouvernements étrangers collaborent avec Haïti de manière à aider ce dernier à être un membre plus fiable de la communauté internationale capable de participer au développement mondial par les échanges commerciaux, culturels, de capital humain, de main-d'œuvre, de ressources, etc. Les étrangers ne sont pas responsables du développement d'Haïti. Ils peuvent juste y contribuer par leur coopération constructive. Les apports de la diaspora dépassent de loin leur aide formelle.

En ce sens, on devrait négocier avec les états étrangers où vivent de grandes communautés haïtiennes, des accords de coopération visant à faciliter l'intégration de ces communautés dans leur pays et soutenir leur engagement en Haïti. On prioriserait des accords de coopération juridique et d'enquête

policière avec assistance mutuelle dans la lutte contre la criminalité, les fraudes financières, la corruption, la contrebande et le trafic illicite. On mettra aussi l'accent sur des accords commerciaux mutuellement bénéfiques (Loi Hope) visant à intégrer Haïti comme partenaire dans la chaine de production de ces pays, dans les domaines où Haïti a des ressources appropriées. Par exemple, certains pays pourraient construire des ports de transit de marchandises dans le pays, des zones franches, etc.

La coopération dans le domaine de l'éducation serait primordiale. Elle viserait utilement à doter Haïti de bonnes institutions de savoir. Les bourses d'études à l'étranger seraient acceptées comme aide, seulement dans les domaines où Haïti a besoin de connaissances et n'a pas la possibilité d'avoir les infrastructures d'apprentissage sur place. Ces bourses données au pays seraient transférées aux jeunes haïtiens sous forme de contrat triparti entre les étudiants, le pays donateur et l'état haïtien. Les diplômés doivent renter en Haïti pour servir un nombre d'années au pays afin payer leurs dettes étudiantes. À défaut de cela, ils doivent rembourser leurs dettes auprès de l'état haïtien, à partir du pays tiers tel qu'appliqué légalement par ce dernier au nom du gouvernement haïtien.

Pour le reste, comme aide formelle à l'état haïtien, les états étrangers seraient encouragés à bâtir des institutions de savoir, écoles post-secondaires spécialisées, succursales d'université, laboratoires, centres de recherches, bibliothèques, directement en Haïti dans des sites stratégiquement répartis sur tout le territoire.

La coopération militaire viserait à soutenir l'armée et la police du pays. Les états étrangers ne pourraient pas financer directement l'opération de forces de l'ordre et des forces armées. Cette coopération pendrait la forme d'acquisition d'équipements sur le long terme, la construction d'infrastructures comme les ports de surveillance et de sauvetage maritime, les centres de radars, les entrepôts pour le matériel d'intervention et de protection contre les catastrophes naturelles et les centres de formation. La formation offerte dans le cadre de cette coopération se fera autant que possible dans le pays afin de perpétuer l'expertise acquise et de favoriser les retombées structurelles.

3.10 Diaspora

La diaspora haïtienne peut contribuer au sauvetage d'Haïti. Il est logique que la diaspora soit totalement incluse dans la vie sociale et politique du pays le plus librement possible. Tout haïtien né en Haïti de parents haïtiens est Haïtien. Leurs enfants nés à l'étranger sont aussi Haïtiens par définition s'ils le désirent et bénéficieront de droits politiques avec des restrictions comme prévu par la constitution. Les relations de la diaspora avec la mère patrie et leurs projets dans le pays sont basés seulement sur un rapport émotionnel. Les mesures concernant la citoyenneté sont nécessaires pour impliquer la diaspora dans les affaires du pays et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de financiers, d'influenceurs sociaux dans les domaines utiles à la nation, de promoteurs d'expertises et de compétences, ainsi que de vulgarisateurs de connaissances.

4. Environnement

L'environnement en Haïti reflète une bonne partie des problèmes structurels auxquels fait face la grande majorité de la population du pays. Les nombreuses inondations, cyclones, le fameux tremblement de terre de janvier 2010 dans l'ouest et celui d'août 2021 dans le Sud nous rappellent avec vigueur qu'Haïti est un pays en situation d'extrême vulnérabilité face aux aléas naturels, et en proie à de croissantes menaces complexes, qui mettent en péril son existence même. Cette vulnérabilité est le fruit de l'interaction entre menaces naturelles aggravées par la dégradation de l'environnement, les taux très élevés de pauvreté et de vulnérabilité sociale de la population et des problèmes de gouvernance et de gestion étatique à la fois de l'espace rural et urbain.

Il est fondamental pour le pays d'avoir une politique environnementale. En ce sens, trois éléments prioritaires doivent être encadrés et maitrisés : l'alternatif au charbon de bois, la lutte contre la dégradation des terres et des ressources naturelles, en plus de la gestion proactive des risques et la protection contre des désastres. Les ressources humaines nécessaires à l'exécution de cette politique devront être formées et encadrées.

Il faudra identifier des zones favorables pour établir des forêts de production de bois et donc la coupe autorisée serait alignée sur la capacité de renouvellement naturelle de la ressource. Un budget de départ de 40 millions US serait alloué à ce projet, suivi par des investissements récurrents de 5 millions US annuellement pour bien établir cette politique sur une durée de vingt ans. Après cette période, le système devrait avoir la capacité de s'autofinancer.

4.1 Lutte contre la dégradation des terres et des ressources naturelles

L'état doit prioritairement établir et exécuter une politique de gestion de ressources naturelles dans les vingt communes écologiquement stratégiques et les trente bassins fluviaux du pays. Des experts en la matière identifieront et classeront les zones à risques. L'intervention de l'état commencera par celles qui sont les plus vulnérables et courent un risque imminent. Elles bénéficieront des actions et investissements d'urgence du gouvernement central et des autorités des collectivités territoriales. Il faudra mettre en place un mécanisme national de planification et d'exécution en matière de lutte contre la dégradation des terres et la gestion de la biodiversité. En ce sens il faudra renforcer le système national d'aires protégées, incluant la formation et l'encadrement de conseillers municipaux pour la gestion de l'environnement. Une taxe environnementale devrait être appliquée sur les activités et produits à haut risque pour l'environnement afin de sensibiliser le public à ce phénomène et d'influencer les comportements et responsabilités individuelles.

Une politique nationale spécifique concernant la gestion des déchets en milieu urbain devra être adoptée. Toute commune devra mettre en place un dépotoir approuvé par le ministère de l'Environnement pour s'assurer qu'il respecte les normes environnementales en matière de location en dehors des agglomérations et de leur territoire de croissance anticipée, de protection des sources et cours d'eau, ainsi que de leur capacité d'expansion future. La gestion des déchets devra inclure un

système de paiement communal pour les usagers, basé sur la quantité et le type de déchets. Un système de recyclage devra être encouragé. Les données sur les déchets en termes de location des dépotoirs, de la quantité et nature des déchets, du type d'activités de recyclage, ainsi que de l'efficacité du système de collecte et de gestion, devront être collectées et publiées par le ministère de l'Environnement.

4.2 Renforcement de la gestion des risques et la protection contre les désastres

Il faut mettre en œuvre le Plan national de gestion des risques et des désastres (PNGRD) et renforcer les institutions que sont la Direction de la protection civile (DPC) et du Secrétariat permanent de gestion des risques et des désastres (SPGRD). Il faudra mettre en place des systèmes d'information pour l'identification et le suivi des risques de désastres, ainsi que la gestion locale du risque, par le biais de la création et le renforcement des comités départementaux et communaux de protection civile. Toutes les communes devront maintenir un centre d'urgence avec un minimum établi de matériels de secours entreposé, qui pourront être partagés avec toute autre commune affectée par un désastre. On encouragera la solidarité comme une valeur commune par des campagnes de sensibilisation.

4.2 Assainissement des villes avec des égouts et canalisation des eaux de pluie dans des ravins à récurer bétonner et entretenir.

L'installation complète d'un réseau d'égouts (assainissement collectif) à Port-au-Prince coûterait entre 1 et 3 milliards de dollars américains**.** La zone métropolitaine de Port-au-Prince abrite plus de 3 millions d'habitants et constitue l'une des plus grandes agglomérations mondiales dépourvues de tout système centralisé d'égouts. L'assainissement y repose presque exclusivement sur des structures individuelles (latrines, fosses septiques) ou sur le déversement sauvage dans les canaux. (NPR Rebecca Hersher 29 juillet 2017)

Pour une ville moyenne de 500 000 habitants, le coût global d'assainissement est de $6 200 millions pour un système avancé et développé pour les pays industrialisés. (Quora).

Pour une ville peu peuplée de 100 000 habitants le coût global d'assainissement est de $491 millions ; ce montant peut être réduit à **150 millions pour un système de base pour un pays en voie de développement** (Quora). Un tel système conviendrait pour les 12 plus grandes villes d'Haïti. Il comporte :

• Station d'épuration (lagunage) : 100 000 × 150 $ = 15 millions de dollars
• Réseau d'assainissement (couverture sélective) : 0,006 km/habitant → 600 km × 150 $/m = 90 millions de dollars
• Pompage : minime, 1 à 3 millions de dollars
• Conception/permis/imprévus : environ 20 à 30 millions de dollars
• Total estimé : environ 130 à 140 millions de dollars → 1 300 à 1 400 $ par habitant

Plus grandes villes par population en Haïti (2025) (Worldometer info)

Rang	Zone urbaine	Estimation de la population (2025)	Superficie terrestre (km²)	Projections (2030)	Projections (2050)
1	**Port-au-Prince**	**1 868 268**	275	1 886 301	1 904 491
2	**Gonaïves**	**367 158**	35	381 593	458 342
3	**Cap-Haïtien**	**331 899**	42	352 079	431 119
4	**Port-de-Paix**	**326 041**	52	349 964	453 572
5	**Saint-Marc**	**221 032**	20	232 073	291 265
6	**Léogâne**	**146 454**	35	153 490	161 356
7	**Petit-Goâve**	**142 182**	14	146 782	154 010
8	**Jacmel**	**109 097**	23	113 618	119 122
9	**Ouanaminthe**	**98 224**	12	105 920	120 407
10	**Gros Morne**	**78 218**	7	84 641	117 994
11	**Les Cayes**	**77 752**	15	78 843	81 975
12	**Grand Goâve**	**77 310**	26	79 585	84 420
13	**Limbé**	**75 175**	5	82 342	100 861
14	**Anse-à-Galets**	**74 607**	8	78 755	93 892
15	**Cabaret**	**70 339**	12	71 920	76 454
16	**Hinche**	**66 213**	8	69 818	94 020
17	**Saint Michel de l'Attalaye**	**62 533**	7	67 508	90 016
18	**Petite-Rivière-de-l 'Artibonite**	**60 807**	7	64 738	85 087
19	**Jérémie**	**57 179**	8	58 229	59 838
20	**Mirebalais**	**56 700**	7	57 682	59 303
21	**Dessalines**	**52 626**	3	54 994	71 957

Coûts d'assainissement de base de ces villes en utilisant les coûts pour les pays en voie de développement mentionné ci-dessus.

Rang	Zone urbaine	Estimation de la population (2025)	Coûts d'assainissement approximatifs En million de dollar
1	**Port-au-Prince**	**1 868 268**	3 000
2	**Gonaïves**	**367 158**	450
3	**Cap-Haïtien**	**331 899**	450
4	**Port-de-Paix**	**326 041**	450
5	**Saint-Marc**	**221 032**	300

Rang	Zone urbaine	Estimation de la population (2025)	Coûts d'assainissement approximatifs En million de dollar
6	**Léogâne**	**146 454**	150
7	**Petit-Goâve**	**142 182**	150
8	**Jacmel**	**109 097**	150
9	**Ouanaminthe**	**98 224**	150
10	**Gros Morne**	**78 218**	75
11	**Les Cayes**	**77 752**	75
12	**Grand Goâve**	**77 310**	75
13	**Limbé**	**75 175**	75
14	**Anse-à-Galets**	**74 607**	75
15	**Cabaret**	**70 339**	75
16	**Hinche**	**66 213**	50
17	**Saint Michel de l'Attalaye**	**62 533**	50
18	**Petite-Rivière-de-l 'Artibonite**	**60 807**	50
19	**Jérémie**	**57 179**	50
20	**Mirebalais**	**56 700**	50
21	**Dessalines**	**52 626**	50
	TOTAL	**4 419 814**	6 000

4.3 Collecte des ordures et mise en décharge

Production de déchets et efficacité de la collecte

- Production par habitant : un Haïtien produit en moyenne 0,58 kg de déchets par jour. Cette moyenne grimpe à 0,7 kg dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et oscille autour de 0,6 kg à Cap-Haïtien ou aux Cayes.
- Volume national : La population haïtienne (environ 11 millions d'habitants) génère entre 6 380 et 6 600 tonnes de déchets par jour, soit environ 2,19 millions de tonnes par an si nous prenons une moyenne de 6 000 tonnes/jour pour les 11 millions d'habitants.
- Taux de collecte officiel : Seuls 12 % de ces déchets sont collectés par les services formels (communes et Service National de Gestion des Résidus Solides - SNGRS). Les 88 % restants finissent dans les rues, les ravines ou sont brûlés par la population.
- Coût moyen de collecte : À l'échelle de la région Amérique latine et Caraïbes (dont fait partie Haïti), $34 par tonne, auquel s'ajoutent $20,40 USD par tonne pour la mise en décharge soit un total de $54 par tonne. Pour collecter et disposer de l'intégralité des 2,19 millions de tonnes, ça couterait $118 millions par an. Les zones rurales peuvent recycler et disposer de leurs déchets. Un objectif atteignable serait de collecter et mettre en décharge 50% des déchets pour un budget de **$59 millions par an**.

Source Interamerican Dévelopment Bank, Programme de Développement des Nations Unis (PNUD Haïti)

La structure des coûts
Le coût réel du ramassage se divise en plusieurs réalités économiques :

1. Le coût pour les municipalités (Déficit budgétaire) : Les mairies n'ont pratiquement aucune rentrée financière dédiée à ce service. Les coûts opérationnels sont jugés très élevés en raison du prix du carburant, de l'entretien mécanique d'une flotte de camions souvent vétuste et de la logistique.
2. Le secteur privé formel : Des entreprises opèrent sur une base contractuelle par abonnement. Les tarifs s'évaluent sur devis personnalisé selon la fréquence et le volume. Ces services hauts de gamme restent inaccessibles à la majorité de la population.
3. Le secteur informel (Coût par quartier) : Dans de nombreux quartiers, les ménages paient de petites sommes à des "collecteurs informels" privés (souvent équipés de brouettes) pour acheminer leurs ordures vers des décharges sauvages.
4. Financements internationaux : La gestion des déchets dépend lourdement de l'aide extérieure. À titre d'exemple, le projet de gestion des déchets solides dans le Grand Nord (GDSNH) a nécessité un budget global de plus de 34 à 37 millions de dollars américains (financé par la BID et l'AFD) pour structurer la collecte et créer une décharge contrôlée à Mouchinette.

Un partenariat secteur public secteur privé peut être envisagé pour un meilleur service et alléger les dépenses d l'État.

Coûts de la Rubrique 4.
Loi anti-charbon & transition vers le propane : $300 M de la rubrique 1 pas encore comptabilisés
Il convient d'y ajouter:

- reboisement massif,
- microréseaux solaires,
- gestion des bassins versants,
- normes parasismiques,
- reconstruction urbaine durable

Composante	Montants Approximatifs
Transition énergétique	$300 M
Reboisement (200 M arbres)	$1 200 M
Microréseaux solaires (140 communes)	$2 800 M
Urbanisme, normes, résilience	$3 000 M
Assainissement de 21 villes	$6 000 M

Composante	Montants Approximatifs
Collecte & mise en décharge des déchets	$59 M/an
TOTAL ENVIRONNEMENT	**$13 300 M + $59 M/an**

5. Les ressources naturelles exploitables

Dans cette rubrique nous adressons toutes les ressources qui peuvent être exploitées pour augmenter les revenus de l'État. Des partenariats avec des groupes privés ou internationaux doivent être conclus en toute transparence d'appel d'offre et de sélections publiques tel que prescrit par la constitution de 1987. Les contrats doivent protéger l'environnement et être faits au bénéfice de la population et des générations futures et non pas pour enrichir des élus et leurs entourages. Toutes corruptions devant être punies conformément aux lois en vigueur. Pour les mines la remise en état des sols et de l'environnement post-exploitation doivent être inclus dans tous les contrats. Les redevances versées à l'État haïtien doivent se conformer celle des marchés internationaux en la matière.

5.1 Tourisme

La mer, le littoral et les sites culturels, les sites naturels : les grottes et les chutes d'eau, la faune et la flore et leurs espèces exceptionnelles, pour le développement de l'écotourisme. Plus de 1771 km de côte, les fonds coralliens, et des possibilités de développer la pêche, le tourisme de plage et de montagne, le tourisme de croisière, l'écotourisme, le tourisme culturel à travers les différents sites, le transport maritime, la thalassothérapie avec les sources chaudes naturelles. Haïti, après la seconde guerre mondiale, à la fin des années 40 et dans les années 50 inventait le tourisme dans la Caraïbe avec Cuba. L'exposition universelle du bicentenaire de Port-au-Prince ouverte le 1er décembre 1949 démarrait une nouvelle ère pour Haïti. Les hydravions, les paquebots et les quadrimoteurs amenaient un tourisme de luxe qui profitait de l'exposition universelle bien sûr, mais aussi des casinos, hôtels, spectacles et site culturels. Le commerce était florissant de nombreux ports d'Haïti étaient ouverts au commerce extérieur. Hélas, en 1957 la conjoncture politique met un terme à cette brillante époque et au tourisme pour une décennie. Une période de déclin s'amorce pour le pays. Dans les Années 70 et 80, on assiste à une reprise timide du tourisme avec de nombreuses liaisons aériennes et l'ouverture du Club Med. Les soubresauts de la politique interne ont mi-fin au Club Med et réduit progressivement le tourisme à la diaspora haïtienne qui visite le pays. Une relance du développement touristique a été tentée après le tremblement de terre de 2010 avec des avantages fiscaux très intéressants pour ceux qui se lancent dans cette activité. On a vu l'ouverture de nombreux hôtels diversifiant l'offre ce qui n'avait pas eu lieu depuis 1950. Ces 6 dernières années, l'activité touristique est réduite presque à néant avec une triple épidémie : le coronavirus, l'insécurité et les kidnappings. L'activité touristique subsiste avec de rares membres de la diaspora qui osent braver cette triple épidémie. Plusieurs hôtels ont déjà fermé leur porte. Tous les sites touristiques des Caraïbes et autres pays subissent la crise et on ne peut pas espérer un développement touristique de masse, qui n'existe pas encore en Haïti, voir le jour avant quelque temps.

Le tourisme constituerait un autre secteur stratégique pour le développement du pays. Cette industrie en constante croissance dans le monde est une caractéristique fondamentale de la région Caraïbes vu sa localisation dans les Amériques et Haïti devrait y être intégrée. Le nombre moyen de visiteurs dans les meilleurs des années 2000, n'a pas dépassé 600 000 en Haïti. À titre de comparaison la Jamaïque a

reçu 1,2 million de visiteurs en 2025, La République Dominicaine la meilleure de la classe en a reçu 4,5 millions et les Bahamas 870 000. Pour les croisières, seulement avec Labadie, Haïti a reçu 652 000 visiteurs en 2019, comparé à 1,1 million pour la République Dominicaine, 1,5 million pour la Jamaïque et 5,4 millions pour les Bahamas[13]. Le secteur devrait donc être priorisé, structuré et modernisé.

L'état favoriserait l'organisation de quatre grandes destinations principales que seraient la grande région du Cap, Port-au-Prince et la cote des Arcadins, la région de Jacmel, la région côtière du Sud autour des Cayes, de même que deux plus petites destinations que seraient la région de Jérémie et la région de Saut-d'Eau. Un plan directeur étalé sur 25 ans serait préparé et adopté pour chacune des destinations. Les investissements privés dans le secteur devraient s'intégrer à ce plan. L'état financerait les infrastructures publiques nécessaires au démarrage de ce projet. Il s'agirait de routes, de voies d'accès aux sites d'intérêts, de stationnement avec service d'accueil, de service de sécurité, de rénovation de monuments historiques et des forts. Pour l'ensemble du territoire, le coût serait de 80 millions US.

En outre, pour promouvoir l'identité nationale et son envergure mondiale, l'état construirait de nouveaux parcs identitaires et réhabiliterait les grands monuments historiques. Il s'agirait d'un grand parc national de Bois-Caïman (sur plus de 5 carreaux de terre) avec un monument de la liberté grandiose, une nouvelle place nationale de Vertières de grandes envergures, la réhabilitation du palais de Sans-Souci et de son église. Les secteurs mentionnés étant urbains, y construire nécessiterait de déclarer d'utilité publique beaucoup de terres privées, ce qui augmente grandement le coût des dits projets. Le coût total de ces projets reviendrait à environs 100 millions US.

Les couts de $80 millions et $100 millions sont inclus dans le tableau Agriculture durable & économie productive de la page 42 rubrique tourisme.

Un organisme public d'investissement serait mis sur pied pour faciliter la réalisation des grands projets touristiques, tels que les hôtels, les villages de retraite, les centres de villégiature et les centres de santé pour visiteurs et résidents étrangers. Cet organisme émettrait des actions publiques disponibles dans un système d'échanges, qui seraient vendues aux investisseurs locaux et étrangers. La diaspora haïtienne qui investit déjà beaucoup en région serait invitée à devenir le pilier du financement privé de ce plan. Une loi-cadre devrait être adoptée pour encadrer les échanges dans ce secteur et aussi standardiser nos pratiques avec le reste des pays des Caraïbes. Il s'agirait de loi sur les condominiums, les maisons de vacances, les résidences secondaires, les assurances, etc.

[13] https://tourismanalytics.com/caribbean-statistics.html

5.2 Le Sous-Sol

Le sous-sol représente une source principale de sauvetage et de salut pour Haïti. L'or, le cuivre, la bauxite, les hydrocarbures et la Lignite, les substances hydrothermales, le marbre, le carbonate de calcium, les agrégats, l'argile, les énergies renouvelables.

L'Or (Source Bureau des Mines et de l'Énergie)

Gisement auro-argentifère de Grand-Bois

Le gisement d'or et d'argent localisé au Morne Grand-Bois est situé à 3 km au Sud-Est du bourg de Camp-Coq et à 11 km au sud de la ville de Limbé dans le Département du Nord. Ce gisement de type "gossan silico-barytique" occupe une superficie de 10 hectares et ses réserves ont été estimées à 3.500.000 tonnes de minerai avec une teneur moyenne de 2.4g d'or et 16g d'argent par tonne, ce qui représente 200.000 onces d'or et 1.000.000 onces d'argent pour l'ensemble du gisement.
La valeur économique du gisement est fonction du prix de l'or sur le marché international.

Gisement auro-argentifère de Morne Bossa

Le gisement d'or et d'argent du Morne Bossa est situé dans la commune de Milot à environ 12 km au sud de la ville du Cap-Haïtien. Il est de même type que celui de Grand-Bois et occupe une superficie de 2,5 hectares. Les réserves sont évaluées à 1.400.000 tonnes avec une teneur moyenne de 2,5g d'or et 15g d'argent par tonne de minerai, soit 90.000 onces d'or et 406.450 onces d'argent.

Gisement d'or de Faille

Le gisement d'or de la région de Faille est situé dans le Département du Nord-Est à une dizaine de kilomètres au Sud-Est de la ville de Trou du Nord, dans la commune de Terrier Rouge. Ce gisement appartient au modèle géologique "shear-zone" et s'étend sur une superficie de 600 hectares. Les réserves sont estimées à environ 500 000 tonnes de minerai avec une teneur moyenne de 14g d'or par tonne.
Des permis de prospections avaient été accordés à la compagnie canadienne Sainte Catherine sous la présidence d'Aristide, faisant de cette compagnie le plus grand propriétaire terrien D'Haïti. La compagnie américaine New Mont avait aussi obtenu des droits de prospection. Ces dossiers ont été bloqués par les chambres. Avec les crises entre exécutif et législatif, le dossier New Mont n'a pas encore été ratifié par les chambres. Qu'en sera-t-il ? Haïti reçoit des pressions de toutes parts pour simplifier sa constitution avoir un président avec plus de pouvoir et une seule chambre. C'est à se demander à qui profiterait plus ce type de réformes constitutionnelles ? Il est souhaitable que les intérêts du pays et du peuple soient pris en compte de façon légitime et discutés par les 2 chambres dans l'octroi de permis d'exploitation de gisements aurifères, d'autant plus que ce type d'exploitation est extrêmement toxique pour l'environnement et la population avoisinante.

Le Cuivre

1910 : La Hayti Mines Company, sise à New York, achète la Compagnie Minière de Terre-Neuve (Artibonite / Nord d'Haïti). Pendant une période de dix ans, la compagnie exporte 436 tonnes de cuivre.
1955 : La Société d'exploitation et de développement économique et naturel (Sedren), filière de la canadienne Consolidated Halliwell, obtient un droit d'exploitation du cuivre dans la région de Mémé (Terre-Neuve/Gonaïves / Artibonite / Mord). Pendant 12 ans (1960-1972), la Sedren exporte 1,5 million de tonnes de cuivre, évaluées à environ 83,5 millions de dollars. Le gouvernement en a reçu environ 3 millions de dollars US.
(1) Alter Presse (http://www.alterpresse.org/) La sombre histoire d'une Haïti « ouverte aux affaires », 9 juin 2012. Il a souhaité que les contrats de ce genre soient négociés plus favorablement pour Haïti.

Gisements de cuivre de Douvray et de Blondin

Les gisements de cuivre localisés dans les bourgs de Douvray et de Blondin sont situés à environ 6 km au Sud-Est de la commune de Terrier Rouge. Le gisement de Douvray occupe une superficie de 80 hectares et ses réserves sont évaluées à 86 000 000 tonnes avec une teneur moyenne de 0,53% de cuivre. Quant au gisement de Blondin, situé à environ 1 km à l'est de Douvray, il s'étend sur une superficie de 22 hectares contenant des réserves de 50 000 000 tonnes à 0,5% de cuivre.

Gisement de cuivre de Vallières

Le gisement de cuivre de la région de Vallières dans le Département du Nord-Est est aussi de type "porphyre cuprifère", il s'étend sur une superficie de 20 hectares avec des réserves estimées à 50 000 000 tonnes à 0,5% de cuivre.

Gisements de cuivre et d'or de Mémé-Casséus

Ce gisement est situé à 16 km au Nord-Ouest des Gonaïves et à 6 km au sud de Terre-Neuve. Les secteurs à indice de cuivre, d'or et d'argent couvrent approximativement une superficie de 27 km². Les réserves du gisement de Mémé ont été estimées par la SEDREN à 3,5 millions de tonnes avec une teneur de 2% de cuivre. 1,5 million de tonnes furent extraites entre 1960 et 1971, il reste dans la mine environ 2 millions de tonnes de minerais à exploiter et des réserves géologiques d'environ 6 millions de tonnes ont été estimées à Casséus.

La Bauxite

De 1944 à 1882 : La Reynolds Haitian Mines Inc. obtient le monopole exclusif de la bauxite et la concession de l'exploitation d'une mine près de Miragoâne (Sud-Ouest d'Haïti). En l'espace d'environ 40 ans, 13,3 millions de tonnes de bauxite partent vers Corpus Christi, au Texas. La bauxite haïtienne représente près du cinquième de toute la bauxite acquise par la Reynolds de 1959 à 1982. La Reynolds a accès à 150,000 hectares de terres. Des milliers de familles sont expropriées. Le gouvernement haïtien

empoche d'abord 90 centimes US, puis US$1,29 par tonne métrique. Quand Haïti forme, avec d'autres pays, l'International Bauxite Association (IBA), en 1974, les redevances montent une fois de plus. Mais, au bout de six ans, la Reynolds se retire après avoir extrait une grande partie de la bauxite, à la recherche de pays moins gourmands en redevances. Durant ses 4 décennies en Haïti, la Reynolds n'a construit que 13 kilomètres de route et embauché environ 300 personnes. (1) Alter Presse (http://www.alterpresse.org/) La sombre histoire d'une Haïti « ouverte aux affaires », 9 juin 2012. Il y a encore beaucoup de bauxite dans la région de Miragoâne à exploiter espérons que la prochaine fois Haïti en tirera meilleure partie.

Le marché de la bauxite est devenu difficile, compte tenu des nombreux gisements actuellement en exploitation dans le monde. Cependant, une campagne de promotion peut permettre de trouver des investisseurs potentiels, étant donné la tradition minière de ce site anciennement exploité par une compagnie de la taille de la Reynolds, la disponibilité des installations et la proximité géographique d'Haïti par rapport au marché nord-américain. En dehors des 2,5 millions tonnes de réserves encore disponibles dans la région de Miragoâne, il existe d'autres gisements de bauxite sur lesquelles des études additionnelles doivent être réalisées :

_ Plateau de Rochelois (Miragoâne) : Six (6) millions de tonnes, 3,4% de silice et 48% d'alumine.
_ Beaumont, entre les Cayes et Jérémie : 1 million de tonnes, 2,4% de silice et 48% d'alumine.
_ Savane Zombi (Thiotte) : 3 millions de tonnes, 25% de silice et 36% d'alumine.
_ Savane Bourrique (Thiotte) : 8 millions de tonnes, 6,8% de silice et 48% d'alumine.
_ Forêt des Pins : 3 millions de tonnes, 25,5% de silice et 32% d'alumine.
_ Fond Dambi (Gonaïves) : 1,5 million de tonnes, 1,36% de silice et 49,3% d'alumine.
_ Goyavier (St Marc) : 3 millions de tonnes, 19% de silice et 33,8% d'alumine.
_ Bombardopolis (Môle St-Nicolas) : 3 millions de tonnes, 21% de silice et 26,3% d'alumine.
_ Mare Rouge (Môle St-Nicolas) : 3 millions de tonnes, 30,7% de silice et 23,2% d'alumine.
_ Cap Rouge (Cayes-Jacmel) : 3 millions de tonnes, 10,7% de silice et 33,4% d'alumine.

Le Pétrole, Les Hydrocarbures et La Lignite

À ce jour, les onze puits pétroliers effectués en Haïti par des compagnies étrangères sont réputés « secs ». Des traces de pétrole et de gaz sont reportées dans certaines sections des logs (ou registres) des sondages disponibles. Il y a lieu de bien préciser ici que ces informations viennent des rapports rédigés par les compagnies qui conduisaient les explorations et rendus disponibles. Elles ne peuvent donc pas être considérées comme des vérités absolues. Au moment de ces travaux, Haïti ne disposait pas de structure compétente de contrôle des travaux effectués sur le terrain et ces informations n'ont pu être confirmées. Par ailleurs, les rapports sur les trois forages pétroliers sur l'Ile de la Gonâve n'ont jamais été rendus disponibles aux autorités haïtiennes. Il y a environ 20 ans, onze (11) blocs d'intérêt pétrolier, c'est-à-dire des zones où il est susceptible de se trouver du pétrole, ont été établis à partir des études menées au Bureau des Mines et de l'Énergie (auparavant le ministère des Mines et des Ressources énergétiques).

(2) Le Nouvelliste 4/4/18 L'exploitation pétrolière a-t-elle commencé en Haïti ?

Un puits de pétrole a été foré sur l'Habitation Caradeux dans la Plaine du Cul-de-sac non loin de l'Aéroport International. Jusqu'à présent la base en béton de la tour de forage (derrick) c'est-à-dire l'échafaudage devant supporter la foreuse peut être vue sur place. Il revenait à l'Agronome Jean David du ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural d'avoir la paternité de la question. Exilé dès les premiers moments du Gouvernement de François Duvalier, Jean David est parti sans laisser les dossiers y relatifs. Sous le Gouvernement de Jean Claude Duvalier, les recherches des nappes d'hydrocarbures ont été confiées à la Crux Limited qui a préféré concentrer ses travaux dans la Baie de Rochelois à la Gonâve où le pétrole a été trouvé. Les premiers jets de l'or noir furent analysés au Laboratoire du Département des Mines. Quelques jours plus trad., la Crux Limited fut dédommagée pour ses travaux de forage et l'ordre lui a été intimé de plier bagage et de laisser le territoire d'Haïti. Qui a donné cet ordre et pourquoi ? Une croyance demeure que Washington considère Haïti comme son « back yard ». Le pétrole étant une ressource naturelle épuisable, il préfère exploiter pour l'instant le pétrole du Moyen-Orient. Le pétrole haïtien fait partie de ses réserves en cas de guerre. La question du pétrole en Haïti doit être élucidée.

D'après le Bureau des Mines et de l'Énergie :

Gisement de lignite de Maïssade

Ce gisement de charbon naturel est localisé à 11 km au Nord-Ouest de Maïssade dans le Département du Centre. Les réserves sont évaluées à 6.2 millions de tonnes à 2050 kcal/kg de pouvoir calorifique pour une superficie de 2.2 km². Ces réserves peuvent être utilisées pour la production de 40 mégawatts d'électricité pendant une période de 13 à 17 ans. Les extensions de ce gisement ne sont pas encore bien connues. Des études en ce sens pourraient être entreprises. D'autre part, il est recommandé d'étudier la faisabilité de la production de ciment à partir du lignite de Maïssade et des matériaux sous-jacents. On peut étudier, de même, la possibilité de fabriquer, à partir du lignite, des briquettes de charbon pour foyers domestiques.

Pétrole (Hydrocarbures)

Les principaux facteurs favorables à l'existence du pétrole en Haïti se résument comme suit :

- La présence d'indices d'huile et de gaz mis en évidence par les divers forages et les travaux géophysiques effectués en plusieurs points du territoire national ;
- La présence de réservoirs localisés dans les niveaux gréseux poreux et les niveaux calcaires récifaux ou de plateforme ;
- La possibilité d'excellentes roches mères dans le crétacé du secteur Sud avec une maturation assurée vers 2750 m de profondeur ;
- La grande épaisseur des sédiments marins en particulier dans le canal de la Gonâve (6 à 7000 m) de profondeur ;
- La présence de quelques pièges structuraux d'importance majeure (Baie de Rochelois, Ile de la Gonâve).

Parmi les zones d'intérêt pétrolier majeur, on peut citer le Bassin de Rochelois et l'Ile de la Gonâve.

Parmi les zones d'intérêt potentiel, citons le Plateau Central, la partie terrestre de la Plaine du Cul-de-Sac et la Grande Cayemite.
L'état actuel des connaissances accumulées sur le potentiel pétrolier haïtien est suffisamment satisfaisant pour attirer des investissements. À cet égard, un fascicule intitulé "Nouvelles Idées sur la Recherche Pétrolière en Haïti" a été publié.

Les Substances Hydrothermales (Source Bureau des mines et de L'Énergie)

Sources chaudes de Los Posos

Les Sources Chaudes de Los Posos sont localisées à 6 km au Sud-Est du Bourg de Cerca-la-Source non loin de la frontière haïtiano-dominicaine. Il s'agit de sept sources plus ou moins alignées sur une distance d'environ 500 m avec des températures d'émergence allant de 31 à 47°C. Ce sont des eaux thermales minéralisées de type chloruré calcosodique. La minéralisation totale est de 1 g/l avec teneur très basse en lithium, bore et strontium. L'arsenic et le césium sont absents, mais la teneur en magnésium est plus élevée que dans les sources froides. Il est recommandé d'utiliser les sources chaudes de Los Posos comme ressources géothermiques basses énergies.

Les Sources de la Plaine du Cul-de-Sac

Il s'agit des Sources Puantes et Balan situées dans la partie Nord de la Plaine du Cul-de-Sac en bordure de la route nationale n° 1. Ces sources sont séparées de la mer par un marais de mangliers. L'eau des sources thermales est un mélange complexe d'eaux météoriques et d'eau de mer qui après infiltration jusqu'à environ 1000 m de profondeur, remonte à la surface avec une température de 30 à 40°C. L'eau de ces sources est de type chloruré sodique avec des teneurs en magnésium plus élevées en profondeur. L'hydrogène sulfuré et le dioxyde de carbone sont prépondérants. Ces eaux sont peu favorables sous l'angle thermique et hydrogéologique, les études doivent être dirigées vers une utilisation à des fins thérapeutiques.

Les sources des Eaux Boynes

Situé à l'ouest de Terre-Neuve et à 30 km au Nord-Ouest des Gonaïves, un groupe de six (6) sources thermales faiblement minéralisées (0.4 g/l) a été inventorié avec un débit total de 80 l/min et une température moyenne de 50°C.
Il n'y a aucune exploitation des ressources hydrothermales à cette date.

Le Marbre (source Bureau des Mines et de l'Énergie BME)

Gisement de calcaire marbrier de Darang

Le gisement de calcaire marbrier de la localité de Darang est situé dans le Département de l'Artibonite à 18 km au Nord-Ouest des Gonaïves dans la commune de Terre-Neuve. C'est un calcaire de couleur beige et crème dont les réserves ont été estimées à 250.000 m^3 de blocs marchands pour une superficie de 2 hectares.

Gisements de calcaire marbrier de Périsse et de Provence

Ils sont localisés à une quinzaine de kilomètres au Sud-Est des Gonaïves. Le gisement de Périsse occupe une superficie de 1,8 ha et offre une variété de couleurs : noir, noir veiné blanc, gris, blanc, blanc rosé, etc. avec des réserves estimées à plus de 200 000 m^3. Celui de Provence occupe une superficie de 2,3 ha, il présente un calcaire brun veiné et gris brun avec des réserves estimées à 350 000 m^3.

Gisement de calcaire marbrier de Ravine-à-Couleuvre

Localisé à 17 km au Sud-Est de la ville des Gonaïves, le gisement de calcaire marbrier de Ravine-à-Couleuvre s'étend sur une superficie de 6 hectares. C'est un calcaire massif de couleur gris beige clair au polissage. Les réserves sont estimées à 90 000 $m^{3.}$

Gisement de calcaire marbrier de Barcadère

Exploité de 1983 à 1986 par l'Industrie Marbrière Haïtienne S.A., ce gisement est localisé à 26 km au Nord-Ouest des Gonaïves, en direction d'Anse Rouge. Ce calcaire de couleur crème et beige occupe une superficie de 1,6 hectares et les réserves sont évaluées à 350 000 m^3. On peut également signaler le calcaire béchique du morne La Pierre, situé entre Gonaïves et Barcadères.

Gisement de granodiorite de Grand-Bassin

Ce gisement est considéré comme du granit industriel, il est situé à 44 km au Sud-Est du Cap-Haïtien, dans le Département du Nord-Est. C'est un gisement de teinte grise à aspect moucheté dont les réserves sont estimées à 6000 m^3 de blocs en surface s'étendant sur une superficie de 4,5 hectares. Des réserves probables globales sont encore estimées à 20 000 m^3 de blocs pour une superficie de 14 hectares.

Gisements de calcaire marbrier de Rampe et de Tombeau Cheval

Ces gisements sont situés dans le Département de la Grande-Anse à 14 km au nord de Camp-Perrin. Celui de la Rampe est un calcaire de couleur crème rosé avec des filons de calcite. Il s'étend sur une superficie de 2 hectares avec des réserves de 160.000 $m^{3.}$ Le gisement de Tombeau Cheval situé à 800 m au nord de la Rampe est de couleur marron à aspect plissé et sillonné de filonnets de calcite, il recèle des réserves de 50 000 m^3 pour une superficie de 0,6 hectare.

Le Carbonate de Calcium. (Source BME)

Gisement de carbonate de calcium pur de Calebassier

C'est un gisement à haut degré de pureté (98% de $CaCO_3$) et à haut degré de blancheur (92%). Il est localisé à 1.8 km au sud de Carrefour Desruisseaux (Miragoâne) dans le Département de Nippes et les réserves ont été estimées à 20.000.000 tonnes pour une superficie de 1.5 km^2. Un autre gisement de Carbonate de Calcium pur a été étudié à Paillant situé à 14 km à l'ouest de Miragoâne. Les réserves ont été évaluées à 140.000.000 tonnes pour une superficie de 1.3 km^2.

Les Agrégats

Traitement d'agrégats locaux pour le marché local de la construction. Exportation de ces agrégats vers le marché caribéen. L'exploitation et l'exportation du carbonate de calcium. Ce marché est très porteur surtout dans la Caraïbe et les pays de la CARICOM, car les iles plus petites n'ont pas la possibilité d'extraire des agrégats de leur sous-sol.

L'Argile

Des dépôts importants d'argile ont été inventoriés sur tout le territoire national et plus particulièrement dans le Plateau Central à Hinche, où ils sont utilisés pour la fabrication des matériaux et des produits utilitaires en terre cuite.

Gisement de Pouzzolane de la Vigie

Ce matériau, utilisé dans la fabrication de ciment est situé à une dizaine de kilomètres au Sud-Ouest de la ville de Saut-d'Eau. Les réserves de la Vigie sont estimées à 3.200.000 m^3 pour une superficie de 0,5 km^2. Un autre gisement a été localisé à "Kay Elie" situé à 7 km au Nord Est de Thomazeau. D'après les tests effectués sur la pouzzolane, elle peut être ajoutée dans une proportion de 20% au mélange clinker-gypse sans aucune modification de la qualité du ciment produit. Beaucoup de matières premières pour ciments (Calcaires et marnes) en quantité suffisante, existent dans tous les départements géographiques d'Haïti.

5.3 Les Énergies Renouvelables

Dans les années 2000, une étude payée par L'Union Européenne a été réalisée par la société française Winergie. Cette étude a révélé le fort potentiel éolien d'Haïti. Les secteurs les plus prometteurs étant dans l'Ouest le lac Azuéi et ses environs, dans le Sud a Plaine des Cayes et dans le Nord d'Ouest la région du Môle Saint-Nicolas et l'Ile de la Tortue. L'étude de Winergie était disponible sur le site internet du Bureau des mines et de L'Énergie. En 2012 cette étude a été retirée du site on se demande pourquoi.

Le Département du Nord d'Ouest a un très grand potentiel pour la production d'énergie solaire à cause de sa très faible pluviosité et un ensoleillement quotidien. Situé à l'abri des Nordés, vents venant du nord d'est qui amène les pluies sur la côte nord d'Haïti, par le Massis du Nord, ce département est balayé pas les Alizées, vents chauds venant du sud, créant un climat sec.
Les études ont été faites, quand verrons-nous en Haïti des éoliennes et des panneaux solaires à grande échelle nous alimenter en énergie. Il me semble que les choix des énergies polluantes et plus couteuses sont privilégiés pour des raisons obscures…

5.4 L'Agriculture

Deux écosystèmes : l'un tropical dans les plaines côtières (25-35^{0}C) et l'autre plus tempéré en montagnes (14-24^{0}C). Les plaines côtières sont favorables au développement de la culture du riz, du maïs et les autres céréales, les cultures maraichères et fruitières : mangues, figues bananes, cacao pour les marchés intérieurs et pour l'exportation. Les montagnes plus tempérées sont favorables aux cultures maraichères comme la pomme de terre, fruitières : pèches, prunes, fraises, et a la culture du café. Certaines régions montagneuses ont encore des forêts de pins, et sont protégées en zone de parc naturel. Le pic la Selle, montagne située dans la chaîne de la Selle, culmine à 2 680 mètres d'altitude, et le pic de Macaya s'élève à 2 347 mètres dans le massif de la Hotte

Les principaux produits agricoles exportés sont : les huiles essentielles, le café, le cacao, les mangues, les figues-bananes et le sisal. Il existe un fort potentiel à développer l'agro-industrie par des partenariats technologiques dans le cadre de la transformation des fruits et légumes, de la production du lait et de ses dérivés, des produits de l'élevage et de la pêche. Avec la CARICOM la conquête du marché caribéen pour les vivres, les tubercules, les fruits et les légumes transformés, le rhum, le Clarin (rhum agricole), est ouverte.

5.5 L'industrie

Haïti a une main-d'œuvre bon marché et très compétitive utilisée dans les industries d'assemblage de vêtements, chaussures et de pièces électroniques pour l'exportation. Dans le cadre des avantages des lois APE, CBI, HOPE, HOPE II et HELP initiées par le "Caribbean Basin Trade Partnership Act (CBTPA)", certains produits assemblés en Haïti peuvent être exportés aux États-Unis sans taxes d'importation.

Le secteur manufacturier léger a un potentiel de création massive d'emplois. Il faudrait consolider les secteurs présents que sont le textile, l'agro-alimentaire, en plus de développer d'autres, reliés aux intrants et services de base pour les secteurs, de la construction et du tourisme. Il faudrait ouvrir des usines de fabrication de fenêtres et portes, de peinture, de meubles de maison, de draperie, d'appareils sanitaires comme les toilettes, lavabos et baignoires, d'articles de services de table comme les couverts, verres et bouteilles, d'articles de maison comme les ventilateurs, etc. Ces nouvelles industries viendraient supporter les grandes initiatives de construction envisagées afin de maximiser les retombées des investissements à l'interne et non simplement favoriser les importations.

En ce sens, l'état central financerait pour et avec les autorités des collectivités territoriales des petits parcs industriels régionaux et des mini-parcs locaux de fabrication artisanale de produits. Les autorités encourageraient une certaine forme de spécialisation régionale pour permettre aux entreprises

d'atteindre une économie d'échelle et de s'accroitre. En plus du financement public, des investissements de succursales d'entreprises étrangères, les investissements privés venant de la diaspora seront spécifiquement courtisés. Le coût de cette initiative pour l'état central serait de quarante millions US investis sur deux ans pour bâtir les parcs et infrastructures connexes requis. Les couts de $40 millions sont inclus dans le tableau Agriculture durable & économie productive de la page 42 rubrique Industrie légère.

5.6 L'Artisanat

Haïti a une vaste production artisanale, due à sa main-d'œuvre créatrice et innovatrice, exportée et reconnue hors de ses frontières.

5.7 Les Technologies de l'Information et de la Communication

Les centres d'appels associés à une main-d'œuvre qualifiée, à bon marché, pour les pays francophones.

5.8 Les BTP

Développement de zones franches industrielles et commerciales, développement de logements sociaux et autres développements immobiliers, constructions d'infrastructure portuaires, aéroportuaires et de routes, la restauration et la valorisation du patrimoine culturel : fortifications, monuments et villes historiques.

*5.9 Le Secteur Bancaire et les Assurance*s

Haïti a un secteur bancaire et d'assurance très profitable et en plein essor. Les règlementations très strictes de La Banque Centrale de la République D'Haïti assurent la grande stabilité et la fiabilité du système bancaire.

5.10 La Distribution

Une multitude de PME se partagent la vente en gros et en détail et la distribution des tous les produits consommables. Haïti importe tous les produits de consommation et matières premières non fabriqués dans le pays. Les hôtels de luxe, les boutiques de luxe, les supermarchés et les grandes quincailleries en libre-service et n'ont rien à envier à leurs congénères à l'étranger.

On devrait noter l'absence de grands groupes français du tourisme : Accord, Club Med, Pierre et Vacances, etc. présents en République Dominicaine notamment à Punta Cana. Les géants du tourisme américains sont également absents : Hayat Hilton, Sheraton, tous présents en République Dominicaine.
Les géants de la Grande Distribution Mondiale : Carrefour et Ikea, sont déjà présents chez notre voisin dominicain.

5.11 La Pêche

Le secteur de la pêche rapporte environ $9 millions par an à l'exportation, tandis que le pays doit dépenser près de $45 millions pour importer du poisson afin de couvrir la demande locale. Ce secteur doit être développé et favorisé.

La Pêche des bébés anguille pour l'exportation représente un secteur d'exportation lucratif mais extrêmement opaque et controversé. La valeur des exportations de bébés d'anguille**s** pour l'exercice 2022-2023 : 173,506 tonnes pour environ $13 millions, en hausse par rapport à l'exercice précédent ($9 millions pour 145,093 tonnes), selon l'Administration générale des douanes (AGD). (Haiti Climat). En 2025, marché a connu de fortes tensions, notamment avec une baisse brutale des prix d'achat locaux de plus de 85 % (tombant de $5 760 à $760 le kilo) menant à des mouvements de colère des pêcheurs haïtiens. Le prix à l'exportation des civelles peut osciller entre $700 et $5 000 CIF le kg. Les bébés anguilles pêchées dans les rivières haïtiennes sont exportées principalement vers l'Asie (notamment le marché japonais via Hong Kong) pour être engraissées en fermes. Des acteurs locaux et des rapports pointent l'emprise quasi monopolistique de cartels ou de groupements d'exportateurs (comme l'ANAPRA) sur la filière. L'espèce subit une pression environnementale majeure (surpêche des civelles, pollution, déforestation), poussant certains experts à réclamer une régulation stricte ou l'interdiction de l'exploitation des civelles. (Haïti Climat)

Nous ne suggérons pas des calculs de coûts pour la rubrique 5 des ressources naturelles exploitables qui s'autofinance par les revenus générés. Les composants de cette rubrique amènent des revenus à l'État et leurs dépenses d'exploitations ne peuvent faire partie de coûts supplémentaires à la charge de l'État.

Conclusion

Tableau global consolidé version réaliste (30 ans)

Liberté + Égalité + Fraternité + Environnement

Rubrique	Composantes principales	Couts en Infrastructure en million	Couts/an en Million fourchette basse	Couts/an en Million fourchette haute	Couts 30 ans en million fourchette basse	Couts 30 ans en Million fourchette haute
1. LIBERTÉ	Routes, aéroports, ports, Tramway & bus	**$ 2 619**	**$ 140**	**$ 140**	**$ 4 200**	**$ 4 200**
2. ÉGALITÉ	Police, armée, justice	**$ 789**			**$ 18 000**	**$ 18 000**
	Institutions & anticorruption		**$ 1 217**	**$ 3 862**	**$ 36 000**	**$ 115 084**
3. FRATERNITÉ	Santé, éducation, logements, marchés, sports, arts, agriculture	**$ 17 654**	**$ 1 720**	**$ 4 046**	**$ 53 095**	**$ 121 395**
4. ENVIRONNEMENT	Transition énergétique, reboisement, énergie solaire, urbanisme, normes, résilience assainissement	**$ 13 300**	**$ 59**	**$ 59**	**$ 1 770**	**$ 1 770**
TOTAL GLOBAL		**$ 34 362**	**$ 3 136**	**$ 8 107**	**$ 113 065**	**$ 260 449**

Fraternité devient la rubrique dominante. Elle représente désormais **50 % à 54 %** du coût total du plan, ce qui est normal : les pays en reconstruction investissent massivement dans la santé, l'éducation, l'agriculture, la formation, le logement.

Haiti fait face à des défis complexes et multidimensionnels en matière d'environnement, de gouvernance, ainsi que de progrès social et économique, qui entravent son développement. Malgré les similitudes de tout ordre avec les autres pays de la région des Caraïbes, de manière persistante, le pays n'arrive pas à suivre la tendance régionale. En réponse à ces défis, beaucoup de documents d'analyses,

de stratégies, de planification et de propositions ont été produits à travers les années, sans grand impact sur la situation.

De nombreuses études ont été réalisées par des organisations internationales sur le fonctionnement de l'état haïtien afin d'analyser les capacités institutionnelles de coordination du centre de gouvernement haïtien, notamment la définition et la mise en œuvre de politiques multidimensionnelles, la planification stratégique et la prise de décision. On y dénote à divers niveaux une faiblesse structurelle des systèmes de gouvernance publique.

C'est dans ce contexte que l'OCDE comme organisation internationale a collaboré avec l'administration haïtienne entre 2019 et 2021 en réalisant un Examen de la gouvernance publique, qui visait à présenter un panorama complet de la gouvernance publique en Haiti. L'examen publié en 2021 s'est articulé autour des enjeux de gouvernance publique identifiés en collaboration avec le gouvernement et s'est accompagné de recommandations destinées à aider le pays à atteindre ses objectifs prioritaires de réforme. Ancré dans une volonté de continuité et de cohérence avec les initiatives existantes, il a représenté ainsi une occasion exceptionnelle de consolider les réformes passées et de proposer de nouvelles initiatives, pouvant permettre à Haiti de réaliser sa vision stratégique à long terme de promouvoir une croissance économique inclusive et durable pour tous ses citoyens. Les recommandations proposées par l'OCDE visaient également à fournir au gouvernement des orientations et des outils analytiques pour la sélection, la coordination et l'évaluation des projets proposés pour un soutien international. Plus récemment la Banque Mondiale a aussi publié en 2023 et 2025 plusieurs études et documents de référence sur la situation du pays. Les mêmes constats ont été faits et des solutions similaires recommandées, reconnaissant l'existence de plusieurs plans crédibles impliquant l'International.

Face à ce constat, il semble opportun pour les Haïtiens de continuer l'exercice de réflexion interne. Le groupe du Manifeste Appel du Lambi s'engage dans cette démarche et veut proposer des réformes ambitieuses à travers un plan détaillé en matière de développement social et économique, de vision de gouvernance publique et d'approche d'exécution. Les objectifs de ces réformes sont de sortir le pays de son bourbier permanent, de lui permettre d'atteindre le niveau des autres pays de la Caraïbe, de le rapprocher du statut d'économie émergente, de renforcer l'État de droit et de bâtir une société plus inclusive et cohésive.

Les mesures proposées sont adaptées à la réalité haïtienne et présentent une feuille de route qui peut changer la direction du pays pour l'éloigner du chaos, de l'anarchie et du système de corruption endémique qui en sont maintenant la marque et le modus operandi.

Ce document, Le Manifeste l'Appel du Lambi de la Reconstruction, est inspiré par la réflexion de plusieurs professionnels haïtiens. Ce programme haïtien de reconstruction économique coordonnée et de transformation structurelle est inspiré et validé à partir de plusieurs sources, dont les thèses de certains auteurs du document, un document de travail de référence appliquant le cadre d'analyse entrées-sorties dynamique de Leontief, les révisions analytiques de contributeurs et de collaborateurs, ainsi que la lecture critique de plusieurs membres du collectif.

En ce sens, le Manifeste l'Appel du Lambi de la Reconstruction propose une planification des investissements et une projection des dépenses cumulées sur trente ans, identifiant un besoin de financement total de l'ordre de **$34 362 M en infrastructures ou dépenses non récurrentes, plus $3 136 M à $8 107 M en dépenses annuelles.** Ceci donne **un total de $113 065 M à $260 449 M** pour la durée du plan. Le financement des investissements requis quantifiés avec les cibles d'actions identifiées, sera réparti par ordre d'importance entre la mobilisation des recettes intérieures, les obligations de la diaspora, les prêts concessionnels multilatéraux, les investissements directs étrangers,

les revenus des ressources naturelles exploitables, les dons bilatéraux et les capitaux philanthropiques. Il ne s'agit pas ici de juste mettre de l'argent dans un engrenage d'incompétence, de mauvaise foi, d'absence de vision à l'intérieur duquel le plan réel sous-jacent à l'action de l'état demeure le maintien du statu quo. Pour changer Haiti, il faut renoncer à l'approche sous toutes ses facettes de la pensée et de la structure de gouvernance présente qui président au destin du pays les sept dernières décennies. Les mêmes causes auront toujours les mêmes effets. Haiti n'a pas échappé et n'échappera pas à cette règle universelle.

ANNEXE

JUSTIFICATION MACROÉCONOMIQUE
MANIFESTE L'APPEL DU LAMBI DE LA RECONSTRUCTION 2026

1. Base macroéconomique : PIB d'Haïti et projection sur 30 ans

PIB nominal actuel (FMI 2026)

- PIB 2026 : $**39,18 milliards**

Hypothèse de croissance réaliste : 6 % par an

Trajectoire observée dans les pays post-crise ayant réussi leur reconstruction :

- Rwanda
- Vietnam
- Salvador

PIB projeté en 2056

$$PIB_{2056} = 39{,}18 \times (1,06)^{30} \approx \$225 \text{ milliards}$$

PIB moyen sur 30 ans

$$PIB_{\text{moyen}} = \frac{39{,}18 + 225}{2} \approx \$132 \text{ milliards}$$

2. Enveloppe du Manifeste

Les nouvelles valeurs des rubriques donnent :

Total global du Manifeste

$$\$113 \text{ milliards à } \$260 \text{ milliards}$$

Dépense annuelle moyenne

$$\frac{113}{30} = \$3{,}77 \text{ milliards/an}$$

$$\frac{260}{30} = \$8{,}67 \text{ milliards/an}$$

Dépense annuelle moyenne : $4,30 à $8,67 milliards/an

3. Justification par le % du PIB

Ratio d'investissement annuel

$$\frac{3{,}77}{132} = 3\%$$

$$\frac{8{,}67}{132} = 7\%$$

Le plan représente désormais 3 % à 7 % du PIB annuel moyen.

4. Comparaison internationale

Rwanda (post-1994)
Investissement public : **7 % du PIB/an** → Croissance 7–8 %, transformation agricole et industrielle.
Vietnam (Đổi Mới)
Investissement public + privé : **6–8 % du PIB/an** → Industrialisation rapide, réduction massive de la pauvreté.
Salvador (post-guerre civile)
Investissement reconstruction : **4–6 % du PIB/an** → Stabilisation macroéconomique, infrastructures modernisées.
République Dominicaine (1990–2020)
Infrastructures + tourisme : **5–7 % du PIB/an** → Croissance soutenue, montée en gamme industrielle.

MANIFESTS THE CALL OF THE CONCH OF RECONSTRUCTION



LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY
STRENGTH IN NUMBERS

To serve your country and not to use your country

AUTHORS' NAMES:

Co-authors: Patrick Prézeau Stephenson, Gregory Sicard, Drelin Laguerre.

Contributors: Eveline Pressoir & Raymond Kernizan.

COLLABORATORS:

Harry Loiseau, Serge H. Moise, Ruolz Ariste, Jacques François Pauyo, Maria Dehoux, Raymond Lerebours, Ginette Cherubin, Fitzgérald Jean, Ashley Laraque, Johanne Dufort, Henry Christian Louis, Mirlande Buttler, Jean-Pierre Bailly, Georges Celcis.

Copyright © 2023 The Collectif Appel du Lambi
All rights reserved ISBN: 9798175002332

French Version Page 3

English Version Page 69

ACKNOWLEDGEMENTS

We would like to express our deep gratitude to the exceptional collaborators of the Collective who have contributed invaluable to the realization of this Reconstruction Manifesto. We also thank the members of the Collective for their support and involvement in the analysis, revision and adoption of this manifesto.

Introduction-Preamble

The conch — the sea conch whose sound brought together the insurgents of Bois-Caïman in 1791 — is not a simple symbol. It is the call of the people to themselves. In 1804, Haiti became the first anti-slavery republic in the world. This Manifesto calls Haiti to a second founding act: no longer the conquest of freedom by arms, but the reconstruction of the nation through organization, work and union.

The Manifesto the Call of the Conch of Reconstruction follows on from the Manifesto of the Call of the Conch and is complementary. It retains the political soul of *the Manifesto The Call of Conch* — its principles, its voice, its demands for sovereignty — while integrating the technical, costed, planned, explicit framework: how much, when and how.

This last manifesto is a reconstruction and development plan for Haiti. No date or deadline will be mentioned, as it can be achieved in a shorter or longer time depending on the capital allocated by the Haitian state, international investors and donors. The budget scenarios present approximate amounts, found in our research, that we try to bring closer to the reality of costs in Haiti or similar countries with labor costs close to ours. **All costs are in US dollars**. **"M" means costs are in millions of US$ (US dollars).** The program is based on our national motto as well as in the Manifesto The Call of the Conch: Liberty, Equality, Fraternity, with the addition of the two sections: Environment and Exploitable Natural Resources. We have added this last section to show where the money needed for these infrastructures and programs could come from.

The aim is to show what it would cost to live in a Haiti where it would be good to live, on the path of reconstruction, progress and economic development. This program is aimed at all Haitians and foreigners wishing to invest in Haiti, international institutions, donors, large international groups, NGOs and foreign governments ready to invest and commit to the development of Haiti. We are tired of seeing political parties and candidates for elected office without programs, without plans and without explanations on how they intend to move the country forward and finance its needs in infrastructure and social programs. We are also tired of seeing that the country is waiting for donations without explicitly formulating to donors and investors the country's needs.

• **Fundamental principles: LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY.** The manifesto defends the fundamental principles of liberty, equality and fraternity, thus basing its proposals on these essential values.

• **FREEDOM.** The manifesto advocates for all freedoms guaranteed by the constitution, particularly those protecting the rule of law: freedom of movement, freedom of expression, collective freedom through national independence, freedom of the right to security of persons and communities, freedom

of governance of local authorities through their constitutional autonomy, emphasizing the autonomy of the country against foreign influences and the promotion of human rights.

• **EQUALITY.** It proposes political and legislative reforms to strengthen democratic institutions, guarantee security and the rule of law, fight corruption and promote equity, thus facilitating social equality. Integrity remains the backbone of this manifesto, which emphasizes transparency and anti-corruption reforms that will enable the effective implementation of the detailed project and program.

• **FRATERNITY (Social Programs, Economic and Social Development).** It proposes economic policies to stimulate growth, improve education and health, promote sustainable agriculture, and foster international cooperation for sustainable development.

• **ENVIRONMENT.** It highlights initiatives to preserve the environment, promote clean energy, manage natural resources and decentralize for sustainable development.

• **EXPLOITABLE NATURAL RESOURCES.** This section includes all the resources that can be exploited to finance the reconstruction program developed in the other sections Liberty, Equality, Fraternity and Environment.

• **Conclusion.** The manifesto concludes by reaffirming the collective's commitment to a prosperous, equitable, and stable Haiti. It calls for national unity, citizen mobilization, collective cohesion, and group action to achieve this shared vision. The manifesto represents a call to action for all Haitians, aimed at attacking our structural wanderings in order to build a better future for current and future generations.

TABLE OF CONTENTS

1. FREEDOM.....P 80

2. EQUALITY.....P 90

3. FRATERNITY (Social Programs, Economic and Social Development).....P 98

4. ENVIRONMENT.....P 119

5. EXPLOITABLE NATURAL RESOURCES.....P 124

CONCLUSION.....P 135

Presentation of the collective and its members



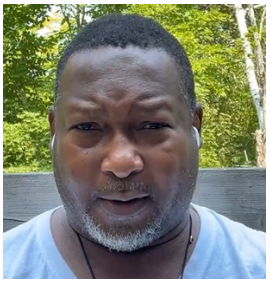
Patrick Prézeau Stephenson, M.S.

Author, scientist



Gregory Sicard

Entrepreneur, MBA, Author



Jacques François Pauyo

Security expert, ex-candidate



Ruolz Ariste, PhD

Economist, researcher



Serge H. Moïse

Lawyer



Maria Dehoux

Activist, evangelist



Harry Loiseau, M.Sc.

Economist



Drelin Laguerre

Engineer, Author



Raymond F. Lerebours

Entrepreneur, community leader



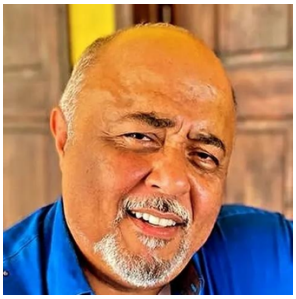
Johanne Dufort

Audit and Economics Consultant



Ashley Laraque

Military (Retired), Security Expert



Jean-Pierre Bailly

Entrepreneur, political analyst, engaged citizen



Ginette Chérubin

Architect, author, former electoral council representative



Henry Christian Louis

M.S. Agricultural Economist, Entrepreneur



Georges Celcis

Engineer, entrepreneur, author



Fitzgerald Jean

Electoral expert



Dr. Mirlande Butler

Singer, educator, human rights defender

Savannah Savary



Eveline Pressoir
Clinical Psychologist, Advisor and Head of programs for UNICEF in Haiti and West and Central Africa.



Raymond Kernizan,
MS Operations Research and IT. Earning Consultant of international productivity. Former senior officer of the ministries of Planification and Social Affairs in Haiti.

1. FREEDOM

1.1 Freedom of movement, roads, airports, ports and tramway and bus infrastructures

The free movement of people and goods is the first of the economic freedoms.
Freedom opens the paths. Without roads, without ports, without modern airports, without a free press, without customs sovereignty, there is no national market, no autonomous regional development, no national dignity.

The following infrastructures are important to ensure the free movement of people and goods, to promote and develop tourism, to reduce transport costs and therefore of products, and to develop areas that were previously inaccessible.

1.1.1 Ouanaminthe → Pédernales coastal road (≈,700 km)

A coastal road from Ouanaminthe to Pédernales. The existing segments are to be maintained or repaired if necessary between Ouanaminthe and Cap Haitian, Gonaïves to Miragoâne and Port-Salut to Aquin.
The 67 km section of the National Road #6 between Ouanaminthe and the Cap is to be maintained with improvements at the entrances to the two cities to avoid traffic jams. The 137 km section between the Cap and Mole-St-Nicolas is to be built. The 105 km section between Mole St-Nicolas and Gonaïves is to be built. The 150 km section of the National Road #1 between Gonaïves and Port-au-Prince is to be maintained with improvements consisting of introducing one-way lanes and bypassing city centers at the two entrances to the respective cities on the route. The 90 km section between Port-au-Prince and Miragoâne is to be maintained with the addition of a parallel lane at Carrefour. The 130 km section between Miragoâne and Jérémie passing through Anse-à-Veau and Corail is to be built in a hilly area requiring several hydraulic structures. The coastal section between 150 km between Jérémie and Port-Salut passing through Abricots, Dame-Marie, Les Anglais is to be built. The 120 km section of the National Road #2 between Port-Salut and Miragoâne is to be maintained with improvements at the entrances to the towns. The 215 km section of road #208 between Aquin and Pédernales passing through Côte-de-Fer, Jacmel, and Belle-Anse, is to be built. Number of Kms of new roads to be built with an average of **$1.2 million/km: 737 kms. Costs: $884.4 million.** Number of kilometers of roads to be maintained and rehabilitated with an average of **$400,000/km: 337 km. Costs: $135 million.** The expert engineer suggests a higher cost per kilometer of construction for a secondary road on rough terrain compared to the costs of a rather straight highway on mostly flat terrain, as we will see more in paragraph 1.1.2.

Coastal Roads

Element	Linear	Costs
Existing segments to be rehabilitated $400,000/km	≈ 337 km	$135 M*
New Coastal Segments $1.2 M/km	≈ 737 km	$884 M*
Total	**≈ 1074 km**	**$1019 M***

*** "M" means costs are in millions of US$ (US dollar)**

1.1.2 2×2-lane Port-au-Prince → Cap-Haitien Highway via Plateau Central (≈ 175 km)

This highway reduces travel times and ensures a fast connection from Cap Haitien to Port-au-Prince in 2 hours and 30 minutes. Thanks to this highway, ports and airports can be complementary and substituted in the event of an earthquake or blockage. This route directly serves about 5 million inhabitants. Number of kilometers of roads to be built with an average of **$ 850,000/km: 175 km, costs: $148.75 million.** The amount of $850,000/km is based on the International Road Federation (IRF). Reference: *Road Expenditures and Revenues – IRF World Road Statistics 2025*. International Road Federation, 2025. World Bank: *Road Cost Knowledge System (ROCKS) Updated Manual*. Washington, DC: World Bank, 2018.

Cost/km	Total
$850,000	**$ 148 M**



These two important roads constitute the road backbone. Other roads will have to be repaired or paved to ensure a finer network of road networks.

1.1.3 Three International Airports

Given its triangular shape and the current occupation of its territory, Haiti needs 3 modern international airports. Apart from the one in Port-au-Prince, the country needs 2 other airports to open up its northern and southern regions respectively, ensure their autonomous development and prosperity. The latter would also serve as an alternative to the one in Port-au-Prince in the event of an earthquake or decommissioning.

Port-au-Prince Airport: New modern terminal building with 10 planes connected directly to the terminal and 10 additional parking spaces without connection to the terminal. An access strip must be built parallel to the take-off and landing runway for more fluidity and speed of ground movements. **Cost of construction: $100 million.**

Cap-Haitien Airport: New modern terminal building with 5 aircraft connected directly to the terminal and 5 additional parking spaces without connection to the terminal. An access strip must be built parallel to the take-off and landing runway for more fluidity and speed of ground movements and to extend the runway. **Cost of construction: $85 million.**

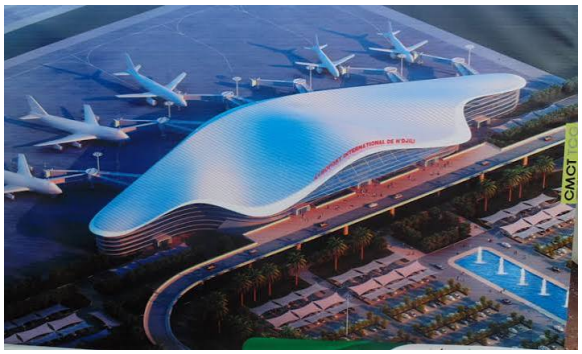
Les Cayes Airport: New modern terminal building with 5 planes connected directly to the terminal and 5 additional parking spaces without connection to the terminal. An access strip must be built parallel to the take-off and landing runway for more fluidity and speed of ground movements and to extend the runway. **Cost: $60 million.**

The suggested amounts come from studies by SCMO, "*Infrastructure Costs" In Transportation and the Belt and Road Initiative*. SCMO consulted 2025.We also consulted data from the International Monetary Fund (IMF): *World Economic Outlook Database*. Washington, DC. IMF for 2026.

Airport	Specifications	Approximate Cost Terminals
Port-au-Prince	10 doors + 10 remote extensions	$100 M
Cap-Haitien	5 doors + 5 remote stations + Airstrip extension	$85 M
Les Cayes	5 doors + 5 remote stations airstrip extension	$60 M
Total		**$245 M**



Martinique Airport 6 doors cost $150 M
Terminal building only



AI Terminal only 5 doors about $30 to $90M

The small regional airports of Port de Paix, Gonaïves, Hinche, Jacmel and Jérémie will have to be repaired and the terminals modernized to ensure domestic connections and direct traffic to the 3 international hubs.

1.1.4 Maintenance (ongoing budget obligation)

The maintenance of road, airport and port infrastructure must be included in the national annual budget to prevent this infrastructure from falling into disuse, disappearing over time and being forced to be rebuilt, as was the case with the Port-au-Prince Cap road paved in the 1950s, redone in the 1980s and again in part in the 2000s, and the section from Gonaïves to Cape Haitian must be completely redone. Annual budget allocated to the maintenance of national roads and airports: Average cost of road maintenance per two-lane kilometer : $200,000. Annual budget allocated to the maintenance of the planned 700 km of national roads and airports: US$140 million. This amount is in addition to investments.

Yearly $140 M

1.1.5 Mandatory laws and environmental protections regulations to accompany road infrastructure.

The implementation of road infrastructure, especially the coastal road, must be accompanied by a policy and laws to protect the environment and reduce the use of charcoal in an anarchic and unregulated way. Environmental protection is an existential issue for our country. When we see twenty trucks loaded with coal every day, leaving the last remaining forested regions of the country to transport charcoal to Port-au-Prince, we understand the extent of the problem and the stakes. The coal sector will need to be supervised: regulation, production and reforestation. The coal industry

represents 15 million USD per year and provides a living for thousands of families. A total ban, without supervision, would create an economic shock. The law must therefore:

· strictly regulate the cutting of trees;
· promote the production of timber in dedicated plantations;
· integrate the sector into a national productive reforestation program;
· Supporting workers in a transition to sustainable activities.

This approach makes it possible to formalize the sector, protect household incomes and reduce pressure on natural forests.

Of course, this same law will have to offer a substitute for this fuel. Propane gas, stoves and ovens will have to be exempt from taxes to make them accessible to the entire population. The state will have to subsidize the acquisition of propane gas stoves for the poorest on a large scale.

A Responsible Development Policy is essential.

This section demonstrates a fundamental principle: any development policy must be accompanied by protective policies and laws to avoid the disastrous consequences of unregulated growth.

Road infrastructure, ports, highways, logistics corridors mechanically increase the mobility of goods, including illegal products such as coal. Without a legal framework, these roads become vectors of accelerated deforestation. The proposed environmental law therefore acts as a-structural bumper ensuring that the investments of the Manifesto the Call of the Conch do not destroy the natural resources that condition the survival of the country.

The CARE Haiti report on the subject "Charcoal: Myths and Realities", by Jean André Victor, a consultant at UNDP, could help develop a policy in this regard. Jean-André Victor, *Charcoal: Myths and Realities*, CARE Haiti / UNDP, Port-au-Prince, 2017.

Anti-coal law and transition to propane

Stove/oven subsidy & exemption from import taxes	$300 M

1.1.6 Three major regional ports.



STS cranes and super container carriers

Existing port infrastructure has been limited since the 2010 earthquake and the destruction of the port of Port-au-Prince and its giant crane to unload "super container carrier" ships without a crane on board. The speed of loading and unloading is essential in ports to reduce costs and allow ships to make their stops in a minimum time and continue their journey. Lost time causes enormous costs. It would be necessary to have 3 major ports, in regional centers with an international vocation, with giant cranes to receive the "Super Container Carriers". For example, the current ports of Port-au-Prince, Port-au-Prince Terminal, Lafiteau and Drouillard, as well as those of Saint-Marc, Port de Paix, Cap-Haitien, Miragoâne, Jérémie, Saint-Louis du Sud and Jacmel do not have cranes. Only smaller vessels equipped with cranes can serve them. In addition, they can only receive one or two boats at the landing at a time.
The terminals of the regional centers ports of Port-au-Prince for the West, Cap-Haitien for the North and Saint Louis du Sud for the South, should be rebuilt with public-private partnerships, in order to have in each of these ports a crane with simultaneous access to the docks of 5 boats in Port-au-Prince and 3 boats in Cap Haitian and Saint-Louis du Sud respectively.

Three giant crane port terminals (STS, PPP)

Port	**Capacity**	**Approximate costs**
Port-au-Prince	1 STS crane + 5 stations	$500 M
Cap-Haitien	1 STS crane + 3 stations	$200 M
St. Louis of the South	1 STS crane + 3 stations	$200 M
Total		**$900 M**

These costs come from research into port infrastructure costs and are consistent with the IRF/ROCKS standards for roads and port terminals. (Sources: IRF, ROCKS, UNCTAD Port Modernization Benchmarks)

The secondary ports: Port-de-Paix, Gonaïves, Saint Marc, Miragoâne, Jérémie, Les Cayes and Jacmel, while remaining open to foreign trade, will have to be repaired and secure customs infrastructures built.

The State must promote the development of private cabotage services, with barges for goods and fast boats for passages, between all the ports of the Republic

1.1.7 Tramway and metro bus concept in the Port-au-Prince area

🚦 Structuring axis: North-South tramway Fontamara crossroads → St Joseph Portal: 7.5km, on the former route of the HASCO train.
This axis follows the main corridors:

- Carrefour / Bizoton / Fontamara (Nationale No. 2)
- Martissant / Bolosse / Boulevard Harry Truman (waterfront)
- Downtown / Rue du Quai / Boulevard JeanJacques Dessalines (Grand-rue)/ Portail St. Joseph

Function: metropolitan backbone linking residential, economic, administrative and industrial centers.
Average international cost: 30 M USD/km, or **for 7.5 km a total of: $225 M.**
Costs are based on typical international benchmarks for countries with complex urban infrastructure.

🚌 2. Three West–East bus lines

Line A: Portail St. Joseph → Petion-Ville via Delmas: 5 km
Role: serving Delmas, industrial zone and port.

Line B: Canapé-Vert → Petion-Ville: 4 km
Role: major cross-cutting link between dense neighborhoods and employment areas.

Line C: City center→ Bourdon → PétionVille 8km
Role: to connect PétionVille and the residential areas to the center.

Line D: Delmas interchange → Tabarre → Frère → Pétion Airport → Pétion: 20.5 km.

A combination of the solar-powered bus and gasoline bus will be considered. Estimated budget for buses for a total of 20.5 km, average international cost: **$4 M/km or for 20.5 km $82 M**

Estimated overall budget for Tramway and Bus:

$225 M + $82 = $307 M

source: UITP Urban Rail Cost Index and World Bank Urban Transport Toolkit.



Tramway.





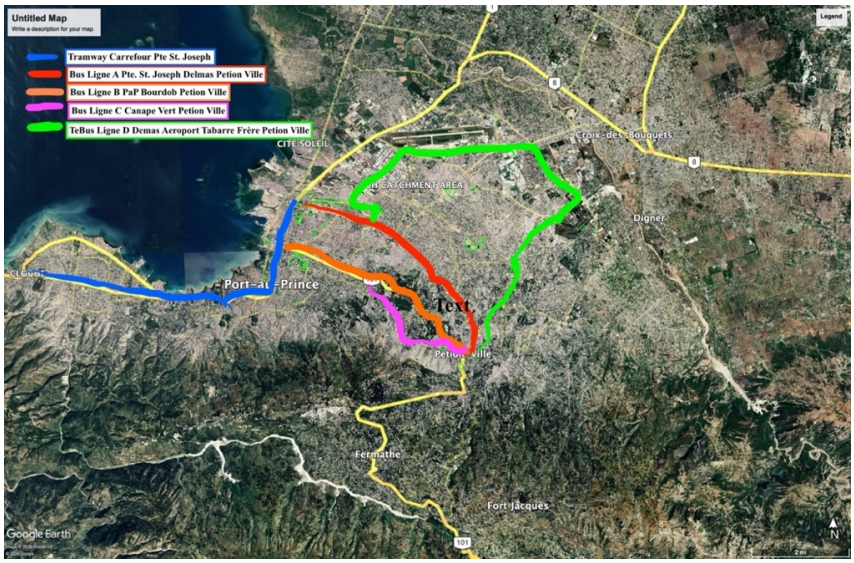
Bus or tram shelter with solar panels for charging the bus.



Solar-powered bus



6 solar buses at their charging station



PaP area, Tram line in blue, bus lines in red, orange, pink and green

Summary of Actual Costs Heading 1

Component	Approximate costs	Approximate costs
Coastal Highway	**$1,019 M**	
PaP–Cape Town Highway	**$ 148 M**	
3 airports	**$245 M**	
3 ports	**$900 M**	
Tram and bus	**$307 M**	
Interview		**$140 million/year or $4,200 million over 30 years**
TOTAL	**$2,619 M**	

1.2 Freedom of the Press

Laws restricting the freedoms guaranteed by the 1987 Constitution by transitional governments must be reviewed by a legitimate and elected parliament, supported by groups of experts in the respective fields of application. In this sense, articles of laws aimed at regulating freedom of the press, which violate or render ineffective the principle of freedom of the press, must be adjusted to make the laws constitutional.

1.3 Accountability

The government must commit to transparency of accounts that periodically report in the media on the taxes collected, such as the tax on education (US$1.50 levied on all transfers from the diaspora and abroad). This tax, which must be used for education, must be ratified by a legitimate parliament. The amounts collected must be the subject of an annual report on its allocation to avoid embezzlement and appropriation by governments. The same must be true for taxes on telecommunications.

1.4 Restoration of national sovereignty

Laws prohibiting the use of donations or contributions from foreign countries to finance elections and ensure the security of the territory and its citizens must be drafted and passed. There can be no sovereignty without control of elections and territorial security.

A reform of customs to ensure the collection of import-export taxes is essential to ensure state revenues and reduce dependence on foreign financing. It will be necessary to avoid the sponsorship of customs directors subject to the president and liable to those who financed his campaign and helped him come to power.

1.5 Promotion of Human Rights and Democratic Values

Haiti must fully play its role as a beacon of freedom in the world as the first country that fought for its independence by refusing the re-establishment of slavery by Napoleon Bonaparte's France. Haiti became the world's first anti-slavery republic in 1804 by proclaiming its independence. International politics must take this unique role into account and play it fully. Subsequently, Alexandre Pétion, President of Haiti (1807-1818) invented Pan-Americanism by helping Simon Bolivar in his struggle for the independence of many South American countries and Xavier Mina in his fight for the independence of Mexico.[14] International politics must also assume this role with dignity and pride. A reform of the Ministry of Foreign Affairs is necessary to carry out this policy and develop the necessary efficiency at the level of our embassies. Competence, integrity and respectability must be at the heart of the representation and promotion of a positive image of the country abroad. Chargés d'affaires must be automatically recalled to the country at the end of their services and cannot keep their diplomatic privileges by squatting in the countries where they have been in office.

Headings 1.2 to 1.5 do not have any significant additional cost impacts.

[14] Freemasonry from Saint-Domingue to Haiti, Gregory Sicard, 2025 IGO France.

2. EQUALITY

Institutions, Security, Rule of Law, Integrity

There is no equality where some live under the protection of the law and others under the law of gangs.

Security is the first of all equality. It is based on three inseparable pillars — Police, Army, Justice — complemented by institutional reforms.

Haiti's homicide rate in 2010 at approximately seven (6.89) murders per hundred thousand (100,000) inhabitants, was among the lowest in the Caribbean and even in the world. In comparison, the Dominican Republic's was six (6) times greater, at thirty-two (32) murders per hundred thousand (100,000) inhabitants. In 2025, the homicide rate in Haiti was 68 murders per hundred thousand (100,000) inhabitants, by far one of the highest in the Americas and the world. [15]

The number of police officers in relation to the population is very low, thirteen thousand (13,000) police officers per eleven (11) million inhabitants in 2015 or 2025, i.e. a ratio of 1.18 police officers per thousand inhabitants. Jamaica has a ratio of 2.57 police officers per thousand inhabitants, Colombia 2.12 and Chile 1.85. The world average is about 3 police officers per 1,000 inhabitants. To compensate for this structural security deficit, we propose to urgently double this ratio to 2.36 police officers per thousand inhabitants, for a total of 28,000 police officers[16]. According to the expert Asley Laraque, considering the formula of 1 police officer for 250 inhabitants, taking into account a population of 12 million, it would be necessary to provide 48,000 police officers, plus administrative staff and general services of 13,000, for a total of 61,000 police officers. The Dominican Republic currently has 32,000 police officers for a population similar to ours. The ideal would be to eventually reach 61,000 police officers, but for the time being we retain a force of 28,000 police officers.

[15] https://data.worldbank.org/indicator/VC.IHR.PSRC.P5?locations=HT
[16] Drelin Laguerre, The Haitian Dilemma, Imprimerie de feuilles en feuilles, Montréal, 2018

*2.1 National Police (28,000 police officers) Costs over 30 years**

***30-year costs are calculated in current dollars with a margin for inflation.**

Position	Approximate costs
Recruitment + Training	$116 million/year or $3,500 million over 30 years
Equipment, vehicles, communications	$67 million/year or $2,000 million over 30 years
Police stations and infrastructure	$50 million/year or $1,500 million over 30 years
Recurring OPEX (30 years)**	$133 million/year or $4,000 million over 30 years
TOTAL Police	**$366 million/year or $11,000 million over 30 years**

The annual budget of the Haitian National Police is 46.3 billion gourdes in the 2025-2026 amending budget (BRH), or $357 million. It should be doubled to allow for the additional costs mentioned in the table above. Figures based on international standards

** OPEX (for *operational expenditure*) refers to all operating expenses or expenses.

2.2 Reconstituted national army 10,000 personnel

In the immediate future, an army of 10,000 personnel to reach a goal of 28,000 to have all the units functional, according to expert Ashley Laraque.

Missions: territorial defense, sovereignty, border security, military engineering, disaster response.

The amounts in the table below are based on Latin American standards.

Scenario	OPEX** (30 years)	Initial CAPEX	TOTAL
10,000 H	$4,200 M	$400 M	**$153 million/year or $4,600 million over 30 years**

** OPEX (for *operational expenditure*) refers to all the operating expenses or current expenses necessary for the daily operation of a company.

CAPEX (Capital *Expenditure*) refers to a company's capital expenditure to acquire, improve or maintain long-term assets.

In the 2025-2026 amending budget, 10.6 billion gourdes are allocated to the Armed Forces of Haiti (FADH), or $81 million. This amount will have to be doubled to have an armed force with a personnel of 10,000 in accordance with the table.

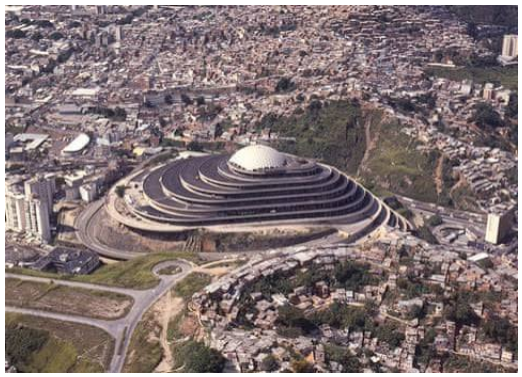
2.3 Reform of the justice system

Construction and rehabilitation of magistrates' courts and courts of justice. Construction of a prison for 20,000 inmates.

For example, the construction of the CECOT (Terrorism Containment Center), El Salvador's mega prison, cost about $135 million[17].

CECOT costs and key figures

- Capacity: 40,000 inmates, construction time: 7 months, area: 166 hectares, of which 23 hectares built, security: 11-metre-high concrete wall, 15,000-volt electrified fences, 19 control towers, personnel: 600 soldiers, 200 national police officers and 50 employees. [3]



Venezuela has turned a prison into an architectural jewel, Costs US$24 million years 60



a CEOCT prison in El Salvador for 40 thousand inmates, US$135 million in 2023

[17] Wikipedia

Costs of a prison with 20,000 inmates about US$70 million. The state will manage the prisons. As in El Salvador, prison staff will have to be made up of police and military personnel to control operating costs. The prison will also have a community garden for food production. It is totally out of the question to hand over the management of prisons to a private consortium for astronomical annual sums as in the Haitian state prison project in December 2025. On the other hand, unlike in El Salvador, mattresses will be provided to inmates and they will not have their feet chained. Prisoners have rights that must be respected. Humiliation and dehumanizing, unjustified and cruel measures will be absolutely prohibited. Even in a prison system, respect for human dignity allows for easier cohabitation with fewer confrontations between guards and inmates.

The operational costs at El Salvador's CECOT are $4000 per inmate per year, or $160 million per year. In comparison, for the 20K prison held in Haiti, $80 million/year will have to be budgeted at full capacity.

Rehabilitation/construction of 10 magistrates' courts (one in each county capital) $5 million per court, for a total of $50 million.

Position	**Approximate costs**
Digitalization of courts and cases	$50 M (based on costs in Belgium with a similar population)
Court Construction/Rehabilitation	$50 M
Judicial training	$10 M 1st year, decreasing over 30 years with fewer positions to fill
Prisons with 20,000 inmates Care	$80 M Construction Cost $2,400 million over 30 years
TOTAL Justice	**$270 million in the 1st year + $80 million/year or $2,400 million over 30 years**

sources: CECOT (El Salvador) and UNODC Prison Cost Benchmarks

2.4 Institutions & Anti-Corruption

Effective state regulation and management institutions, as well as the fight against corruption, are essential for the country's development. Haiti is ranked at the bottom of the global scale of institutional

transparency. The ranking shows an inversely proportional relationship between a country's level of corruption and its development. To have a scale of comparison, in Italy the underground economy in general, including the mafia or mafia component, accounts for about 27% of the country's total economic activity. The United States, with only 8.3% of the underground economy, has the collective economic levers in their optimal state.

The Dominican Republic currently has an estimated 30% underground economy. For other countries, this figure is 32.3% in Jamaica, 44.4% in Honduras, 32.8% in Colombia and 23.7% in Costa Rica. The average for African countries is around 42%. In Haiti, the underground economy accounts for 57%[18] of the country's total economy, a level that has been stable for forty years and has worsened in recent years with the arrival of gangs.

Position	**Forks**
Institutional Reconstruction Authority	$107M – $327M/year or $3,200M – $9,800M over 30 years
Civil service reform	$70 M – $240 M/year or $2,100 M – $7,200 M over 30 years
Anti-corruption	$40 M – $127 M/year or $1,200 M – $3,800 M over 30 years
Territorial governance (140 municipalities)	$1,000 – $3,168 million/year or $30,000 million – $95,040 million
TOTAL Institutions	**$1,217 M – $3,862 M/year or $36,500 M – $115,084 M**

Figures based on international standards, OECD Public Governance Review, World Bank Governance Indicators

Summary of Costs Heading 2

Component	**Approximate costs**
Police (28,000)	$366 M/year or $11,000 M over 30 years

[18] Drelin Laguerre, The Haitian Dilemma, Amazon, Toronto, 2020
2009 figures, source Bogazici University, Turkey

Component	Approximate costs
Army (10,000 → 28,000)	$153 M/year or $4,600 M over 30 years
Justice	$270 million in the 1st year, $2,400 million over 30 years
Total Police, Army Security & Justice	**$789 million in the 1st year, $18,000 million over 30 years**
Institutions & Anti-Corruption	**$1,217 M – $3,862 M/year or $36,500 M – $115,084 M**

Outcome indicators and the objective of the Equality Pillar

Domain	Objective
Homicide rate (/100,000)	< 10
Police strength	30 000
National Army	10 000
Solving Crimes	> 60%
Functional justice	100 %
Corruption (reduction)	−70%

2.5 Women's Rights and Early Childhood Care

Equality between women and men is first and foremost a right guaranteed by the constitution.

3 Objectives:

I) State of play by sector at national and Community level.

II) To ensure, through laws and administrative acts, that gender equality guaranteed by the constitution is taken into account.

III) To promote and raise awareness among State and Public Service personnel to take women's rights into account in their actions and programs

2.5.1 Rights to education (equal opportunities at all levels)
2.5.2 Rights to health and maternal-child health (adapted contraception; childbirth; care of newborns and infants)
2.5.3 Rights to water and sanitation
2.5.4 Rights to legal and physical protection (laws, courts, police), in particular for underage girls, women who are vulnerable because of their economic and social situation (single-parent families; elderly women); protection against domestic, family and institutional violence.
2.5.5 Working **with women rather than for women:** Promoting and supporting women's associations and organizations at the national and community level: struggles and basic programs/services

2.6 Protection of orphans and disabled persons

2.6.1 Promote and ensure that their equal (non-discriminatory) rights are taken into account in laws and administrative acts
2.6.2 Facilitate and support access to basic services (Education/Health/Water and Sanitation/Protection) at the national and community level and facilitate ad hoc support when necessary
2.6.3 Promote and support the supports needed to manage them.

2.7 The Diaspora

The Haitian diaspora can contribute to the rescue of Haiti. It is logical that the diaspora should be fully included in the social and political life of the country. Children born abroad to Haitian parents should be able to acquire Haitian nationality, and will benefit from political rights within the limits of constitutional restrictions. The diaspora's relations with the motherland and their projects in the country are based solely on an emotional relationship. The rights of the diaspora are a necessity to psychologically and structurally involve the diaspora in the affairs of the country and allow them to fully play their role as financiers, social influencers in areas useful to the nation, promoters of expertise and skills, as well as popularizers of knowledge.

For the enjoyment of all political rights, it should be the administrative responsibility of acquiring the national identity card and having an active taxpayer's account with the Haitian state in order to pay the

annual minimum tax or to choose Haiti as one's tax residence and pay taxes in Haiti if one spends more than six months of the year in the country. This policy is mainly aimed at maintaining the feeling of unity and real belonging to the nation in order to consolidate national cohesion. In addition, such a measure could bring additional income to the state.

3. FRATERNITY

Social Programs, Economic and Social Development

Fraternity is to ensure that no Haitian is left by the side of the road to development. The middle class is not created. It exists by itself: it is the class between farmers and the owners of the means of production called bourgeois and professionals in all fields. The middle class is made up of state and private sector employees, teachers, accountants, secretaries and other commercial employees. This class has different incomes from one country to another. All the social programs that follow are mainly aimed at the middle class and that of farmers to improve their lifestyle, their income and their well-being.

3.1 Health

A public-private partnership is needed to create health insurance for all. The goal is access to primary care through a network of hospitals and clinics in all regions of the country. Experience has shown us that in Haiti the state is a poor manager of hospitals where there is a lack of basic equipment and supplies. The management of hospitals should be entrusted to the private sector to prevent waste and misappropriation of equipment, materials and supplies. Investments in medical infrastructure and training of medical staff will improve the quality of available health services. It is more cost-effective for the state to offer basic health insurance to those who cannot pay their dues than to run a hospital with losses.

The agreements with Cuba for the provision of doctors must be maintained in order to have enough doctors for the entire territory. On the Cuban model, preventive medicine and medicine by traditional care will have an important place in identifying and using phytotherapy (herbal therapy). In this way, the know-how of traditional healers will not be lost.

According to World Bank data, before the destruction of many hospitals by gangs in 2023, Haiti was in line with the international norm with 4.9 beds per 1000 inhabitants. In comparison, in 2023, Cuba had 4.3 beds/1000 people, the Dominican Republic 0.8/1000, the United States 2.7/1000, France 5.7/1000, Germany 7.5/1000, the European average was 5.1/1000, Canada 2.5/1000.[19] Currently, the average has dropped to 0.7 beds/1000 inhabitants in Haiti. We would have lost 4.83 beds/1000 inhabitants. To reach the world standard of 3.3 beds/1000 inhabitants in Haiti, 2.6 beds/1000 will have to be rebuilt, i.e. about 32,000 beds in total. It will be necessary to rebuild in the metropolitan area of Port-au-Prince the 4 hospitals destroyed by the gangs: the General Hospital, the Carrefour Hospital, the Bernard Mevs Hospital, the French Hospital. In addition to these, 2 other hospitals will have to be rebuilt to replace those of Mirebalais (Centre department) and the Albert-Schweitzer Hospital **(**Artibonite department) also destroyed by gangs. More hospitals need to be built in other

[19] https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.BEDS.ZS

parts of the country to meet the target of 32,000 beds.

The cost of building a modern 1,000-bed hospital is generally between 1 billion and 1.5 billion euros, depending on the level of technicality and the equipment included. For example, a highly specialized University Hospital Center (CHU) costs much more than a general hospital because of the heavy technical platforms (operating rooms, advanced medical imaging). In the United States, the average is practically similar with costs between 1 billion and 2 billion per 1000 beds. The global average is between 500 million and 1 billion per 1000 beds.[20]

Based on a population of 10 million people, before 2023 there were 49,000 hospital beds available in Haiti. We currently have 7,000. We will have to have 25,000 additional beds to reach the global average of 32,000 beds that corresponds to our population.

The global average being $500 million to 1 billion for 1000 beds, for Haiti we choose the low range of $500 million for 1000 beds, it will be necessary to plan for 25,000 beds $12,500 million. It should be recalled that the construction of the General Hospital of Port-au-Prince was estimated at $100 million without equipment and internal fittings between 2011 and 2022 (French Development Agency AFD).

Costs for a clinic, small structure or grouped practice (3 to 15 employees**):** the overall budget for development and creation often varies between $175,000 and $1 million. For specialized clinics or large structures**:** the investment quickly exceeds several million dollars, including the purchase of high-tech medical equipment. For medical equipment**:** A variable budget of $100,000 to $500,000 (or more) must be added depending on the technicality of the technical platform (imaging, operating room). If we take an average of $500,000 per clinic, $70 million will be needed for the 140 clinics.

Scenario	**Approximate costs**
25000 beds spread across several hospitals to be rebuilt	$12,500 M
140 clinics spread across the country according to population statistics to be served.	$70 M
Health insurance for all 12 million inhabitants* *See below for explanations of DASH nationwide.	$48 million/year
Total Health	**$12,570 infrastructure + $48 M /year or $1,440 M over 30 years**

[20] https://www.actissheathcare.com/hospital-project-cost-per-bed

Health coverage for all.

The chosen model is based on a private-public partnership. Basic health insurance offered by the State. Basic coverage will be subject to revisions to allow for broader basic coverage in the future. Healthcare tariffs will be set and capped with authorized overcharges for certain providers outside hospitals. Even if hospitals are privately managed, they are obliged by the insurance system to public services, to avoid excessive pricing and profits. This would be the case of DASH for example and a liberal sector with a pricing negotiated with the state. Even if the state builds the hospital structures, the management is delegated to the public-private partnership by ensuring that the services are guaranteed, the tariffs are regulated and the quality of the service provided. Salaries are negotiated with the providers to satisfy their aspirations for decent salaries. Annual revisions are necessary to guarantee the quality of the system, to revise costs and benefits to improve the service. This implies a periodic review of cost-quality services.

As a guideline, we show the different coverages of the DASH program in Port-au-Prince, which could serve as a model for the different insurance coverages for all.
DASH is the leader in healthcare through health insurance in Haiti:
• 20 Medical Centers in Port-au-Prince, Cap-Haitien and the Côte des Arcadins
• 300 employees, including more than 40 doctors from various specialties
• 8 hospitals with a doctor on site 24/7
• 40,000 insured through DASH's various health offerings, with very low costs of $4 to $436 per year depending on coverage.

The **Development of Health Activities in Haiti (DASH)** offers several subscription and health card formulas whose prices depend on the target audience (individuals, companies, or diaspora). The prices of the main coverages of the DASH Haiti network are as follows:

💳 **Individual Maps and Plans (Informal Sector & General Public)**

- **Health Advantage Card** : Its official cost is **1,500 HTG (Gourdes) for 3 months, or about $1 for 3 months.** It provides free access to general and specialized consultations, while generic medications and basic laboratory tests cost a fixed fee of 200 HTG each.
- **Standard Medical Service** : Available for about **US$1 per month** for very basic group formulas (such as factory workers).

🏢 **Health Plans for Companies (Group Insurance)**

- **Procare Mutual Plan** : Its indicative cost is around **10 USD per month and per employee**. This plan includes free consultations, 100% maternity coverage, as well as very low preferential rates for surgery and hospitalization.
- **TOP ProCare**: Comprehensive medical and surgical coverage with no cap (especially for employees with a salary of less than US$1.54). The exact premium requires a direct quotation request from DASH.

✈️ **"Health Backup" Plans (For the Diaspora Financing Relatives in Haiti)**

These annual packages are payable in U.S. dollars from abroad to cover outpatient care for beneficiaries residing in Haiti:

- **Mache Prese Plan (Fast): US$113/year**.
- **Plan Tèt Frèt (Calm):** US$**220/year**.

Kè Poze (Serenity) Plan: **US$435 USD/year**. This plan offers unlimited free consultations, exams and generic drugs at 200 HTG, as well as 3 days of hospitalization included.

Source Google

The minimum coverage would be 100% covered by the state. It is cheaper for the state to subsidize the minimum coverage for all, compared to the costs of running a public hospital where equipment is stolen as well as supplies that patients are forced to buy in pharmacies and bring them to caregivers currently. The state in Haiti has proven to be very poor in managing hospitals and health centers where nothing works with considerable losses for the state and a service to patients well below international standards.

Cost of minimum coverage on the DASH model at $1/3 months, or $4/year for 12 million inhabitants: $48 million/year.

Additional health insurance, as offered in the DASH system, is taken out by individuals according to their wishes, therefore without any cost impact for the State.

3.2 Education

Education through science and artificial intelligence.

Public education is underdeveloped and supervised in Haiti. 85% of the cost of education is borne by families. According to 2023 data, the country spent 1.0% of its GDP on education. The global average is 3.6%. In our Caribbean and Latin American region, the average is 3.8% of GDP, with the Dominican Republic devoting 3.8% and Jamaica 5.7%.

Education is the cornerstone of the national refoundation. However, the Haitian education system suffers from the following problems:

- deficiency in science,
- regional disparities, low teacher qualification rates (21% at primary level and 13.5% at secondary level),
- overcrowded classes,
- students who are too old,
- insufficient funding.

Currently, in modern civilization, digital technology and artificial intelligence are transforming access to knowledge. Our proposal focuses on three essential levers:

1. **Science** – engine of development.
2. **Technologies** – as essential as literacy.
3. **Artificial intelligence** – the third anthropological break after writing and printing.

This plan unites the vision of universal quality education, supported by specialists in the sector, with the pedagogical opportunities of artificial intelligence (AI) and information technology (ICT) as a supporting infrastructure, in compliance with Haiti's National Artificial Intelligence Strategy (May 15, 2026).

The method is based on five measurable pilots, plus one companion pilot, evaluated in years 3, 6 and 9 before any scale-up.

3.2.1. Vision and Guiding Principles

The principles of use of AI proposed are as follows:

- Final human responsibility
- Transparency
- Controlled experimentation
- Data protection

3.2.2. Pedagogical structuring in six levels

Six levels of AI use are envisaged, with a doctrine of use at each stage

Level	**Key Content**	**AI Doctrine**
1 Preschool (3-5 years old)	Sensory scientific awakening, 100% face-to-face, bilingual Creole-French.	Screens forbidden to children; AI reserved for the teacher for his supports.
2 Core EF1-EF4 (5-10 years)	Basic experimental sciences; introduction to algorithmics in EF4.	Direct access forbidden to students; AI at the service of the teacher.
3 Fundamental EF5-EF9 (10-15 years)	Applied biology and physics-chemistry; critical digital literacy.	Assisted search allowed; automated authoring excluded.

Level	Key Content	AI Doctrine
4 Secondary, up to the Baccalaureate	Complete scientific method; preparation for the Baccalaureate.	Allowed for self-assessment; excluded for graded assignments.
5 Superior	Engineering, mathematics, computer science, management; real Haitian cases.	Drafts/analyses allowed under declaration; AI theses excluded.
6 Continuing education	Bilingual science didactics; pedagogical integration of ICT.	AI-assisted teaching sheets authorized; teacher evaluation by AI excluded.

3.2.3 A frugal and resilient territorial network

The deployment is based on a three-level network — national, departmental and local — aligned with the territorial organization of the MENFP. The overall technological approach will be frugal (use of preloaded USB keys, Raspberry Pi Zero single-board mini-computer, etc.). For isolated areas or areas with intermittent connectivity, a disconnected educational solution is planned.

As technical support for the maintenance of new technological tools, departmental technical hubs must be provided that could be supported by the **Universal Service Fund (FSU)** of CONATEL.

A pilot phase is recommended to refine the methodology and better calibrate the budget envelope before large-scale deployment.

3.2.4 Teachers at the centre of the system

The productivity gains of AI (estimated at between 15% and 30%) are only possible if teachers are properly trained.

The following training is planned for teachers:

- 200-hour national course Progressive
- Certification Peer-to-peer mentoring
- Departmental pedagogical advisors
- Offline support network (equipment: RACHEL, Moodle, Kiwix)
- Enhanced human oversight

3.2.5 Budget

Three indicative budgetary scenarios (10-year horizon) are envisaged:

- $27.7M
- $80.0M
- $130.5M

In addition, additional costs must be provided for the required infrastructure (5 years):

- $286 million for water, sanitation, safe classrooms, inspection, teacher requalification.

The Manifesto proposes to increase the overall education budget to 3.3% of GDP, or USD 1.24 billion/year.

3.2.6 Private Sector and Blended Finance

The proposed public-private system will have the following characteristics:
• Grant for accredited private schools at the elementary and secondary levels
• Increased public service offering aimed at a gradual rebalancing over 30 years from 82–85% of private schools today to a ratio of 2/3 of students in the public sector and 1/3 in the private sector
• Partial public funding at university level, with family participation
• Student loans or grants + post-graduation community service as students' contribution to their post-secondary education
• Average public cost coverage: ≈ 51%

These ambitions are broken down according to a range of funding from the State and international partners (in millions of US dollars):

Harmonized Framework for Implementation **(Targeted Mixed Public-Private System)**	**Per year**	**30 years**
Primary, Secondary, Vocational, University	$612 M	$18 360 M
Professors	$20–76 M	$612–$2 295 M
TOTAL	**$632–$688 M**	**$18 972–$20 655 M**

Three projects for educational sovereignty
The deployment of these reforms is part of an ongoing debate between the orientations of the Ministry of Education (MENFP) and the analyses of academics, linguists, publishers and trade unions on cultural sovereignty and democratic transparency. Three projects result from this:

• **Parity language planning:** Creole-French bilingualism is a constitutional obligation (arts. 5 and 40, 1987 Constitution); however, the MENFP has restricted subsidies for Creole textbooks for the first cycle.

• **Controversy over the "Single Book" in Creole:** specialists warn of a risk of didactic impoverishment and editorial exclusion.

• **Qualification of teachers:** a cross-cutting issue to the two previous points.

In these three areas, AI and ICT tools can contribute to the search for solutions.

The overall national budget, adopted for the 2025-2026 fiscal year, as well as the contribution of international aid is 345 billion gourdes or $2.65 billion. The Ministry of National Education and Vocational Training (MENFP) receives 15% of these resources, or $400 million. 60% is allocated to salaries, i.e. $240 million and 2% for the reconstruction of destroyed schools and renovations, i.e. $8 million.

The $1.50 levy on each international remittance to Haiti generated a total amount of $310 million between the introduction of the measure in July 2011 and September 30, 2024, (13 years) according to official figures from the Bank of the Republic of Haiti. If we do an annual average, we get $24 million per year. This amount is intended to pay for primary school children for low-income parents. In Haiti, about 82% to 85% of primary and primary schools are private, compared to only 15% to 18% of public schools. Of the average of $24 million, $20 million goes to private schools.

3.3 Professional training and companionship

The country will need fourteen vocational training schools in the various trades subsidized by the State with a 3-month course for: sewing, shoemaking, auto mechanics and basic industrial machines, plumbing, computers for the use of computers, receptionists, etc. One school will be built per department. In addition, for the three most populous departments, there will be three schools in the West and two schools respectively for the Artibonite and the North.

It will also be necessary to build 5 large technical schools/high schools offering two levels of programs to young people, one of eight months with two months of practical internship and one of one and a half years with six months of internship. For these high schools, there would be two in Port-au-Prince

and the surrounding area for the Great West, one in Cap-Haitien for the Great North, one in Gonaïves for the Grand Centre, and one in Les Cayes for the Great South.

The fields of study would be in engineering sciences (electronics, construction, heavy machinery, solar systems, etc.), agricultural science (land protection, terraced farms in hills, pipes, irrigation systems, agricultural machinery, etc.), environmental sciences (landfills, recycling, waste management, reforestation, soil protection, water conservation, etc.) and health sciences (auxiliaries, laboratory technicians, medical equipment maintenance, etc.).

These high schools will also provide vocational training by giving evening classes to young adults and adults, in the same fields. All these courses would give the right to a formal diploma of qualifications related to their field.

For the rest, the state will encourage and supervise the system of companionship already put into practice in Haiti where experienced tradespeople called "Bosses" train apprentices who will initially work with them and selected solely according to their own labour needs. The state would enter into partnership with "Bosses" by offering them a financial incentive in the form of a subsidy per student, in order to extend this training to an additional controlled number of apprentices to maintain the quality of training. This policy will make it possible to immediately expand the formal offer of vocational training, especially in communities that do not have access to a departmental vocational training school, without requiring the initial investments required to build the schools in question. These apprentices could be offered the chance to take the qualification exams for their trades in public vocational establishments, in the experienced student stream.

3.4 Social housing









Port-au-Prince needs about 250,000 social housing units to rehouse about 1 million people displaced by gang destruction. We take an average of 4 people per unit and an average cost of $15,000 per unit. Five areas to build these units: Carrefour, Carrefour-Feuilles, Bel-Air, Solino, Nazon and bas de Delmas. 250,000 x $15,000 = $3,750 M

Cap-Haitien would need 20,000 social housing units to house 80,000 people and gradually eliminate the slums and insalubrity around the Rivière du Haut du Cap, which has its mouth in the city. 20,000 x $15,000 = $300 M

In Les Cayes, 15,000 social housing units are needed to rehouse 60,000 people who lost their homes after the 2021 earthquake and reduce the population in the slums.
15,000 x $15,000 = $225 M

In Gonaïves, which is less affected by new challenges, 10,000 social housing units are needed to rehouse 40,000 people and reduce the population in the slums.
10,000 x $15,000 = $150 M

In each of the departments of North-East, North-West, Centre, South East, Nippes and Grande Anse, 5,000 social housing units are to be built for a total of 30,000 housing units.
30,000 x $15,000 = $450 M

For a home sold for $15,000, financed over 20 years, at 4%, with no down payment, the monthly payments amount, when adding the loan and interest, to $90/month. This amount is within the reach of the lowest salaries.

Social housing (national summary)
(Unit cost: $15,000 per unit)

City/Department	Housing to be built	Target population	Costs
Port-au-Prince	250 000	~1,000,000	$3,750 M

City/Department	Housing to be built	Target population	Costs
Cap-Haitien	20 000	~80,000	$300 M
Les Cayes	15 000	~60,000	$225 M
Gonaïves	10 000	~40,000	$150 M
North-East, North-West, Artibonite, Centre, South-East, Nippes and Grande Anse	30 000	~120,000	$450 M
TOTAL	**325 000**	**~1,300,000**	**$4,875 M**

We have presented a simplified model for social housing. In reality, it will be necessary to have housing of different sizes and that can accommodate more or less people. This work is an indication of what can be done in a housing policy. In-depth studies are necessary to respond specifically to different requests for housing sizes and to have a more varied offer.

3.5 Markets and Bazaars



Market/Bazaar Interiors



Vehicle and motorcycle repair center




Market/Bazaar in Ghana Market/Bazaar in Cameroon



Kara Market in Togo 2023 $7M for 4,760m2

The vast majority of markets in the cities are structures dating back to the 19th century. Their size is no longer suitable. The unsanitary conditions of these markets are unacceptable; there is no water or electricity and garbage piles up in mountains of garbage that is usually irregularly collected. Port-au-Prince and all the major cities of the country are invaded by merchants on the sidewalks and in the streets, and also by vehicle and motorcycle repair garages all over the sidewalks obstructing the public roads. The right way to solve this problem is not to evict these small traders and seize their goods. They have nowhere else to go. It will be necessary to build gigantic bazaars, real shopping centers where everything can be bought: from clothing to food, crafts, building materials and car parts. These new markets will have to have toilets, and others with sanitary elements. Cleaning and garbage collection will have to be daily at the end of the day.

Small stalls varying in size of 10m2, 25m2, 50m2 and 100m2 for the various vendors, secured by a metal accordion curtain to close them, will make up these large markets and bazaars. Rental cost per 10m2 stall: $3/day or $90/month or $9/month/m2. A market the size of the one in Kara in Togo cost $7 million for 4,760 m2. Annual repayment capacity: $9/m2 x 4760m2 x 12 months = $514,080. Using an interest rate of 4% and annual payments of $514,080, the entire $7 million is repaid in 19.7 years about 20 years (calculated principal and interest amortized on a calculator dedicated to this kind of calculation). The construction of markets is very profitable for the state.

Shopping malls for vehicle and motorcycle repairs are also to be built, varying from one space for one vehicle, to 5 and 10 vehicles, next to each other with their specialization: body repair, tires, oil change,

mechanics, etc. Large parking lots will complete the establishment of these bazaars for customers and to park public transport at night in complete safety for a fee.

In Port-au-Prince, 3 giga bazaars may be built: one at the bicentenary, a second on the site of the Croix-des-Bossales market and a third on the site of the old airport. In Petion-Ville, the market/bazaar may be built on the site of the old cemetery. In Tabarre, it will be on empty land that the State will have to acquire if it is not part of the public domain. In each capital of the other nine departments, a large market/bazaar for traders and a center for vehicles will have to be built.

These markets will promote small trades and small traders, by protecting their goods, allowing the entire population to trade in beautiful, clean and secure places with police officers. The spaces will be rented for very affordable amounts, to allow the maintenance and surveillance of the premises. All classes will be able to go there to the delight of all in bazaars with parking, green spaces, hygienic toilets like shopping malls that we see in more developed, but less ostentatious countries.

We used as a reference the costs of market construction in Togo, a country with labor costs similar to those of Haiti.
• Small local markets (villages or neighborhoods): between $76,000 and $110,000.
• Average cantonal or communal markets **:** around $2.5 million.
• Large regional or urban markets **:** between $7 M and $38 M
Cost of the 3 major markets to be built: Cité du Bicentenaire and Tabarre $10 M each, Pétion Ville $7 M. A market in each departmental capital $1 M to $2 M each.

For auto/motorcycle repair garages, the costs are: 300 m² building (5 spacious bays + storage) $250,000.
Cost of the 3 large repair garages of 40 bays to be built: Cité du Bicentenaire, Tabarre $2M and Pétion Ville $2 M each. The construction costs of $2 M can be repaid in 20 years with an interest of 4%/year by renting each bay at $300/month. A large garage of 20 to 40 bays in each department capital of $1 to $2 M each.

Location Approximate Cost	**Approximate costs**	
	Market/Bazaar	**Garage**
Bicentennial City	$10 M	40 bays $2 M
Tabarre	$10 M	40 bays $2 M
Petion-Ville	$7 M	40 bays $2 M
Port-de-Paix	$1 M	20 bays $1 M
Cap-Haitien	$2 M	40 bays $2 M
Fort-Liberté/Ouanaminthe	$1 M	20 bays $1 M
Gonaïves	$2 M	40 bays $2 M

Hinche	$1 M	20 bays $1 M
Miragoâne	$1 M	20 bays $1 M
Jeremie	$1 M	20 bays $1 M
Les Cayes	$2 M	40 bays $2 M
Jacmel	$1 M	20 bays $1 M
Total	**$39 M**	**360 bays $ 18 M**

Total investments in the construction of markets and bazaars $57 million. The revenues generated by the markets/bazaars and garages will ensure their maintenance, so these expenses have no impact on the State.

3.6 Sport

3.6.1 Construction of sports infrastructure

Sport, especially football, is a unifying tool and a unifying element in Haiti. It is also a marketing tool for the positive promotion of Haitian identity. As a result, it is an important sector to support, promote and develop.

To this end, three new regional stadiums with 5,000 seats should be built in Cap-Haitien, Gonaïves and Les Cayes respectively. The other capitals or urban regional centers with more than 70,000 inhabitants: Port-de-Paix, Ouanaminthe, Limbé, Hinche, St-Marc, Petite Rivière de l'Artibonite, St-Michel de l'Attalaye, Léogâne, Arcahaie, Petit-Goâve, Jacmel, Miragoâne and Jérémie, will have their football fields refurbished according to their needs.

The average cost of stadium construction for Latin America is between $1500 and $4000 per seat. We take for Haiti a cost in the lower range, i.e. $1500. So, the three 5000-seat stadiums cost **$7.5 million each for a total of $22.5 million.**

3.6.2 The redevelopment of the 10,000-seat Sylvio Cator Stadium is expected to cost approximately **$5 million** based on the modernization for the Central American and Caribbean Games (2026) of the 27,000-seat Félix Sánchez Stadium in Santo Domingo, which cost approximately $16 million.

3.6.3 Construction of a 40,000-seat stadium in the vicinity of Port-au-Prince to put Haiti on the map of countries likely to host international sporting events, a source of tourism revenue and taxes for the state. As examples, we give the Alassane Ouattara Stadium, Abidjan, Côte d'Ivoire, 60,000 seats, cost $290 million in 2025 and the Olympic Stadium in Rabat, Morocco, 21,000 seats, which cost $57 million in 2025. We estimate the construction costs of **the 40,000-seat stadium at about $120 million.**





Alassane Ouattara Stadium, Abidjan, Ivory Coast Olympic Stadium in Rabat, Morocco
60,000 spaces, cost $290 million in 2025 21,000 spaces $57 million 2025

3.6.4 Aid to sports schools for the disadvantaged under the model of the Bobby Duval and Patrice Millet football sports centers in Cité Soleil.

3.6.5 Relaunch of the inter-club and inter-city football championships in the Great West, the Great North and the Great South.

3.6.6 Creation of athletics centers in each departmental capital.

Cuba devotes 2% of its total annual budget to sport, or $343 million. The Dominican Republic has spent $15 million in 2026 for international training, equipment and support for athletes and federations, and $152 million for infrastructure. To revive activities in all sports for young people and substitute delinquency and gang membership for sports activities, an envelope of **$5 million per year** should be allocated to sport, a third of what the Dominican Republic spent in 2026.

Position	Cost
Rehabilitation of the Sylvio Cator Stadium	$5 M
Construction of a 40,000-seat stadium	$120 M
3 regional stadiums	$22.5 M
Minimum annual budget for sport	$5 M /year + $150 M over 30 years
TOTAL	**$152.5 M infrastruct. + $5 M/year or $150 M over 30 years**

The income from sports events ensures maintenance, which becomes irrelevant to the State.

3.7 Arts & Crafts

3.7.1 Handicraft fairs and Christmas markets should be organized by the Ministry of Trade to enable handicrafts to develop, find outlets and sell its production. Haiti is a major producer of handicrafts for all the other Caribbean islands.

3.7.2 Redevelopment and acquisition by the State of the main theatres and cinemas in the capital that have been inoperative since the 2010 earthquake: Rex Théathre, Ciné Capitol and Ciné Impérial. The Ciné Théâtre Triomphe has already been acquired by the State. The objective is to reopen cinemas to local and international films, for theatrical events, training and university courses.

3.7.3 Schools and universities will be encouraged to produce theatrical or dance performances, music concerts and recitals, and performances, to inspire young people and open them up to other opportunities.

The public budget allocated specifically to crafts and the arts in Haiti remains extremely limited and marginal within the national budget, historically hovering around less than 1% of the state budget for the entire cultural sector. (Le Nouvelliste) The annual budget being $2.650 million, 1% represents $2.65 million. This budget should be doubled to develop the arts and crafts sector according to the programs proposed here, **i.e. $5 million.**

3.8 Economic Development

Economic development must be thought of in terms of sustainability, collective progress and the improvement of the living conditions of the population. The State, having been unable to protect the population against the destruction of its real estate and movable property by gangs, must help all victims through laws and tax benefits.

Laws and tax benefits needed for economic reconstruction

The Central Bank of the Republic, which holds 50% of deposits in gourdes and 60% of the deposits in US dollars in the banking system, must imperatively adopt a policy of facilitating investments for reconstruction. The Central Bank of the Republic must create new financial instruments for reconstruction.

3.8.1 Real Estate Reconstruction Fund: Schools, Universities, Shops & Industries.
Under the model of the "Cayes Pam" fund following the 2010 earthquake which had insignificant results, the Central Bank makes funds available to banks and cooperatives at the minimum rate, about 1%/year, so that these same institutions can lend, at a rate of about 2%/year, to schools, universities, businesses and industries for all the reconstruction of real estate destroyed by armed gangs and the 2010 earthquake in Port-au-Prince, as well as the 2021 earthquake in the South. Once granted, the loans can be resold by banks and cooperatives to financial institutions on the American model to free up these institutions and allow them to lend to others.

3.8.2 Reduction in mortgage rates

Funds intended for real estate construction, main residences, should be reduced to a maximum of 4%/year to allow a larger segment of society access to housing through bank and cooperative loans. To do this, the Central Bank will have to make funds available to banks and cooperatives at a rate of 2%/year so that these institutions can in turn make real estate loans at 4%/year. Once granted, the loans can be resold by banks and cooperatives to financial institutions on the American model to free up these institutions and allow them to lend to others. Other real estate loans, investment loans and loans for commercial buildings should not exceed 6%, as in countries that want to build themselves and encourage real estate investment. For these loans, the central bank should make funds available to banks and cooperatives at a rate of 4% or 5%/year to allow them to lend in turn at 6%/year.

3.8.3 Tax Allowances.

A 5-year exemption from rental tax (property tax) and income tax for all institutions that rebuild their premises and relaunch their activities in areas affected by gangs and the 2010 earthquake. The law allowing establishments recognized as being of public utility to be exempt from income taxes will have to be inserted into the constitution so that it is a constitutional right for these institutions. Schools, universities and other institutions are recognized as being of public utility.

Thus, downtown Port-au-Prince, destroyed by the 2010 earthquake, and all the neighborhoods and towns destroyed by the actions of armed gangs over the last 6 years, will be able to be rebuilt by helping all those who are victims of the State's security failures. A policy of aid is necessary, which has never been done 16 years after the earthquake!

3.8.4 Reduction in Farm Loan Rates

A policy of loans to the agricultural sector must be introduced. These high-risk and short-term loans, one or two years, will have to be guaranteed by the central bank up to 50% of the unpaid loans to lower the rates of agricultural loans granted by banks and cooperatives. The objective is to reach rates of around 20%/year similar to those charged on micro-credit loans and credit cards for agricultural loans.

3.9 Agriculture

In macroeconomic terms, agriculture remains the leading branch of the national economy. Unlike in the pre-2000 years, when 60% of Haitians lived in the countryside, the ratio has reversed. Currently, nearly 36% of Haitians live in rural areas, where two-thirds of the working population is engaged in agricultural production (45% to 50% of the country's total working population). Haitian agriculture is practiced in about 600,000 small farms with an average surface area of 1.8 ha. However, 80% of these

farms cannot meet the food needs of their families and the majority of producers depend on on-farm agriculture for less than half of their family income.[21]

Since agriculture is also a strategic sector for the country's food sovereignty, it should be structured and modernized. Given the large number of people working in agriculture, any improvement in efficiency in this sector would have a great impact on poverty reduction. The state should prioritize the grouping of small estates into cooperatives in order to facilitate the growth of production and increase the yield of these lands. The state should therefore aim to promote the development of the sector for the creation of national wealth and not to support the tradition of inefficient subsistence production.

Investments must be made over a period of ten years to modernize this sector. Departmental agricultural development centers will need to be established, the importance of which will depend on the potential and regional importance in national production. All centers will provide tractor and pump rentals, fertilizer and seed sales, the establishment of small-scale distributed irrigation systems, as well as advisory services on production selection and product marketing strategy. The major centers located in the country's Great Plains will also provide services for cleaning irrigation canals, watering by tankers, and preserving fragile products before they are marketed. An initial budget of US$**60 million** will be required to build the centers, acquire the required equipment and materials. Then, in addition to the own revenues from the economic activities of these centers, the state will allocate an annual budget of US$**10 million** for operating grants, service development, and innovation research. The centers will be autonomous organizations under the supervision of their respective county and central governments. The total for the county development centers of $70 million is included in the table under Modernized Agriculture

Sustainable agriculture and productive economy

Measurement	Annual investment	Range 30 years
Modernized agriculture	~$425 M – $1,070 M	$12,700 M – $32,000 M
Light Industry	~$270 M – $1,000 M	$8,000 M – $30,000 M
Logistics	~$200 M – $735 M	$6,000 M – $22,000 M
Tourism	~$135 M – $500 M	$4,000 M – $15,000 M
TOTAL	**~$1,030 M – $3,300 M**	**$30,700 M – $99,000 M**

These annual estimates are obtained by spreading the amounts over 30 years, taking into account **geolocated needs**:

- **Modernized agriculture**: investments concentrated in irrigable plains, strategic watersheds and agro-export areas.

[21] Interim Cooperation Framework 2004-2006

- **Light industry**: secondary urban areas (Cap, Cayes, Gonaïves, Hinche, Jacmel) to avoid hyper centralization in Port-au-Prince.
- **Logistics**: road corridors, regional ports and inland hubs aligned with agricultural and industrial flows.
- **Tourism**: coastal and heritage centers (North, South, Grand'Anse, South-East) with a strong capacity for international attraction.

Summary of Costs Heading 3

Component	Approximate costs
Health	**$12,570 infrastructure + $48 million/year $1,440 million over 30 years**
Education	**$632 M – $688 M/year or $18 972 – $20 655 over 30 years**
Social housing	**$4,875 M Infrastructure**
Markets/Bazaars & Garages	**$57 M Infrastructure**
Sports facilities	**$152 M infrastructure + $5 M/year or $150 M over 30 years**
Arts & Crafts	**$5 million/year $150 million over 30 years**
Agriculture & Productive Economy	**$1,030 M – $3,300 M/year $30,700 M – $99,000 million over 30 years**
TOTAL	**$17 654 infrastructures + $1 720 – $4 046/year $53 095 M – $121 395 M over 30 years**

Infrastructure costs are not repeated over 30 years and therefore cannot be part of the 30-year calculation.

Fraternity Pillar Outcome Indicators

Indicator	2035	2045	2055
Maternal mortality	−30%	−50%	÷4
Enrolment rate	85 %	90 %	95 %
Technical Universities	2	3	5
Agricultural production	+30 %	+50 %	+70 %

Indicator	2035	2045	2055
Exports	×2	×3	×4

3.9 International Cooperation

International cooperation will be carried out on the pragmatic basis of common interests. As a matter of principle, foreign governments collaborate with Haiti in a way that helps it to be a more reliable member of the international community capable of participating in global development through trade, culture, human capital, labor, resources, etc. Foreigners are not responsible for Haiti's development. They can only contribute through their constructive cooperation. The contributions of the diaspora go far beyond their formal aid.

In this sense, cooperation agreements should be negotiated with foreign states where large Haitian communities live, aimed at facilitating the integration of these communities in their countries and supporting their involvement in Haiti. Priority would be given to legal cooperation and police investigation agreements with mutual assistance in the fight against crime, financial fraud, corruption, smuggling and illicit trafficking. Emphasis should also be placed on mutually beneficial trade agreements (Hope Act) aimed at integrating Haiti as a partner in the production chain of these countries, in areas where Haiti has appropriate resources. For example, some countries could build transit ports for goods in the country, free zones, etc.

Cooperation in the field of education would be essential. It would usefully aim to provide Haiti with good institutions of knowledge. Scholarships for study abroad would be accepted as aid, only in areas where Haiti needs knowledge and does not have the possibility of having the learning infrastructure locally. These scholarships given to the country would be transferred to young Haitians in the form of a tripartite contract between the students, the donor country and the Haitian state. Graduates must return to Haiti to serve a number of years in the country to pay their student debts. Failing this, they must repay their debts to the Haitian state, from the third country as legally applied by the latter on behalf of the Haitian government.

For the rest, as a formal aid to the Haitian state, foreign states would be encouraged to build knowledge institutions, specialized post-secondary schools, university branches, laboratories, research centers, libraries, directly in Haiti in sites strategically distributed throughout the territory.

Military cooperation would be aimed at supporting the country's army and police. Foreign states would not be able to directly finance the operation of law enforcement agencies and armed forces. This cooperation would take the form of long-term acquisition of equipment, the construction of infrastructure such as maritime surveillance and rescue ports, radar centers, warehouses for disaster response and protection equipment, and training centers. The training offered within the framework

of this cooperation will be carried out as much as possible in the country in order to perpetuate the expertise acquired and promote structural benefits.

3.10 Diaspora

The Haitian diaspora can contribute to the rescue of Haiti. It is logical that the diaspora should be fully included in the social and political life of the country as freely as possible. Any Haitian born in Haiti to Haitian parents is Haitian. Their children born abroad are also Haitian by definition if they wish and will enjoy political rights with restrictions as provided for by the constitution. The diaspora's relations with the motherland and their projects in the country are based solely on an emotional relationship. Citizenship measures are necessary to involve the diaspora in the country's affairs and allow them to fully play their role as financiers, social influencers in areas useful to the nation, promoters of expertise and skills, as well as popularizers of knowledge.

4. Environment

The environment in Haiti reflects many of the structural problems faced by the vast majority of the country's population. The numerous floods, cyclones, the famous earthquake of January 2010 in the west and the earthquake of August 2021 in the south are a strong reminder that Haiti is a country in a situation of extreme vulnerability to natural hazards, and plagued by increasing complex threats, which jeopardize its very existence. This vulnerability is the result of the interaction between natural threats aggravated by environmental degradation, the very high rates of poverty and social vulnerability of the population, and problems of governance and state management of both rural and urban space.

It is fundamental for the country to have an environmental policy. In this sense, three priority elements must be framed and controlled: the alternative to charcoal, the fight against the degradation of land and natural resources, in addition to proactive risk management and protection against disasters. The human resources necessary for the execution of this policy will have to be trained and supervised.

It will be necessary to identify favorable areas for establishing forests for timber production and therefore the authorized cutting would be aligned with the natural renewal capacity of the resource. An initial budget of US$40 million would be allocated to this project, followed by recurrent investments of US$5 million annually to establish this policy over a period of twenty years. After this period, the system should have the capacity to finance itself.

4.1 Combating land and natural resource degradation

The state must establish and implement a policy for the management of natural resources in the country's twenty ecologically strategic municipalities and thirty river basins. Experts in the field will identify and classify areas at risk. State intervention will begin with those that are most vulnerable and at imminent risk. They will benefit from the emergency actions and investments of the central government and local government authorities. A national planning and implementation mechanism for combating land degradation and biodiversity management will need to be established. To this end, the national system of protected areas will need to be strengthened, including the training and supervision of municipal councilors for environmental management. An environmental tax should be applied to activities and products that are high risk to the environment in order to raise public awareness of this phenomenon and influence individual behavior and responsibility.

A specific national policy on waste management in urban areas will have to be adopted. Every municipality will have to set up a landfill approved by the Ministry of the Environment to ensure that it complies with environmental standards for renting outside the agglomerations and their territory of anticipated growth, protection of springs and waterways, as well as their capacity for future expansion. Waste management should include a municipal payment system for users, based on the quantity and type of waste. A recycling system should be encouraged. Data on waste in terms of the rental of dumps, the quantity and nature of waste, the type of recycling activities, as well as the efficiency of the

collection and management system, should be collected and published by the Ministry of the Environment.

4.2 Strengthening Risk Management and Disaster Protection

The National Risk and Disaster Management Plan (PNGRD) must be implemented and the institutions of the Directorate of Civil Protection (DPC) and the Permanent Secretariat for Risk and Disaster Management (SPGRD) must be strengthened. Information systems will have to be set up for the identification and monitoring of disaster risks, as well as local risk management, through the creation and strengthening of departmental and communal civil protection committees. All municipalities will have to maintain an emergency center with a minimum of emergency equipment stored, which can be shared with any other municipality affected by a disaster. Solidarity will be encouraged as a common value through awareness campaigns.

4.2 Sanitation of cities with sewers and channeling of rainwater into ravines to be scrubbed, concreted and maintained.

The complete installation of a sewage system (collective sanitation) in Port-au-Prince would cost between 1 and 3 billion US dollars**.** The metropolitan area of Port-au-Prince is home to more than 3 million inhabitants and is one of the largest agglomerations in the world without any centralized sewage system. Sanitation there relies almost exclusively on individual structures (latrines, septic tanks) or on uncontrolled dumping into canals. (NPR Rebecca Hersher July 29, 2017)

For an average city of 500,000 inhabitants, the overall cost of sanitation is $6,200 million for an advanced and developed system for industrialized countries. (Quora).

For a sparsely populated city of 100,000 people , the overall cost of sanitation is $491 million; this amount can be reduced to **$150 million for a basic system for a developing country** (Quora). Such a system would be suitable for the 12 largest cities in Haiti. It includes:

- Lagoon treatment plant: $100,000 × $150 = $15 million
- Wastewater system (selective coverage): 0.006 km/inhabitant →,600 km × $150/m = $90 million
- Pumping: minimal, $1 million to $3 million
- Design/permitting/contingency: approximately $20 million to $30 million
- Estimated total: approximately $130 million to $140 million → $1,300 to $1,400 per capita

Largest cities by population in Haiti (2025) (Worldometer info)

Rank	Urban area	Population Estimate (2025)	Land area (km²)	Projections (2030)	Projections (2050)
1	**Port-au-Prince**	**1 868 268**	275	1 886 301	1 904 491
2	**Gonaïves**	**367 158**	35	381 593	458 342
3	**Cap-Haitien**	**331 899**	42	352 079	431 119
4	**Port-de-Paix**	**326 041**	52	349 964	453 572
5	**St. Mark's**	**221 032**	20	232 073	291 265
6	**Léogâne**	**146 454**	35	153 490	161 356
7	**Petit-Goâve**	**142 182**	14	146 782	154 010
8	**Jacmel**	**109 097**	23	113 618	119 122
9	**Ouanaminthe**	**98 224**	12	105 920	120 407
10	**Gros Morne**	**78 218**	7	84 641	117 994
11	**Les Cayes**	**77 752**	15	78 843	81 975
12	**Grand Goâve**	**77 310**	26	79 585	84 420
13	**Limbe**	**75 175**	5	82 342	100 861
14	**Anse-à-Galets**	**74 607**	8	78 755	93 892
15	**Cabaret**	**70 339**	12	71 920	76 454
16	**Hinche**	**66 213**	8	69 818	94 020
17	**Saint Michel de l'Attalaye**	**62 533**	7	67 508	90 016
18	**Little Artibonite River**	**60 807**	7	64 738	85 087
19	**Jeremiah**	**57 179**	8	58 229	59 838
20	**Mirebalais**	**56 700**	7	57 682	59 303
21	**Dessalines**	**52 626**	3	54 994	71 957

Basic sanitation costs of these cities using the costs for developing countries mentioned above.

Rank	Urban area	Population Estimate (2025)	Approximate remediation costs In millions of dollars
1	**Port-au-Prince**	**1 868 268**	3 000
2	**Gonaïves**	**367 158**	450
3	**Cap-Haitien**	**331 899**	450
4	**Port-de-Paix**	**326 041**	450
5	**St. Mark's**	**221 032**	300
6	**Léogâne**	**146 454**	150
7	**Petit-Goâve**	**142 182**	150

Rank	Urban area	Population Estimate (2025)	Approximate remediation costs In millions of dollars
8	**Jacmel**	**109 097**	150
9	**Ouanaminthe**	**98 224**	150
10	**Gros Morne**	**78 218**	75
11	**Les Cayes**	**77 752**	75
12	**Grand Goâve**	**77 310**	75
13	**Limbe**	**75 175**	75
14	**Anse-à-Galets**	**74 607**	75
15	**Cabaret**	**70 339**	75
16	**Hinche**	**66 213**	50
17	**Saint Michel de l'Attalaye**	**62 533**	50
18	**Little Artibonite River**	**60 807**	50
19	**Jeremiah**	**57 179**	50
20	**Mirebalais**	**56 700**	50
21	**Dessalines**	**52 626**	50
	TOTAL	**4 419 814**	6 000

4.3 Garbage Collection and Landfill

Waste generation and collection efficiency

- Production per capita: a Haitian produces an average of 0.58 kg of waste per day. This average rises to 0.7 kg in the metropolitan area of Port-au-Prince and hovers around 0.6 kg in Cap-Haïtien or Les Cayes.
- National volume: The Haitian population (about 11 million inhabitants) generates between 6,380 and 6,600 tons of waste per day, or about 2.19 million tons per year if we take an average of 6,000 tons/day for the 11 million inhabitants.
- Official collection rate: Only 12% of this waste is collected by the formal services (municipalities and the National Service for the Management of Solid Residues - SNGRS). The remaining 88% ends up in the streets, gullies or is burned by the population.
- Average cost of collection: For the Latin American and Caribbean region (which includes Haiti), $34 per ton, plus $20.40 per ton for landfill, for a total of $54 per ton. To collect and dispose of the entire 2.19 million tons, it would cost $118 million per year. Rural areas can recycle and dispose of their waste. An achievable goal would be to collect and landfill 50% of the waste for a budget of **$59 million per year**.

Source: Interamerican Development Bank, United Nations Development Program (UNDP Haiti)

Cost structure

The real cost of collection is divided into several economic realities:

5. The cost for municipalities (Budget deficit): Town halls have virtually no financial income dedicated to this service. Operational costs are considered very high due to the price of fuel, mechanical maintenance of an often-outdated fleet of trucks and logistics.
6. The formal private sector: Companies operate on a contractual basis by subscription. Rates are evaluated on the basis of a personalized quote according to frequency and volume. These high-end services remain inaccessible to the majority of the population.
7. The informal sector (Cost per neighborhood): In many neighborhoods, households pay small amounts to private "informal collectors" (often equipped with wheelbarrows) to transport their garbage to illegal dumps.
8. International funding: Waste management is heavily dependent on external aid. For example, the Solid Waste Management in the Far North (GDSNH) project required an overall budget of more than US$34 million to US$37 million (financed by the IDB and AFD) to structure the collection and create a controlled landfill in Mouchinette.

A public-private partnership can be envisaged for a better service and to reduce government expenditure.

Costs of Heading 4.

Anti-coal law and transition to propane: $300 million of Category 1 not yet accounted for
In addition:

- massive reforestation,
- solar microgrids,
- watershed management,
- seismic standards,
- Sustainable urban reconstruction

Component	Approximate amounts
Energy transition	$300 M
Reforestation (200 M trees)	$1,200 M
Solar microgrids (140 municipalities)	$2,800 M
Urban planning, standards, resilience	$3,000 M
Sanitation of 21 cities	$6,000 M
Waste collection and landfill	$59 M/year
TOTAL ENVIRONMENT	**$13,300 M + $59 M/year**

5. Exploitable natural resources

In this section, we address all the resources that can be exploited to increase the State's revenues. Partnerships with private or international groups must be concluded in complete transparency, in calls for tenders and public selections, as prescribed by the 1987 Constitution. Contracts must protect the environment and be made for the benefit of the population and future generations, and not to enrich elected officials and their entourage. All corruption must be punished in accordance with the laws in force. For mines, the restoration of the soil and the post-exploitation environment must be included in all contracts. The royalties paid to the Haitian State must comply with those of the international markets in this area.

5.1 Tourism

The sea, the coastline and cultural sites, natural sites: caves and waterfalls, fauna and flora and their exceptional species, for the development of ecotourism. More than 1771 km of coastline, coral reefs, and opportunities to develop fishing, beach and mountain tourism, cruise tourism, ecotourism, cultural tourism through the different sites, maritime transport, thalassotherapy with natural hot springs. Haiti, after the Second World War, at the end of the 40s and in the 50s, invented tourism in the Caribbean with Cuba. The Universal Exhibition of the bicentenary of Port-au-Prince, opened on December 1, 1949, began a new era for Haiti. Seaplanes, liners and four-engine aircraft brought luxury tourism that took advantage of the Universal Exhibition of course, but also casinos, hotels, shows and cultural sites. Trade was flourishing, many of Haiti's ports were open to foreign trade. Alas, in 1957, the political situation put an end to this brilliant era and to tourism for a decade. A period of decline began for the country. In the 70s and 80s, there was a timid recovery in tourism with many air links and the opening of Club Med. The upheavals of internal politics ended up at Club Med and gradually reduced tourism to the Haitian diaspora visiting the country. A revival of tourism development was attempted after the earthquake of 2010 with very interesting tax advantages for those who embarked on this activity. We have seen the opening of many hotels diversifying the offer, which has not happened since 1950. In the last 6 years, tourism activity has been reduced to almost nothing with a triple epidemic: the coronavirus, insecurity and kidnappings. Tourism activity persists with rare members of the diaspora who dare to brave this triple epidemic. Several hotels have already closed their doors. All the tourist sites in the Caribbean and other countries are suffering from the crisis and we cannot hope for mass tourism development, which does not yet exist in Haiti, for some time.

Tourism would be another strategic sector for the country's development. This industry, which is constantly growing in the world, is a fundamental characteristic of the Caribbean region given its location in the Americas and Haiti should be integrated into it. The average number of visitors in the best of the 2000s did not exceed 600,000 in Haiti. For comparison, Jamaica received 1.2 million visitors in 2025, the Dominican Republic, the best in class, received 4.5 million and the Bahamas 870,000. For cruises, with Labadie alone, Haiti received 652,000 visitors in 2019, compared to 1.1 million for the

Dominican Republic, 1.5 million for Jamaica and 5.4 million for the Bahamas[22]. The sector should therefore be prioritized, structured and modernized.

The state would promote the organization of four major destinations, which would be the greater Cape region, Port-au-Prince and the Côte des Arcadins, the Jacmel region, the southern coastal region around Les Cayes, as well as two smaller destinations, the Jérémie region and the Saut-d'Eau region. A 25-year master plan would be prepared and adopted for each of the destinations. Private investment in the sector should be integrated into this plan. The state would finance the public infrastructure necessary to start this project. These would include roads, access roads to sites of interest, parking with reception service, security service, renovation of historical monuments and forts. For the entire territory, the cost would be 80 million US.

In addition, to promote national identity and its global scope, the state would build new identity parks and rehabilitate major historical monuments. It would be a large national park in Bois-Caïman (on more than 5 tiles of earth) with a grandiose monument of freedom, a new large-scale national square in Vertières, the rehabilitation of the Sans-Souci palace and its church. As the sectors mentioned are urban, building there would require declaring a lot of private land to be of public utility, which greatly increases the cost of the said projects. The total cost of these projects would be about 100 million US.

The costs of $80 million and $100 million are included in the Sustainable Agriculture & Productive Economy table on page 42 under the tourism section.

A public investment body would be set up to facilitate the realization of major tourism projects, such as hotels, retirement villages, resorts and health centers for foreign visitors and residents. This body would issue public shares available in an exchange system, which would be sold to local and foreign investors. The Haitian diaspora, which already invests heavily in the region, would be invited to become the pillar of private financing for this plan. A framework law should be adopted to regulate trade in this sector and also to standardize our practices with the rest of the Caribbean countries. This would be a law on condominiums, vacation homes, second homes, insurance, etc.

5.2 The Subsoil

The subsoil represents a main source of rescue and salvation for Haiti. Gold, copper, bauxite, hydrocarbons and lignite, hydrothermal substances, marble, calcium carbonate, aggregates, clay, renewable energies.

Gold (Source: Bureau of Mines and Energy)

[22] https://tourismanalytics.com/caribbean-statistics.html

Grand-Bois gold-silver deposit

The gold and silver deposit located at Morne Grand-Bois is located 3 km southeast of the town of Camp-Coq and 11 km south of the city of Limbe in the Nord Department. This "silico-barite gossan" deposit occupies an area of 10 hectares and its reserves have been estimated at 3,500,000 tons of ore with an average grade of 2.4g of gold and 16g of silver per ton, which represents 200,000 ounces of gold and 1,000,000 ounces of silver for the entire deposit.
The economic value of the deposit is a function of the price of gold on the international market.

Morne Bossa Auro-Silver Deposit

The Morne Bossa gold and silver deposit is located in the commune of Milot, about 12 km south of the city of Cap-Haitien. It is of the same type as that of Grand-Bois and occupies an area of 2.5 hectares. The reserves are estimated at 1,400,000 tons with an average grade of 2.5g of gold and 15g of silver per ton of ore, i.e. 90,000 ounces of gold and 406,450 ounces of silver.

Faille Gold Deposit

The gold deposit in the Faille region is located in the North-East Department, about ten kilometers southeast of the town of Trou du Nord, in the commune of Terrier Rouge. This deposit belongs to the geological "shear-zone" model and covers an area of 600 hectares. Reserves are estimated at about 500,000 tons of ore with an average grade of 14g of gold per ton.
Prospecting permits had been granted to the Canadian company Sainte Catherine under the presidency of Aristide, making this company the largest landowner in Haiti. The American company New Mont had also obtained prospecting rights. These files were blocked by the chambers. With the crises between the executive and the legislature, the New Mont file has not yet been ratified by the chambers. What will happen? Haiti is under pressure from all sides to simplify its constitution, to have a president with more power and a single chamber. One wonders who would benefit more from this type of constitutional reform? It is desirable that the interests of the country and the people be legitimately taken into account and discussed by the 2 chambers in the granting of permits to exploit gold deposits, especially since this type of exploitation is extremely toxic for the environment and the surrounding population.

Copper

1910: The Hayti Mines Company, based in New York, buys the Compagnie Minière de Terre-Neuve (Artibonite / North Haiti). Over a period of ten years, the company exports 436 tons of copper.
1955: The Société exploitation et de development économique et naturel (Sedren), a subsidiary of the Canadian company Consolidated Halliwell, obtained a right to mine copper in the Mémé region (Newfoundland/Gonaïves/Artibonite/Mord). For 12 years (1960-1972), Sedren exported 1.5 million tons of copper, valued at about $83.5 million. The government received about US$3 million.
(1) Alter Presse (http://www.alterpresse.org/) The Dark History of a Haiti "Open for Business", 9 June 2012. He hoped that contracts of this kind would be negotiated more favorably for Haiti.

Douvray and Blondin copper deposits

The copper deposits located in the towns of Douvray and Blondin are located about 6 km southeast of the commune of Terrier Rouge. The Douvray deposit occupies an area of 80 hectares and its reserves are estimated at 86,000,000 tons with an average grade of 0.53% copper. As for the Blondin deposit, located about 1 km east of Douvray, it covers an area of 22 hectares containing reserves of 50,000,000 tons at 0.5% copper.

Vallières Copper Deposit

The copper deposit in the Vallières region in the North-East Department is also of the "copper porphyry" type, it extends over an area of 20 hectares with reserves estimated at 50,000,000 tons at 0.5% copper.

Copper and gold deposits of Mémé-Casséus

This deposit is located 16 km northwest of Gonaïves and 6 km south of Newfoundland. The copper, gold and silver areas cover an area of approximately 27 km². The reserves of the Mémé deposit have been estimated by SEDREN at 3.5 million tons with a grade of 2% copper. 1.5 million tons were mined between 1960 and 1971; there are about 2 million tons of ore left in the mine to be exploited and geological reserves of about 6 million tons have been estimated at Casséus.

Bauxite

From 1944 to 1882: Reynolds Haitian Mines Inc. obtains an exclusive monopoly on bauxite and the concession to operate a mine near Miragoâne (southwestern Haiti). In the space of about 40 years, 13.3 million tons of bauxite are sent to Corpus Christi, Texas. Haitian bauxite represents nearly one-fifth of all the bauxite acquired by Reynolds from 1959 to 1982. Reynolds has access to 150,000 hectares of land. Thousands of families are expropriated. The Haitian government first pockets 90 US cents, then US$1.29 per metric ton. When Haiti and other countries formed the International Bauxite Association (IBA) in 1974, royalties rose once again. But after six years, Reynolds withdrew after extracting much of the bauxite, in search of countries that were less greedy for royalties. During its 4 decades in Haiti, Reynolds built only 13 kilometers of road and hired about 300 people. (1) Alter Presse (http://www.alterpresse.org/) The Dark History of a Haiti "Open for Business," June 9, 2012. There is still a lot of bauxite in the Miragoâne region to be mined, let's hope that next time Haiti will make better use of it.

The bauxite market has become difficult, given the many deposits currently in operation around the world. However, a promotional campaign can help find potential investors, given the mining tradition of this site, which was formerly exploited by a company the size of Reynolds, the availability of facilities and Haiti's geographical proximity to the North American market. Apart from the 2.5 million tons of reserves still available in the Miragoâne region, there are other bauxite deposits on which additional studies must be carried out:

_ Rochelois Plateau (Miragoâne): Six (6) million tons, 3.4% silicate and 48% alumina.

_ Beaumont, between Les Cayes and Jérémie: 1 million tons, 2.4% silica and 48% alumina.
_ Savane Zombi (Thiotte): 3 million tons, 25% silica and 36% alumina.
_ Savane Bourrique savannah (Thiotte): 8 million tons, 6.8% silica and 48% alumina.
_ Forêt des Pins: 3 million tons, 25.5% silica and 32% alumina.
_ Fond Dambi Gonaïves): 1.5 million tons, 1.36% silica and 49.3% alumina.
_ Goyavier (St Marc): 3 million tons, 19% silica and 33.8% alumina.
_ Bombardopolis (Môle St-Nicolas): 3 million tons, 21% silica and 26.3% alumina.
_ Mare Rouge (Môle St-Nicolas): 3 million tons, 30.7% silica and 23.2% alumina.
_ Cap Rouge (Cayes-Jacmel): 3 million tons, 10.7% silica and 33.4% alumina.

Petroleum, Hydrocarbons and Lignite

To date, the eleven oil wells drilled in Haiti by foreign companies are considered "dry". Traces of oil and gas are reported in certain sections of the logs (or registers) of the available boreholes. It should be noted here that this information comes from the reports written by the companies that conducted the explorations and made available. It cannot therefore be considered as absolute truths. At the time of this work, Haiti did not have a competent structure to control the work carried out in the field and this information could not be confirmed. Moreover, the reports on the three oil drillings on the island of Gonâve were never made available to the Haitian authorities. About 20 years ago, eleven (11) oil interest blocks, i.e. areas where oil is likely to be found, were established from studies conducted at the Bureau of Mines and Energy (formerly the Ministry of Mines and Energy Resources).

(2) Le Nouvelliste 4/4/18 Has oil exploitation begun in Haiti?

An oil well has been drilled on the Caradeux Habitation in the Cul-de-sac Plain, not far from the International Airport. Until now, the concrete base of the drilling tower (derrick), i.e. the scaffolding to support the drill, can be seen on site. It was up to the agronomist Jean David of the Ministry of Agriculture, Natural Resources and Rural Development to have the authorship of the question. Exiled from the first moments of the government of François Duvalier, Jean David left without leaving the related files. Under the government of Jean Claude Duvalier, the search for the oil slicks was entrusted to Crux Limited, which preferred to concentrate its work in the Bay of Rochelois in La Gonâve where the oil was found. The first jets of the black gold were analyzed at the Laboratory of the Department of Mines. A few days later, Crux Limited was compensated for its drilling work and ordered to pack up and leave the territory of Haiti. Who gave this order and why? One belief remains that Washington considers Haiti its "back yard". Oil being an exhaustible natural resource, it prefers to exploit Middle Eastern oil for the time being. Haitian oil is part of its reserves in the event of war. The question of oil in Haiti must be clarified.

According to the Bureau of Mines and Energy:

Maïssade lignite deposit

This natural coal deposit is located 11 km north-west of Maïssade in the Centre Department. The reserves are estimated at 6.2 million tons at 2050 kcal/kg of calorific value for an area of 2.2 km². These reserves can be used for the production of 40 megawatts of electricity for a period of 13 to 17 years. The extensions of this deposit are not yet well known. Studies in this direction could be undertaken. On the other hand, it is recommended to study the feasibility of producing cement from maize lignite and the underlying materials. Similarly, the possibility of making coal briquettes for domestic hearths from lignite can be studied.

Petroleum (Hydrocarbons)

The main factors conducive to the existence of oil in Haiti can be summarized as follows:

- The presence of oil and gas showings highlighted by the various boreholes and geophysical work carried out at several points in the national territory;
- The presence of reservoirs located in porous sandstone levels and reef or platform limestone levels;
- The possibility of excellent source rocks in the Cretaceous of the southern sector with a maturation assured around 2750 m depth;
- The great thickness of marine sediments, particularly in the Gonâve channel (6 to 7000 m) deep;
- The presence of some structural traps of major importance (Baie de Rochelois, Ile de la Gonâve).

Among the areas of major oil interest, we can mention the Bassin de Rochelois and the Ile de la Gonâve.

Areas of potential interest include the Central Plateau, the land portion of the Plaine du Cul-de-Sac and the Grande Cayemite.

The current state of accumulated knowledge on Haiti's oil potential is satisfactory enough to attract investment. In this regard, a booklet entitled "New Ideas on Petroleum Research in Haiti" has been published.

Hydrothermal Substances (Source: Bureau of Mines and Energy)

Los Posos Hot Springs

The Los Posos Hot Springs are located 6 km southeast of the town of Cerca-la-Source, not far from the Haitian-Dominican border. They are seven springs more or less aligned over a distance of about 500 m with emergence temperatures ranging from 31 to 47°C. They are mineralized thermal waters of the calcosodium chloride type. The total mineralization is 1 g/l with very low content of lithium, boron and strontium. Arsenic and cesium are absent, but the magnesium content is higher than in the cold springs. It is recommended to use the hot springs of Los Posos as low-energy geothermal resources.

The Springs of the Cul-de-Sac Plain

These are the Stinky and Balan springs located in the northern part of the Cul-de-Sac Plain on the edge of the national road n° 1. These springs are separated from the sea by a marsh of mangrove trees.

The water of the thermal springs is a complex mixture of meteoric waters and seawater which, after infiltration to a depth of about 1000 m, rises to the surface with a temperature of 30 to 40°C. The water from these springs is of the sodium chloride type with higher magnesium contents at depth. Hydrogen sulphide and carbon dioxide are predominant. These waters are unfavorable from a thermal and hydrogeological point of view, and studies must be directed towards their use for therapeutic purposes.

The Waters Boynes Springs

Located west of Newfoundland and 30 km northwest of Gonaïves, a group of six (6) low mineralized thermal springs (0.4 g/l) were inventoried with a total flow of 80 l/min and an average temperature of 50°C.
There was no exploitation of hydrothermal resources at that time.

Marble (source: Bureau of Mines and Energy BME)

Darang marble limestone deposit

The marble limestone deposit of the locality of Darang is located in the Department of Artibonite, 18 km northwest of Gonaïves in the commune of Newfoundland. It is a beige and cream limestone whose reserves have been estimated at 250,000 m3 of merchantable blocks for an area of 2 hectares.

Marble limestone deposits of Périsse and Provence

They are located about fifteen kilometers south-east of Gonaïves. The Périsse deposit occupies an area of 1.8 ha and offers a variety of colors: black, black veined white, grey, white, pinkish white, etc. with reserves estimated at more than 200,000 m3. The Provence deposit occupies an area of 2.3 ha, it has a veined brown and grey-brown limestone with reserves estimated at 350,000 m3.

Marble lime stone deposit of Ravine-à-Couleuvre

Located 17 km south-east of the city of Gonaïves, the marble limestone deposit of Ravine-à-Couleuvre covers an area of 6 hectares. It is a massive limestone of light beige grey color when polished. Reserves are estimated at 90,000 m3.

Marble limestone deposit of Barcadère

Exploited from 1983 to 1986 by the Haitian Marble Industry S.A., this deposit is located 26 km northwest of Gonaïves, in the direction of Anse Rouge. This cream and beige limestone occupies an area of 1.6 hectares and reserves are estimated at 350,000 m3. We can also mention the bechique limestone of Morne La Pierre, located between Gonaïves and Barcadères.

Grand-Bassin granodiorite deposit

This deposit is considered to be industrial granite, it is located 44 km southeast of Cap-Haitien, in the North-East Department. It is a gray deposit with a speckled appearance whose reserves are estimated

at 6000 m3 of blocks on the surface extending over an area of 4.5 hectares. Probable overall reserves are still estimated at 20,000 m3 of blocks for an area of 14 hectares.

Marble limestone deposits of Rampe and Tombeau Cheval

These deposits are located in the Department of Grande-Anse, 14 km north of Camp-Perrin. The Rampe deposit is a pinkish-cream limestone with calcite veins. It covers an area of 2 hectares with reserves of 160,000 m3. The Tombeau Cheval deposit, located 800 m north of the Rampe, is brown in color with a folded appearance and is furrowed with calcite stringers, it contains reserves of 50,000 m3 for an area of 0.6 hectares.

Calcium Carbonate. (Source BME)

Calebassier Pure Calcium Carbonate Deposit

It is a deposit with a high degree of purity (98% $CaCO_3$) and a high degree of whiteness (92%). It is located 1.8 km south of Carrefour Desruisseaux (Miragoâne) in the Department of Nippes and reserves have been estimated at 20,000,000 tons for an area of 1.5 km². Another deposit of pure Calcium Carbonate has been studied at Paillant located 14 km west of Miragoâne. Reserves have been estimated at 140,000,000 tons for an area of 1.3 km².

Aggregates

Processing of local aggregates for the local construction market. Export of these aggregates to the Caribbean market. Exploitation and export of calcium carbonate. This market is very promising, especially in the Caribbean and the CARICOM countries, since the smaller islands do not have the possibility of extracting aggregates from their subsoil.

Clay

Significant deposits of clay have been inventoried throughout the national territory and more particularly in the Central Plateau in Hinche, where they are used for the manufacture of materials and utilitarian products in terracotta.

Pozzolan deposit of La Vigie

This material, used in the manufacture of cement, is located about ten kilometers southwest of the city of Saut-d'Eau. The reserves of La Vigie are estimated at 3,200,000 m3 for an area of 0.5 km2. Another deposit has been located at "Kay Elie" located 7 km north-east of Thomazeau. According to the tests carried out on pozzolan, it can be added in a proportion of 20% to the clinker-gypsum mixture without any change in the quality of the cement produced. Many raw materials for cement (limestone and marl) in sufficient quantities exist in all the geographical departments of Haiti.

5.3 Renewable energies

In the 2000s, a study paid for by the European Union was carried out by the French company Winergie. This study revealed the strong wind potential of Haiti. The most promising areas are Lake Azuéi and its surroundings in the West, in the South at Plaine des Cayes and in the North West the region of Môle Saint-Nicolas and Turtle Island. The Winergie study was available on the website of the Bureau of Mines and Energy. In 2012 this study was removed from the site, one wonders why.

The Nord d'Ouest Department has a very high potential for solar energy production because of its very low rainfall and daily sunshine. Located sheltered from the Nordés, winds coming from the north of the east that bring rains to the north coast of Haiti, through the Massis du Nord, this department is swept by the Alizées, hot winds coming from the south, creating a dry climate.
The studies have been done, when will we see in Haiti wind turbines and large-scale solar panels supplying us with energy? It seems to me that the choice of polluting and more expensive energies is privileged for obscure reasons...

5.4 Agriculture

Two ecosystems: one tropical in the coastal plains (25-350C) and the other more temperate in the mountains (14-240C). The coastal plains are favorable to the development of the cultivation of rice, maize and other cereals, market gardening and fruit crops: mangoes, figs, bananas, cocoa for domestic markets and for export. The more temperate mountains are favorable to market gardening crops such as potatoes, fruit crops: peaches, plums, strawberries, and coffee cultivation. Some mountainous regions still have pine forests, and are protected in natural park areas. The Pic la Selle, a mountain located in the Chaîne de la Selle, rises to an altitude of 2,680 meters, and the Pic de Macaya rises to 2,347 meters in the Massif de la Hotte

The main agricultural products exported are: essential oils, coffee, cocoa, mangoes, fig-bananas and sisal. There is great potential for developing agro-industry through technological partnerships in the context of fruit and vegetable processing, the production of milk and its derivatives, livestock and fishery products. With CARICOM, the conquest of the Caribbean market for foodstuffs, tubers, processed fruits and vegetables, rum and Clarin (agricultural rum) has begun.

5.5 Industry

Haiti has a cheap and highly competitive labor force used in the garment, footwear, and electronic parts assembly industries for export. As part of the benefits of the APE, CBI, HOPE, HOPE II, and

HELP laws initiated by the Caribbean Basin Trade Partnership Act (CBTPA), certain products assembled in Haiti can be exported to the United States without import taxes.

The light manufacturing sector has the potential for massive job creation. The existing sectors such as textiles and agri-food should be consolidated, in addition to developing others related to basic inputs and services for the construction and tourism sectors. Factories should be opened to manufacture windows and doors, paint, household furniture, drapery, sanitary ware such as toilets, sinks and bathtubs, tableware such as cutlery, glasses and bottles, household items such as fans, etc. These new industries would support the major construction initiatives envisaged in order to maximize the benefits of internal investments and not simply promote imports.

In this sense, the central government would finance for and with the local government authorities small regional industrial parks and local mini-parks for the manufacture of handicrafts of products. The authorities would encourage some form of regional specialization to enable enterprises to achieve economies of scale and growth. In addition to public funding, investments by branches of foreign companies, private investment from the diaspora will be specifically courted. The cost of this initiative to the central government would be US$40 million invested over two years to build the parks and related infrastructure required. The costs of $40 million are included in the Sustainable Agriculture and Productive Economy table on page 42 under the Light Industry section.

5.6 Craftsmanship

Haiti has a vast artisanal production, due to its creative and innovative workforce, exported and recognized outside its borders.

5.7 Information and Communication Technologies

Call centers associated with a qualified, inexpensive workforce for French-speaking countries.

5.8 Construction and Utilities

Development of industrial and commercial free zones, development of social housing and other real estate developments, construction of port, airport and road infrastructure, restoration and enhancement of cultural heritage: fortifications, monuments and historic cities.

5.9 The Banking and Insurance Sector

Haiti has a very profitable and booming banking and insurance sector. The very strict regulations of the Central Bank of the Republic of Haiti ensure the high stability and reliability of the banking system.

5.10 Distribution

A multitude of SMEs share the wholesale and retail sales and distribution of all consumable products. Haiti imports all consumer products and raw materials not manufactured in the country. Luxury hotels, luxury boutiques, supermarkets and large self-service hardware stores have nothing to envy to their counterparts abroad.
We should note the absence of major French tourism groups: Accord, Club Med, Pierre et Vacances, etc. present in the Dominican Republic, particularly in Punta Cana. The American tourism giants are also absent: Hayat Hilton, Sheraton, all present in the Dominican Republic.
The giants of the world's supermarkets: Carrefour and Ikea, are already present in our Dominican neighbor.

5.11 Fishing

The fishing sector brings in about $9 million per year in exports, while the country has to spend nearly $45 million to import fish to cover local demand. This sector needs to be developed and promoted.

Fishing for baby eels for export represents a lucrative but extremely opaque and controversial export sector. The value of eel baby exports for the 2022-2023 fiscal year: 173,506 tons for about $13 million, up from the previous year ($9 million for 145,093 tons), according to the General Administration of Customs (AGD). (Haiti Climate). In 2025, the market experienced strong tensions, including a sharp drop in local purchase prices of more than 85% (falling from $5,760 to $760 per kilo) leading to angry movements by Haitian fishermen. The export price of glass eels can vary between $700 and $5,000 CIF per kg. The baby eels caught in Haitian rivers are exported mainly to Asia (especially the Japanese market via Hong Kong) to be fattened on farms. Local actors and reports point to the quasi-monopolistic hold of cartels or groups of exporters (such as ANAPRA) on the sector. The species is under major environmental pressure (overfishing of glass eels, pollution, deforestation), leading some experts to call for strict regulation or a ban on the exploitation of glass eels. (Haiti Climate)

We do not suggest cost calculations for heading 5 of exploitable natural resources, which are self-financing by the revenues generated. The components of this heading bring revenue to the State and their operating expenses cannot be part of additional costs borne by the State.

Conclusion

Consolidated global table realistic version (30 years)

Liberty + Equality + Fraternity + Environment

Section	Main components	Infrastructure costs in millions	Costs/year in Million low range	Costs/year in Million high range	Costs 30 years in millions low range	Costs 30 years in Million high range
1. FREEDOM	Roads, airports, ports, tram & bus	**$ 2,619**	**$140**	**$140**	**$ 4,200**	**$ 4,200**
2. EQUALITY	Police, army, justice	**$ 789**			**$18,000**	**$18,000**
	Institutions & Anti-Corruption		**$ 1,217**	**$ 3,862**	**$ 36,000**	**$ 115 084**
3. FRATERNITY	Health, education, housing, markets, sports, arts, agriculture	**$ 17 654**	**$ 1 720**	**$ 4 046**	**$ 53 095**	**$ 121 395**
4. ENVIRONMENT	Energy transition, reforestation, solar energy, urban planning, standards, resilience sanitation	**$ 13,300**	**$59**	**$59**	**$ 1,770**	**$ 1,770**
GRAND TOTAL		**$ 34 362**	**$ 3 136**	**$ 8 107**	**$ 113 065**	**$ 260 449**

Fraternity became the dominant rubric. It now represented **50% to 54%** of the total cost of the plan, which was normal: the countries undergoing reconstruction invested massively in health, education, agriculture, training and housing.

Fraternity became the dominant rubric. It now represented 50% to 54% of the total cost of the plan, which was normal: the countries undergoing reconstruction invested massively in health, education, agriculture, training and housing.

Haiti faces complex and multidimensional challenges in terms of the environment, governance, and social and economic progress, which hinder its development. Despite the similarities of all kinds with other countries in the Caribbean region, the country persistently fails to keep up with the regional trend. In response to these challenges, many analytical documents, strategies, planning and proposals have been produced over the years, without much impact on the situation.

Numerous studies have been carried out by international organizations on the functioning of the Haitian state in order to analyze the institutional coordination capacities of the Haitian government center, including the definition and implementation of multidimensional policies, strategic planning and decision-making. At various levels, there is a structural weakness in public governance systems.

It is in this context that the OECD, as an international organization, collaborated with the Haitian administration between 2019 and 2021 by carrying out a Public Governance Review, which aimed to present a comprehensive overview of public governance in Haiti. The review published in 2021 focused on the public governance issues identified in collaboration with the government and was accompanied by recommendations to help the country achieve its priority reform objectives. Anchored in a desire for continuity and coherence with existing initiatives, it represented an exceptional opportunity to consolidate past reforms and propose new initiatives, which could enable Haiti to achieve its long-term strategic vision of promoting inclusive and sustainable economic growth for all its citizens. The recommendations proposed by the OECD also aimed to provide the government with guidance and analytical tools for the selection, coordination and evaluation of projects proposed for international support. More recently, the World Bank also published several studies and reference documents on the country's situation in 2023 and 2025. The same observations were made and similar solutions recommended, recognizing the existence of several credible plans involving the International.

Faced with this observation, it seems appropriate for Haitians to continue the exercise of internal reflection. The Manifesto group Appel du Lambi is committed to this approach and wants to propose ambitious reforms through a detailed plan in terms of social and economic development, vision of public governance and implementation approach. The objectives of these reforms are to get the country out of its permanent quagmire, to allow it to reach the level of other Caribbean countries, to bring it closer to the status of an emerging economy, to strengthen the rule of law and to build a more inclusive and cohesive society.

The proposed measures are adapted to the Haitian reality and present a roadmap that can change the direction of the country away from the chaos, anarchy and endemic system of corruption that are now its hallmark and modus operandi.

This document, The Manifest the Call of the Conch of Reconstruction, is inspired by the reflections of several Haitian professionals. This Haitian program of coordinated economic reconstruction and structural transformation is inspired and validated from several sources, including the theses of some of the authors of the document, a reference working document applying Leontief's dynamic input-output analysis framework, the analytical revisions of contributors and collaborators, as well as the critical reading of several members of the collective.

In this sense, The Manifest the Call of the Conch of Reconstruction proposes an investment plan and a projection of cumulative expenditures over thirty years, identifying a total financing requirement of the order of **$34,362 million in infrastructure or non-recurring expenditures, plus $3,136 million to 8,107 million in annual expenditures. This gives a total of $113 065 million to $260 449 million for the duration of the plan.** The financing of the required investments, quantified with the identified

action targets, will be divided in order of importance between domestic revenue mobilization, diaspora bonds, multilateral concessional loans, foreign direct investment, revenues from exploitable natural resources, bilateral donations and philanthropic capital. It is not a question of just putting money into a spiral of incompetence, bad faith, lack of vision within which the real plan underlying the state's action remains the maintenance of the status quo. To change Haiti, it is necessary to abandon the approach in all its facets of thought and the present governance structure that has presided over the country's destiny for the past seven decades. The same causes will always have the same effects. Haiti has not escaped and will not escape this universal rule.

ANNEX

MACROECONOMIC RATIONALE
MANIFESTS THE CALL OF THE CONCH OF RECONSTRUCTION 2026

1. Macroeconomic Basis: Haiti's GDP and 30-Year Projection

Current nominal GDP (IMF 2026)

- 2026 GDP: $39.18 billion

Realistic growth assumption: 6% per year

Trajectory observed in post-crisis countries that have successfully rebuilt:

- Rwanda
- Vietnam
- El Salvador

Projected GDP in 2056

$$PIB_{2056} = 39{,}18 \times (1{,}06)^{30} \approx \$225 \text{ milliards}$$

30-year average GDP

$$PIB_{\text{moyen}} = \frac{39{,}18 + 225}{2} \approx \$132 \text{ milliards}$$

2. Manifesto Envelope

The new values of the field items give:

Manifesto grand total

$$\$113 \text{milliards à } \$260 \text{ milliards}$$

Average annual expenditure

$$\frac{113}{30} = \$3{,}77 \text{ milliards/an}$$

$$\frac{260}{30} = \$8{,}67 \text{ milliards/an}$$

Average annual spend: $4.30 to $9.33 billion/year

3. Justification by % of GDP

Annual investment ratio

$$\frac{3{,}77}{132} = 3\%$$

$$\frac{8{,}67}{132} = 7\%$$

The plan now represents 3% to 7% of average annual GDP.

4. International Comparison

Rwanda (post-1994)
Public investment: **7% of GDP/year** → Growth 7–8%, agricultural and industrial transformation.
Vietnam (Đổi Mới)
Public + private investment: **6–8% of GDP/year** → Rapid industrialization, massive poverty reduction.
El Salvador (post-civil war)
Investment in reconstruction: **4–6% of GDP/year** → Macroeconomic stabilization, modernized infrastructure.
Dominican Republic (1990–2020)
Infrastructure + tourism: **5–7% of GDP/year** → Sustained growth, industrial upgrading.